

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

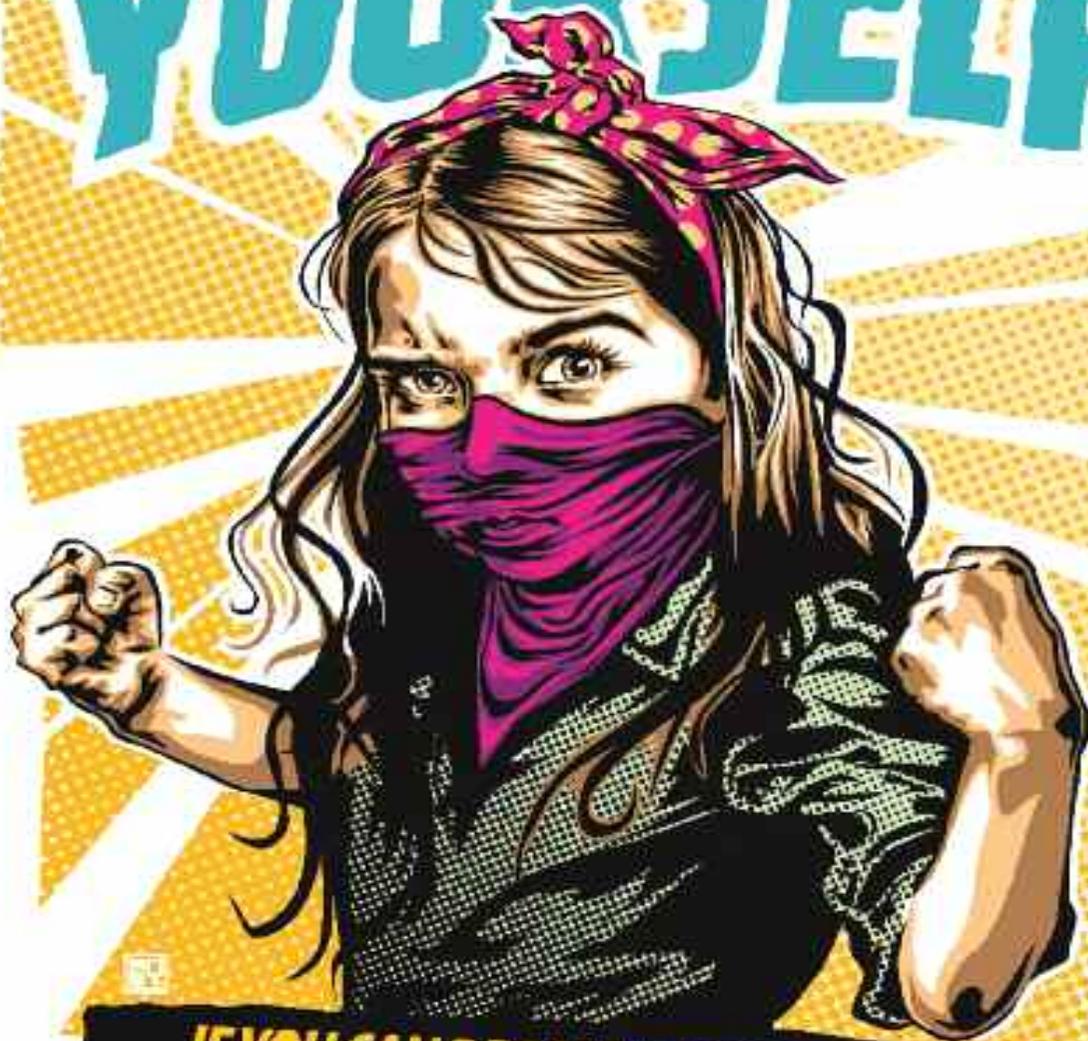
adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes

<http://monde-libertaire.org>



FÉMINISMES

BELIEVE IN
YOURSELF



IF YOU CAN DREAM IT YOU CAN DO IT

Crois en toi. Si tu peux le rêver tu peux le faire.

Éditorial

Nous vivons dans une société dite progressive que les paradoxes et autres dissonances cognitives n'embarrassent pas, ancrés dans un capitalisme et un patriarcat immémoriaux, accrochés à leurs lambeaux respectifs et imbriqués. Un paradoxe aporétique que le Monde Libertaire ne pouvait que relever dans son numéro de Mars 2019 consacré aux « féminismes », en clair à leur visibilité, qui rêve encore de son acmé. En effet, la moitié de la population humaine, à savoir les femmes, n'est audible *presque* que par son silence assourdissant. Victime immémoriale de violences inacceptables diverses, détaillées ici ou là. Dans un dossier que nous vous avons préparé il s'avère, à la lecture de ces divers articles, que, partout la condition féminine reste très inconfortable malgré les droits humains de base et sociaux obtenus de haute lutte par le mouvement féministe et les associations combattant avec acharnement les atteintes portées à l'intégrité physique et psychologique des femmes. Mais bon, force est de constater que les haillons impérialistes masculinistes, avec plus ou moins de facilité, se déchirent un

peu partout dans le monde. Nous nous devons donc de rester vigilant.e.s. et mobilisé.e.s. jusqu'à éradication de l'expression « Droits des femmes », dans le sens où ils auront été acquis, et tenus pour dit. La femme fera enfin l'expérience concrète, et non pas virtuelle, d'une égalité de droits libératrice et exquise.

Allez, les femmes, allez !... Nous y parviendrons.

Conjointement à ce dossier brûlant sur la condition féminine, nous vous proposons de continuer à suivre l'évolution de l'insurrection sociale actuelle. Les écrits de nos différents contributeurs et contributrices, présent.e.s sur les ronds points, dans les assemblées générales et les manifestations, nous retranscrivent les actions militantes entreprises, les débats internes, la résistance d'une grande partie de ce mouvement à ne pas se laisser saucissonner et récupérer par le pouvoir capitaliste en place. Nos « journalistes bénévoles », libertaires, observent la volonté et la persévérance de ces personnes déterminées à bouger les lignes pour jouir d'une vie plus digne. Ils et elles analysent

aussi finement l'organisation de type anarchiste qui structure une grande partie de ce mouvement insurrectionnel ainsi que les divers courants politiques qui le traversent et qui, pour certains, le fragilisent.

Enfin, comme à notre habitude, pour alimenter votre réflexion et agrémenter vos soirées, nous vous proposons une sélection d'ouvrages littéraires bien évidemment à teneur politique, parfumés, pour certains, d'un zeste d'histoire et de poésie.

Le Monde Libertaire est un mensuel anarchiste qui n'oblige en rien, mais ouvre sur tous les possibles non aliénants.

Odile pour le C.R.M.L.

LE MONDE
LIBERTAIRE.NET
LE JOURNAL DE VOS VUES DE/ET CONTRE LA RÉVOLUTION ANARCHISTE



Pour une information plus réactive, rejoignez-nous également sur le Monde libertaire en ligne.

<https://www.monde-libertaire.fr/>

Vous pouvez également vous tenir informé.e de la vie de la Fédération anarchiste sur

<https://www.federation-anarchiste.org/>



Notre copain Sylvain nous a fait une très mauvaise blague. Homme libre, il a pris la liberté de mettre la clé sous la porte. Alors salut camarade, tu vas nous manquer. Ce numéro du Monde Libertaire, nous le lui dédions.
Le Comité de rédaction

Commercy, 26-27 janvier, l'assemblée des assemblées

Résolument et joyeusement accrochés au ronds-points et rythmant les samedis, les Gilets Jaunes sont chauds bouillants. Mais si le mouvement revendique une démocrate radicale il peine à en trouver les modalités pratiques. A Commercy, ils s'y sont collés, l'ont mis en forme, puis semée sur les terres fertiles de l'Internet, Facebook et Youtube. Résultat cette première assemblée des assemblées formalisée autour de quelques principes fondamentaux : individus et groupes autonomes associés au sein d'une coordination respectueuse de chacun. Les groupes sont représentés par des mandats révocables chargés de mettre en œuvre des directives précises décidées en AG. À l'Assemblée des Assemblées de Commercy, qui s'est tenue les 26 et 27 janvier 2019, au bord de la Meuse, on constate avec joie qu'il n'est pas besoin de se dire anarchiste pour l'être.

En fait, c'est à Sorcy Saint Martin...

14h, ce premier temps de l'Assemblée des Assemblées est celui de la rencontre, chaque mandaté y présente son groupe aux à peu près 400 personnes réunies dans la salle des fêtes de Sorcy Saint-Martin, petit village à 7 kilomètres de Commercy. Les médias régionaux et nationaux très présents pendant la matinée ont été priés de laisser la place aux médias « Gilets Jaunes », les seuls autorisés à participer à l'AG.

Tour à tour et en 2 minutes 20, chaque groupe se présente. Sa taille, ses actions, ses objectifs et son histoire, comme celle – acclamée – des sept évacuations/reconstructions des ardéchois dont l'acharnement a fini par venir à bout des autorités. L'Ariège, la Drôme, la Lorraine, l'Alsace... de très nombreuses régions sont présentes et on assiste immobiles à un vrai tour de France, jusqu'aux Parisiens et aux banlieusards – Saint Denis, Montreuil ou encore Rungis – qui sont maintenant de la partie. En complément des Commerciens, qui font tourner le manège, l'AG regroupe deux types de participants : les mandatés représentant 75 assemblées locales, et les « observateurs », appartenant pour la plupart à des groupes, mais n'ayant pas le statut de

mandaté. Pour la plupart des décisions, seuls les mandatés ont droit de vote, brandissant pour ce faire une feuille A4 de couleur portant la localisation de leur groupe.

Des femmes en première ligne

Quelques points saillants... la présence des femmes en nombre, plutôt inhabituelle dans les mouvements de contestation, probablement un gros tiers. Les organisateurs avaient d'ailleurs demandé que les binômes mandatés soient à parité quant au genre. Donc quelques prises de paroles de femmes,

remarquées et très soutenues. L'une, par exemple, indique qu'elle sort du protocole – uniquement présenter son groupe lors de ce premier tour de parole – et dit « tout ce qu'elle a à dire »... Présentation également des « Ama-jaunes », les femmes Gilets Jaunes qui s'organisent et créent un sous-mouvement purement féminin, avec en particulier une visibilité spécifique, pacifique, au sein des manifestations. Ailleurs, d'autres femmes s'organisent également entre elles, comme par exemple les Femmes Gilet jaune d'Ile de France. Mais ici, pas de monopole de la parole, en cas de débordement, c'est l'enregistrement sur une liste qui séquence les orateurs et l'assemblée qui les contrôle très efficacement à l'aide des signes convenus. Le meneur du débat se contente de tendre le micro à la personne en tête de la liste des inscrits, et parfois de proposer des reformulations. Un rôle clef toutefois, et assumé avec un remarquable esprit de synthèse, lorsqu'il a fallu improviser des votes : celui de formuler les choix à faire et les questions sur lesquelles voter.



Hyper-démocratie ?

Le désir de démocratie radicale qui réunit à Commercy les participants à l'Assemblée des assemblées, est omniprésent dans les discussions, et la question de la légitimité revient sans cesse. En conséquence, une longue partie de la discussion qui suit les présentations se focalise sur les objectifs que l'assemblée peut légitimement se donner, afin de rester en accord avec l'encadrement des mandatés par leurs propres assemblées. Loin de l'arrogance des parlementaires, on assiste ici à l'inverse, une sorte de « complexe du mandaté » qui se fait jour, au risque d'auto-limiter leur capacité d'agir. Un souci constant d'hyper-démocratie hante les participants. Faute d'une pratique établie, d'un protocole agréé par tous, d'une habitude, cette première assemblée des assemblées fait précéder toute discussion d'une pré-discussion relative à son organisation et aux modalités de contribution et prise de décision. Les options retenues sont ensuite mises au vote afin de pouvoir se consacrer à la discussion elle-même. En particulier la difficulté pour les mandatés d'évaluer l'élasticité de leur mandat et leur capacité à décider – voter – sur place, sans revenir vers leurs groupes pour validation. Ce rodage, et le passage régulier à un niveau méta de discussion, en rendait certaines un peu hallucinantes.

Toutefois, il était dans l'essence même de l'Appel de Commercy et de cette assemblée de mettre en œuvre une démocratie radicale ; l'AG inaugurale devait poser les premières pierres et roder les premières pratiques...

Ronds-points : nos places publiques, nos médias et nos totems !

Deux thèmes affleurent, débordant régulièrement le protocole : la journée de grève générale annoncée pour le 5 Février et une reprise des ronds-points le 15. Les ronds-points sont le totem des gilets jaunes. Ils ont transformé ces no man's land ouverts sur rien en places publiques, creusets de la

délibération, et en médias citoyens, gratuits, ouvert à tous et lisibles par tous. La reprise du terrain est stratégique car ces milliers de micro-ZADS sont le corps du mouvement, elles montrent au grand jour que l'on peut s'affronter à l'état et résister dans la durée, elles sont l'aimant qui attire les timides et fixe celles et ceux qui s'en approchent de trop près. Teintées de ce jaune fluo conçu pour être vu, elles sont la preuve bien vivante que la lutte continue. Et les saluts et les klaxons des voitures qui passent maintiennent actif le lien entre le noyau dur des plus motivés et les conducteurs qui leur disent : ne lâchez pas, on vous soutient !

Pour la grève générale, c'est plus compliqué... un peu coincée entre la méfiance des uns envers les syndicats et celle des autres envers leur direction, l'assemblée hésite à s'engager massivement dans cette voie. Et puis on voit bien que ça ne s'improvise pas, il faudra essentiellement accompagner et réagir.

L'Appel !

C'est grâce à deux appels successifs que nous sommes réunis à Commercy. Le premier invitait un mouvement purement horizontal, géographiquement dispersé, à suivre l'exemple d'une démocratie radicale : l'agora athénienne réincarnée dans les cabanes des ronds-points. En bonne logique, le second appel invitait ces démocraties locales ayant suivi – ou précédé – l'appel à se regrouper. Des anarchistes diraient : à se fédérer. Définir des mandats, choisir des mandatés et les envoyer se réunir au bord de la Meuse, à Commercy près de Nancy. Bon, c'est fait, on y est, et ça fonctionne, et c'est juste génial ! Alors, au-delà de la mise en place d'une organisation et du partage des idées, des problèmes et des pratiques, il semble important de transmettre quelque chose à ceux qui n'y sont pas, de susciter espoir et désir chez d'autres Gilets Jaunes, de faire sentir et transmettre le vibrant Eros de la démocratie. Le niveau national des Gilets jaunes, il faut dire, est tiraillé entre les refuzniks, qui ne veulent absolument

pas de chefs mais n'ont pas vraiment de proposition fédérale, les inévitables politicards qui préparent leur élection à une Europe qu'ils disent détester, et les « leaders » FaceBook dont l'énergie et l'engagement a permis au mouvement de se réinventer semaine après semaine, mais qui (ne) sont (que) des figures, des voix, à l'image de ces chefs des sociétés pré-étatiques dont le rôle est d'incarner le collectif – mais pas plus !

Entre la radicalité de revendications « évidentes » pour la communauté réunie ici et l'ouverture à l'ensemble des Gilets Jaunes, il faudra choisir, trouver les sujets non clivants, et surtout éviter un verbiage abstrait et convenu, incompréhensible au-delà d'une petite communauté d'avant-gardistes auto-proclamés. C'est une forme de maturité qui émerge et pousse à l'ouverture, en continuité des appels précédents, mais malgré tout avec un point dur : le positionnement clair par rapport à l'extrême droite, au racisme et à l'homophobie, n'est pas négociable. L'appel devra être explicite ; ces tentations minoritaires au sein des Gilets Jaunes mais qui trouvent malgré tout à s'exprimer doivent être explicitement condamnées. Un vote entérine le consensus émergent des longs débats. Quant à la rédaction de l'appel, il est – finalement – convenu qu'un groupe de volontaires planchera le soir et le début de la nuit pour proposer demain un texte à l'assemblée. Le texte pourra être amendé dans la matinée, puis signé par les mandatés qui le souhaitent, les autres groupes seront invités à le signer une fois rentrés. Suit un excellent dîner autour d'une potée lorraine mijotée avec soin par le collectif de la Marmijotte – avec ou sans viande, bien sûr.

La soirée s'égrènera ensuite tranquillement entre longues discussions et musiques improvisées, avec en ouverture, l'émouvant Chant des Partisans de Commercy chantés par la chorale Gilles et John de Commercy un instant réunie sur l'estrade. Pour la nuit, les gîtes, hôtels et habitants alentours ont

pu loger une bonne partie des participants, tandis que les autres munis de leur matelas et duvet ont dormi à même la salle de réunion.

Dimanche : *appeler* et rentrer

C'est après une courte nuit que l'assemblée se retrouve dimanche matin pour les groupes de travail thématiques sur les revendications, les actions, l'organisation, les élections, le (grand ?) débat, et l'amplification du mouvement. En fin de matinée, c'est le moment du partage avec l'assemblée du texte de l'appel, à peine sec. Solennel. Chacun se tait et les rédacteurs se réunissent au milieu de la salle devant une forêt de smartphones. Avec émotion, chacun, chacune, tour à tour, lit à haute voix un ou deux paragraphes. Quand c'est fini, les acclamations s'élèvent. Le texte est magnifique et porteur ; la grande majorité de l'assemblée s'y retrouve. Puis, quand un semblant de silence revient, c'est à nouveau le moment d'un tour de prises de paroles pour proposer, demander ou suggérer telle ou telle modification, ou tel ou tel ajout. Il faudra amender ce



proto-appel, mais le consensus est que ça doit être minimal, et l'assemblée vote la confiance aux auteurs qui ont su respecter les consignes, trouver les mots et les assembler en un tout homogène et entraînant. Mission accomplie !

Mais c'est déjà l'heure de déjeuner, avant de partager le rendu des groupes de travail, puis valider la version définitive de l'appel. Les au-revoirs, les à-bientôt, les va-et-vient des mains qui se serrent ou s'agitent en l'air, et les bises qui claquent commencent à rythmer le temps qui passe maintenant trop vite ; il faut rentrer et nombreux sont ceux qui vont loin. Le cœur plein de cette

ferveur qui imprégnait la salle, de l'enthousiasme puissant qui portait chacun, avec ce sentiment d'être là ou un bout d'histoire se faisait, l'esquisse d'un nouveau monde que certains attendent depuis si longtemps. Chacun était là non seulement pour se lever contre un monde nihiliste qu'il faut stopper, mais surtout pour un monde à créer pour une organisation à mettre en place, qui respecterait chacun et réussirait à s'agréger sans accaparer, à coordonner sans réduire et sans trahir. Les Gilets Jaunes de Commercy, malgré la grande fatigue d'avoir préparé et porté ce morceau d'histoire étaient radieux, les participants aussi, qu'ils soient mandatés ou simples observateurs.

La première Assemblée des assemblées a tenu ses promesses, et on peut d'ores et déjà s'inscrire à la seconde qui se tiendra début avril à Saint Nazaire, les vendredi 5, samedi 6 et dimanche 7.

Nuage Fou

Mon printemps de poète – slam « jaunissant ».

Hé Manu,
Entends-tu
Les Gilets Jaunes
Vénèrs
Qui cet automne
Et cet hiver
Tonnent
Leurs colères
« Basta de Jupiter
Assez de Castaner »
Marre du cancer
Toutes taxes
Marre de la pompe à finances
Marre du « clivage » de classe.

Hé Manu
Entends-tu
« Macron démission »
Que nous criions
A l'unisson.
Tu ne nous feras pas taire
Nous les gaulois réfractaires
Nous les sans-grade
Que tu laisses en rade
Nous à qui en prime

Tu piques des thunes
Alors que tu supprimes
L'impôt sur la fortune.

Hé Manu
Entends-tu
Marre d'être pris
Pour des crétins
Marre de ton dédain
Marre de ton mépris
Marre de ta magnificence
Marre de ton arrogance .

Hé Manu
Entends-tu
Nous voulons
De la liberté
Nous voulons de l'égalité
Nous voulons
De la fraternité
Nous voulons de la solidarité
Pour vivre avec dignité
dans cette société.

Hé Manu
Entends-tu
On est actifs
Dans les manifs
A travers rues
On veut des gaz hilarants
Pour que de bon aloi
Au mitan de nos rangs
Éclate la joie
et non pas des pétarades
De lacrymos
Et de grenades
Vecteurs de tant de maux.

Manu respecte les doléances
Que l'on encense
Fais donc qu'en l'occurrence
Suive enfin l'intendance .

Johan Algol , retraité .Victime
de la C.S.G. 13 Février 2019.

Les paysans bio avec les Gilets Jaunes ?

« Nous sommes paysans bio et nous rejoignons les gilets jaunes ! Nous appelons les paysans et le reste de la société à généraliser cette convergence et demandons à nos organisations de prendre leurs responsabilités.

Injustice sociale, injustice fiscale et urgence climatique même combat, mêmes victimes et mêmes responsables !

Pour les paysans bio, il est également temps de s'organiser, de se mobiliser ensemble, de repenser dans sa totalité ce système économique et politique conçu par et pour les riches et les puissants.

Par nos pratiques vertueuses et notre respect de l'environnement et de la biodiversité, nous apportons des solutions à l'urgence climatique.

Par les valeurs que l'agriculture paysanne bio véhicule, nous apportons également des solutions face à l'injustice sociale, à la destruction du vivant, et à la réduction en "esclavage" de nos vies... Ne vivons plus comme des esclaves !

Solution écologique et émancipatrice, l'agriculture paysanne bio que nous portons peut amener à plus d'autonomie alimentaire, à la relocalisation des productions et des ventes, à la création du lien partout à l'échelle locale et à la généralisation de l'économie circulaire.

Cette démarche est plébiscitée, nous le constatons chaque jour !

Pourtant les paysans bio subissent quotidiennement l'ensemble des maux que mettent en avant les gilets jaunes :

« **Injustice fiscale** » et retard de paiement :

Plébiscités, les paysans bio n'ont pourtant aucun avantage qui permettrait de produire partout et à échelle humaine de l'alimentation bio et locale ni de mettre en valeur les aménités positives de l'agriculture paysanne bio.

Les aides en faveur de l'agriculture biologiques (dont nous sommes sûrement moins dépendant qu'en conventionnel) ont entre deux et trois ans de retard ! Situation intenable pour nombre d'entre nous sans que jamais le vent de la révolte soit suffisant pour balayer l'absurdité et de ces retards et du système permettant ces aides !

Il est temps de tout mettre à plat, dans tous les domaines et aussi en agriculture biologique. Repenser les choses pour être résilients à l'échelle locale, soutenus et autonomes !

Les produits de qualité que nous proposons devraient pouvoir être accessibles à toutes et tous et devraient nous permettre, nous paysans bio, de vivre dignement. Ce n'est pas le cas, ni pour nous, ni pour l'accessibilité des produits ! Nous marchons sur la tête ! Faisons un pas de côté et reconstruisons ensemble !

« **Injustice sociale** ». Nourrir, même bien, vaut moins que spéculer (comme vous tous !)... ! De la production à la "consommation", des moyens de production au parasitage des grosses sociétés, de l'aliénation par le travail à l'implication locale, nous devons tout remettre à plat !

« **Urgence climatique** ». Nous sommes certainement la dernière génération à pouvoir faire quelque chose, il nous reste peu de temps et en tant que paysans bio nous sommes des acteurs du changement. Pourtant nous subissons en premier lieu les conséquences du dérèglement climatique ! Nous constatons qu'une transition douce n'est pas suffisante : c'est maintenant que tout se joue radicalement tant pour ce qui nous entoure que pour celles et ceux qui nous entourent !

Nous retrouvons les mêmes victimes à savoir les plus faibles, les plus démunis, les plus précaires. Ceux qui, noyés dans le quotidien des obligations et des urgences ne prennent plus le temps ou le droit de prendre la parole ?



Nous retrouvons également les mêmes responsables : grandes entreprises, milliardaires, puissants, système basé sur la croissance et le profit...

Ceux-là même qui imposent des taxes et des normes aux plus défavorisés sans se les imposer à eux-mêmes et sans mettre en place des alternatives viables et souhaitables.

Il ont fait un choix, celui de maintenir leur microcosme et leur pouvoir au détriment de la planète et de ses habitants.

Faisons le nôtre : renversons la table et repensons tout, partout où il nous semblera bon de le faire ! Ils ne sont grands que parce-que nous sommes à genoux !

Voilà pourquoi en tant que paysans bio nous pensons qu'il faut rejoindre ce mouvement. Il représente peut-être la seule occasion que nous ayons de reprendre en main nos vies, nos fins de mois et notre fin du monde !

Julien Lucy

Nature de la crise actuelle des GJ : pistes de réflexion.

La crise des GJ (gilets jaunes) marque peut-être d'une pierre « jaune » la mise en évidence de la contradiction entre la mondialisation de l'économie et son incapacité à assurer la survie individuelle des humains. Ce qui s'effondre sous nos yeux c'est le mythe selon lequel le capitalisme, certes, augmentait les inégalités, mais qu'en contrepartie il permettait malgré tout à l'humanité entière d'accéder à un minimum de dignité. Ce rêve d'un « progrès » de nos conditions d'existence, par-delà le développement des inégalités, vole aujourd'hui en éclats.

Le mouvement des GJ met le doigt sur une réalité qui défie aujourd'hui l'entendement : non pas une panne du progrès, mais son effondrement. Ce que nous vivons ce n'est pas l'émergence d'une société à deux vitesses, avec un secteur mondialisé qui irriguerait avec plus ou moins de justice le reste de la société, comme on a pu et voulu le croire d'une manière ou d'une autre jusque dans les années 1980. Non. Ce qui se passe sous nos yeux, c'est la mise en évidence du fait que l'économie mondialisée *détruit* l'économie de subsistance de la majorité des humains. Cette destruction des équilibres traditionnels en a depuis toujours été le moteur, mais, au moins, jusqu'à ces dernières années, le progrès matériel qu'il a entraîné profitait d'une manière ou d'une autre à l'ensemble de la population (avec toutes les inégalités et injustices que l'on voudra bien mettre en avant, avec raison, pour en relativiser la portée).

Ce qui s'est passé depuis le tournant néolibéral des années 1980, c'est que les puissances économiques globales qui conditionnent notre existence, ont littéralement fait sécession d'avec la vie quotidienne de la majorité de la population mondiale, à un degré et avec une intensité sans plus aucune mesure avec ce qui avait pu se faire auparavant. Jusque dans les années 1970, les économies natio-

nales pouvaient encore se targuer d'une relative autonomie, dans le contexte général d'une économie vécue comme *inter-nationale*, à un moment où les grands leaders économiques se pensaient et agissaient encore comme des *multi-nationales*, et jouaient encore peu ou prou leurs partitions dans les cadres nationaux existants. Ils permettaient ainsi une très relative cohérence dans le développement des économies nationales dans lesquelles elles étaient impliquées (je ne suis pas absolument pas dupe des limites et des contradictions d'un tel processus, ni ce qu'a de schématique la narration que j'en fais ici).

A partir des années 1980, le caractère *multi-nationale* de l'économie s'est transformé en économie mondialisée. Cette mondialisation se caractérise par le fait que les groupes économiques mondiaux jouent désormais *contre* les économies nationales, et non plus *avec*. Les économies nationales ne sont plus des « partenaires » mais des centres de profits dont les diverses règles de protections sociales et fiscales à l'échelle mondiale totalement assumé et revendiqué !). Tous les Etats, y compris ceux de l'OCDE, se sont adaptés avec plus ou moins de casse à ces nouvelles règles de jeu, officiellement pour préserver l'emploi, plus prosaïquement pour sauvegarder ce qui peut l'être de leurs rentrées fiscales. (...)

Ce que l'on décrivait jusqu'à présent comme une économie à deux vitesses, l'économie mondialisée et l'économie localisée, doit maintenant être décrite comme une économie éclatée, brisée et irréconciliable. (...)

Le mouvement des GJ marque pour moi le basculement politique de la mondialisation dans les pays dits riches. L'originalité n'est pas que la population demande à pouvoir vivre de son travail, mais que cette revendication ne puisse

plus être satisfaite par une augmentation des salaires dans l'économie réelle, dans l'économie « localisée ». Le mouvement des GJ s'inscrit dans la rupture entre ces deux mondes, sa prise de conscience sensible, rupture que les partis politiques, les syndicats, la presse en générale, sont incapables de voir et de comprendre et qui explique en grande partie le rejet et la méfiance dont ils sont l'objet. Tous leurs modèles d'analyse reposent en effet sur l'inévitable priorité à donner à l'économie globalisée, qui est *pour eux tous* un socle non questionnable : ils ne savent littéralement pas voir l'abîme qui s'est creusé entre deux mondes. Et c'est de cet abîme que les GJ hurlent leur soif de vivre. (...)

Il me semble que le mouvement des GJ s'inscrit au cœur de l'émergence de cette rupture entre les deux économies. Que le mouvement des GJ se soit développé autour des ronds-points pourrait relever d'un sens poétique historique remarquable. Le rond-point est en effet un lieu, ou plutôt un non-lieu, intermédiaire entre la ville et la campagne, et qui n'est ni la ville ni la campagne, tout comme les GJ n'ont plus de vraie place dans ce que sont devenus les villes, ni dans ce que sont devenues les campagnes. Les ronds-points censés être des fluidificateurs de la circulation sont devenus le symbole du grippage sociétal.

Il me semble que le mouvement des GJ marque le renversement du sens du progrès qui a structuré le développement de notre monde depuis le milieu du XVIIIe siècle : le développement de l'économie devient visiblement *anti-humain*, *anti-social*, quand son développement contradictoire aggrave visiblement et nécessairement la situation vécue de la moitié de la population, non seulement à l'autre bout du monde, mais à l'intérieur même de tous les pays, y compris dans les pays

aits riches. (...). Nous sommes aujourd'hui arrivés à un point de bifurcation : l'intégration à l'économie mondiale est une impasse, tout comme le rétablissement d'une unité économique à l'intérieur de frontières nationales est impossible. La question n'est plus de savoir ce qu'il faudrait faire pour qu'un pays, en tant que tel, puisse s'intégrer efficacement à l'économie globalisée, mais combien de temps l'illusion sur cette possibilité peut encore durer. La question européenne relève de la même problématique : le fonctionnement actuel de l'Europe est un échec flagrant, et le repli sur des entités nationales une impossibilité.

La question du chômage est emblématique de cette problématique. (...) Le taux de chômage est d'ailleurs une arnaque : un taux de chômage *bas* est censé être un indicateur positif de la capacité politique des dirigeants, quand dans le même temps un taux de chômage *élevé* est dans les faits un indicateur boursier positif de la situation économique du pays en question. Mais ce paradoxe n'est qu'apparent. En effet, la promotion d'un taux bas s'adresse à la population qui subit le chômage (les exclus de la globalisation), tandis que le taux élevé s'adresse à ceux à qui le chômage profite...

Cette question du chômage doit devenir un marqueur de la contradiction entre ces deux économies : le chômage n'est pas un dysfonctionnement annexe du fonctionnement de la société, et qui à ce titre pourrait être corrigé. Il doit devenir



évident pour tous que le chômage est le lubrifiant qui permet à l'économie de tourner, et qu'à ce titre la stigmatisation des chômeurs et des pauvres en général est *un scandale sans nom*. Le chômage est d'ailleurs devenu l'horizon social qui attend tous les salariés. C'est ce que l'on nous dit implicitement lorsque l'on nous assure que plus personne ne peut espérer faire un travail donné toute sa vie : les hommes ne sont plus qu'une matière première jetable pour l'économie globalisée, et tout ce qui relève de l'économie localisée n'est qu'une forme particulièrement instable de la gestion du chômage. Il est aujourd'hui totalement illusoire de croire que l'économie localisée soit en mesure de rattraper, de compenser, de corriger les dégâts de l'économie globalisée.

Le chômage a changé de sens, de signification. Alors qu'il pouvait être considéré jusqu'à maintenant comme un accident entre deux emplois, il est devenu la situation « normale » de l'économie localisée, l'emploi devenant un accident provisoire de l'économie globalisée, les entreprises elles-mêmes, peu importe leur taille, devenant également de plus en plus éphémères. La théorie du ruissellement avancée pour cautionner l'autonomisation de l'économie globalisée doit être prise au premier degré : le ruissellement est bien un phénomène destructeur qui creuse en profondeur le sol en empêchant son irrigation, tout comme la financiarisation de l'économie globalisée assèche l'économie localisée.

L'approche que font les deux principaux mouvements politiques qui courent après les GJ, LFI et RN, est caractérisée par la même erreur d'analyse, qui repose sur l'ignorance de cette fracture profonde de l'économie, sur l'ignorance de sa divergence désormais insurmontable. La gauche (LFI, La France Insoumise, insoumise à quoi ?) considère que le problème est une mauvaise répartition des richesses, et qu'il suffirait de drainer un flux suffisant de capitaux de l'économie globalisée vers l'économie localisée pour résorber en grande partie leur écart, et ainsi permettre à tout le monde de vivre. La droite (RN, Rassemblement National, rassemblement de quoi et de qui ?) considère au contraire que si on donnait la priorité à l'économie localisée l'incidence de l'économie globalisée se réduirait d'elle-même, et d'autant plus vite que les groupes globalisés seraient économique-

ment recentrés sur une entité nationale (pourtant aujourd'hui pour eux totalement fictive). Les deux ont tort car ce qui est en cause ce n'est pas un équilibre à trouver entre le local et le global, de gérer autrement leur complémentarité telle qu'elle existait jusqu'à récemment. Il s'agit d'acter leur réconciliation impossible, le caractère irréductible de leur antagonisme, là où l'ensemble du champ politique, y compris ses versions de gauche (LFI) et de droite (RN), ne cherche qu'à gérer d'une manière ou d'une autre ce qu'ils croient être une complémentarité. Cela passe aujourd'hui par la nécessité d'une double redéfinition. Il s'agit en effet de réinventer *en même temps* le local et le global, ce qui peut donner sens à la vie de chacun à l'endroit où il vit tout en imaginant de nouvelles solidarités à l'échelle planétaire qui est nécessairement, crise du climat oblige, notre horizon d'espérance commun. Tant que ce mouvement des GJ refusera de choisir entre ces deux économies, il sera un terreau d'espoir, et c'est pourquoi il doit refuser avec force de s'inscrire dans le jeu politique, donc électoral. Il doit continuer à trouver la force d'obliger tous les acteurs de la société à se positionner face à lui, mais en gardant et construisant ses propres règles (c'est l'ambition que je vois dans la dynamique lancée à Commerce, l'assemblée des assemblées).

J'ai la faiblesse de croire que le mouvement des GJ, de par son refus de s'inscrire dans le jeu politique (par-delà la diversité indéniable de ses acteurs, et peut-être certainement même grâce à elle), et sa position de principe touchant à son exigence d'une réévaluation immédiate et non négociable de la vie quotidienne (par-delà toute considération sur le caractère économiquement réaliste ou non de ce qui fait une vie décente), par son exigence de démocratie directe (entendue aussi comme besoin impérieux de retrouver immédiatement une prise pratique sur notre vie commune), est en train de faire exploser ce monde. Pour le moment le jeu est encore ouvert : les pompiers réussiront-ils à éteindre l'incendie ?

Louis – Colmar 31 janvier 2019

(le texte intégral peut être trouvé sur <http://divergences.be>)

Lettre du 5 décembre 2018 à un ami « gilet jaune »

Salut Jean-Michel,

Je pense que l'attitude de Macron et de sa clique à votre égard s'explique par le fait que le gouvernement a réussi à écraser le mouvement contre la loi-travail, et qu'ils ont cru pouvoir jouer le pourrissement avec vous.

Manque de chance pour eux, ça n'a pas marché. C'est pourquoi je tenais à exprimer mon soutien à votre combat, car vous semblez réussir là où le mouvement syndical a échoué.

Et je pense que l'un des facteurs de votre succès, pour l'instant en tout cas, est l'absence de carcan organisationnel. Mais d'expérience, je peux dire que cette absence ne tiendra pas sur le long terme. L'horizontalisme a ses limites, un gars nommé Proudhon a dit ça il y a 170 ans.

Le plus grand problème dans l'argumentaire des gilets jaunes est que le pouvoir n'envisagera de satisfaire vos revendications, ne serait-ce que de manière très fragmentaire, qu'en dépouillant Paul pour habiller Pierre.

Je m'explique. C'est comme si dans mon ménage j'avais des enveloppes avec des sous dans chaque enveloppe pour payer le loyer, le gaz, l'électricité, l'eau, etc. (C'est comme ça que faisait ma mère quand j'étais môme.)

Eh bien, Macron, pour donner 100 euros aux smicards, il enlève (c'est un exemple) l'argent de l'enveloppe "hôpitaux" pour la mettre dans l'enveloppe "smic". Et quand il faudra payer pour les hôpitaux, on prendra les sous dans l'enveloppe « loyer », etc. (encore une fois, c'est comme ça que faisait ma mère, et une fois arrivés à la fin du mois, on faisait toutes les poches des vêtements dans la penderie pour racler quelques pièces pour acheter du pain ou du lait.)

Au final, rien ne changeait, puisque toutes ces enveloppes étaient alimentées par un salaire de misère. Mais pour reprendre ma métaphore des enveloppes avec Macron, ça ne change rien puisque ceux qui alimentent la caisse sont les contribuables, sachant que les con-

tribuables les moins aisés paient plus que les riches : les salaires les plus élevés sont imposés au plus à 55% (si mes souvenirs sont bons) tandis que les salaires des riches, qui tirent leurs revenus des placements financiers, ne sont imposés au plus qu'à 30%. Sans parler des sommes astronomiques qui échappent à l'impôt grâce aux niches fiscales.

J'ai été frappé par les réactions des gilets jaunes qui ne savaient pas trop quoi répondre quand les gens à la télé leur demandaient : *Mais qui va payer?* Et on a vu une longue cohorte de spécialistes et de doctes commentateurs poser la question : « Mais tout ça a un coût ! »

Les gilets jaunes interviewés ne savaient pas trop quoi répondre, alors que c'est là que se trouve le vrai problème ! Dans la logique du gouvernement, c'est évidemment nous, les contribuables, d'une façon ou d'une autre, qui allons payer. Surtout pas les actionnaires du CAC40 qui engrangent des dividendes fabuleux.

Il faut refuser la logique du « transfert d'enveloppes », si je peux dire ; il faut imposer la création de *nouvelles enveloppes* alimentées par les revenus actionnariaux, dont presque personne ne parle.

On a assisté à une incroyable manipulation visant à faire diversion. On a parlé de cette femme chargée de je ne sais quelle mission et qui était payée 17 000 euros, ou quelque chose comme ça. Évidemment pour les retraités qui gagnent 800 euros ou moins, pour le salarié qui gagne 1100 euros, c'est *énorme*, c'est même presque inimaginable. Mais à l'échelle des revenus provenant des placements financiers, c'est que dalle. C'est *peanuts*. Peau de balle.

Dernier point : l'ISF.

Macron ne va évidemment *jamais* rétablir l'ISF : s'il le faisait il serait obligé de le payer¹ !

Et puis, il est soutenu par une douzaine de ses ministres multimillionnaires. Tu imagines leur tronche si Macron an-

nonçait en Conseil des ministres : « Mesdames et messieurs, désormais vous allez payer l'ISF » ? Faut pas rêver. Macron ne rétablira JAMAIS l'impôt sur la fortune.

On sait depuis longtemps, depuis Thatcher et Reagan, que la réduction de l'impôt des riches n'a JAMAIS favorisé l'investissement. Qu'est-ce que des gens qui ont plus de fric qu'ils ne peuvent en dépenser vont s'emmerder à faire des investissements productifs ? Que vont-ils faire ? Ils vont accroître leur consommation de luxe ou placer leur fric dans la spéculation boursière.

On nous dit que l'ISF ne représenterait pas grand chose, *juste* 3 milliards d'euros. Ben, 3 milliards d'euros, c'est un tiers du coût des mesures prises par Macron. C'est déjà ça, non ? C'est un début ! C'est toujours ça qu'on n'enlèvera pas aux enveloppes destinées aux hôpitaux, aux écoles...

Il faut insister sur la révision à la hausse de l'imposition des revenus actionnariaux, il faut supprimer les niches fiscales : il faut que cette revendication devienne la principale revendication.

Je pense qu'il faudrait faire un battage du tonnerre de dieu sur les revenus des placements spéculatifs. Il faudrait organiser une sorte de *brain trust* avec des camarades fortiches en économie et sortir un petit texte, genre un 4-pages, très pédagogique, décortiquant les mécanismes par lesquels on se fait tondre la laine sur le dos.

Voilà, mon cher camarade, quelques réflexions en vrac sur le mouvement des gilets jaunes.

Bien amicalement, et en souvenir du temps où nous arpentions les manifs de sidérurgistes (1984 ?) avec le magnétophone de Radio libertaire pour interviewer les métallos.

René

Incroyables Gilets Jaunes : la première bataille contre les robots

Disclaimer : cet article n'est pas une apologie de modes de conduite routière qui seraient imprudents, dangereux voire criminels. Nous déplaçant essentiellement en deux roues, nos os, cartilages, chairs et viscères sont extrêmement conscients de la dangerosité des « fous du volant » et de ceux de nos contemporains qui confondent voiture et cabine téléphonique.

C'est en phase avec une révolte encore souterraine, que l'article « 80Km/h, et pas plus ! Ce que dit cette loi » du numéro de Septembre 2018 du Monde Libertaire, s'insurgeait contre la décision d'un autocrate imposant son bon plaisir à des dizaines de millions de personnes. Nous soulignons, un point en particulier qui nous semblait d'importance : l'utilisation de robots pour en assurer la mise en œuvre. Deux mois et une taxe plus tard, une insurrection populaire se levait, dont le refus viscéral de tout « cadre » a libéré la créativité de chacun, lui permettant de s'attaquer à des cibles tout autant inédites qu'inattendues. Nous décryptons ici l'une d'entre elles, largement passée sous silence : l'armée de ces robots de bords de route en charge du programme interministériel « CSA » – Contrôle-sanction Automatisé – en charge d'automatiser le *contrôle* et de la *sanction* de chacun d'entre nous.

Captivés par les flammes-spectacles des beaux-quartiers parisiens, ou émus par les braseros et feux de camps qui réchauffent les Gilets Jaunes des ronds-points, peu nombreux sont ceux qui se sont intéressés



aux mornes bas-cotés de nos routes ; les radars aussi, qui les hantent, ont pourtant bel et bien pris feu!

Une armée de robots

Nous voulons ici tout à la fois alerter sur le danger existentiel de confier aux robots le contrôle et la répression des humains, et célébrer les Gilets Jaunes qui ont lancé la première bataille contre ces *choses* animées qui sous couvert de nous protéger tous, sont chargées de nuire à chacun. La cible des Gilets Jaunes est cette armée de robots infiniment patients qui surveillent et contrôlent nos déplacements afin de nous sanctionner, en application de règles que nous n'avons ni délibérées, ni décidées, ni même agréées. Chaque année plus nombreux, chaque année plus performants, ils vident nos poches et mitent nos permis¹. A 90€ la mise, les conséquences peuvent être lourdes sur le panier des fins de mois, ou pis, faute de points, sur la possibilité même de se déplacer.

Flash-back : c'est il y a plus d'un siècle en Angleterre puis en Bretagne, que les artisans du coton, réunis sous la bannière symbolique de l'invisible Général Ludd, ont livré la première et longue guerre contre les machines, instruments de l'automatisation brutale et sauvage de la production. Grimés de noir, à la nuit tombante, les artisans déchus cassaient de leurs massues les machines qui détruisaient leurs existences afin d'enrichir les

acteurs du capitalisme naissant. Le 19^{ième} siècle fut le siècle de l'industrie et des révolutions, et leur échec à accoucher d'une société juste, sans classes ni frontières fit le lit de deux guerres mondiales dont la dernière fit 50 millions de victimes et se conclut au Japon, par deux massacres de masse. Notre siècle naissant voit les machines changer de nature ; les filles des outils, ont engendré les robots, des machines autonomes dotées d'une intelligence de leur environnement et de de leurs objectifs, et qui servent maintenant non plus un mais deux maîtres. Car si le Capital bien sûr, les utilise toujours plus pour croître plus et plus vite, l'Etat s'en est emparé à son tour pour perfectionner son programme d'asservissement des peuples, et le mener à bien à moindre coût et moindre risque.

Mais depuis novembre 2018, les Gilets Jaunes livrent – et gagnent – la première bataille contre ces objets abjects qui contrôlent et répriment les populations. C'est en ce moment, c'est le premier acte d'une nouvelle forme d'affrontement, celle des êtres humains contre des robots policiers.

Perfection & obéissance

Asimov le premier, dès 1942, a pourtant formalisé très simplement ce nouvel *impératif catégorique* : un robot ne doit pas nuire à un être humain. Les politiques pourtant n'en n'ont cure, le profit personnel et le cynisme sont leurs seules lois, et il est grand temps de demander aux juristes de caractériser le potentiel d'atteinte contre l'humanité qu'incarne le programme interministériel *Contrôle-Sanction Automatisé* qu'on nous impose depuis 2003. Ce programme marchepied, en annonce d'autres qui verront les



robots nous contrôler toujours plus et nous « sanctionner » physiquement, on peut en être sûr. Comme on peut déjà le constater, l'utilisation de ces robots introduit deux ruptures majeures, dont la seconde représente une menace existentielle contre l'humanité. La première rupture relève de l'efficacité. Les progrès de la technologie sont tels et sur de nombreuses dimensions, comme la force physique, la vitesse, la perception, la mémoire, ou l'attention, que le rapport de force évolue vers une asymétrie infiniment défavorable aux humains. L'efficacité d'un robot sera nécessairement poussée à sa limite supérieure, car l'ingénierie vise à l'efficace, c'est son art, et elle n'est satisfaite que lorsqu'elle atteint l'optimum, que lorsque le robot atteint la perfection dans l'accomplissement de sa tâche. La seconde rupture, bien plus radicale, est d'une autre nature ; elle est de l'ordre de l'obéissance, une obéissance absolue, aveugle et insensible à ses effets. La part de compassion ou de calcul qui continue de vivre sous l'uniforme obéissant, du policier ou du militaire est l'ultime limite aux dérives autoritaires d'un état aux abois ; on peut toujours négocier avec Pandore, parfois avec succès. Avec les robots cette limite disparaît, la barrière a volé en éclats, s'est évaporée. L'obéissance est consubstantielle à l'automatisation, si l'on peut dire, « naturelle ». Il n'y a rien à inventer, rien à faire de particulier pour qu'une machine obéisse, c'est tout simplement son rôle, et l'ensemble de sa conception s'articule autour de cet unique objectif. En l'état des connaissances¹, nul ne mettrait en service une machine qui contesterait ses objectifs ou qui disposerait d'un « droit de réserve » opposant son libre arbitre à l'exécution

d'une tâche.

Les comités d'éthique pourraient bien sûr s'en mêler, et s'emmêlent déjà peu ou prou... mais malgré la sincérité de certains de leur membres, chacun aura remarqué qu'ils sont pour la plupart des employés ou des clients de l'État¹ ou des grandes industries¹ et que leurs avis ne sont que consultatifs. Ce sont essentiellement des pare-feux mis en place par la classe dirigeante pour s'approprier les débats afin de les contrôler, pour les orienter et les déminer si besoin, et surtout prendre l'initiative de la communication.

La première bataille

L'offensive inédite des Gilets Jaunes, n'a donc rien d'anecdotique, elle inaugure un commencement, celui de la guerre entre les humains et les robots de police. De l'aveu piteux du ministre de l'intérieur lui-même, lors d'une déclaration à la presse le jeudi 10 janvier : « *près de 60 % ont été neutralisés, attaqués, détruits par celles et ceux qui se revendiquent [du mouvement] des Gilets jaunes.* » Ce chiffre énorme – près des deux-tiers d'une armée détruite, si l'on suit une analogie guerrière – illustre le succès de la première action concertée et d'envergure contre des choses conçues et déployées pour le contrôle et la sanction des humains. Et de fait, en toutes régions, en plaine, en montagne, en bocage, en bord de fleuve, de rivière ou de mer, tout au long des nationales et des départementales de notre beau pays, on peut voir quantités de ces tristes robots en déshérence. Quand Foucault, l'intellectuel, se satisfaisait d'énoncer *surveiller et punir*, les Gilets Jaunes, pragmatiques, pratiquent l'action directe: *localiser et détruire*. Brûlés, tronçonnés à la disqueuse, les vitres cassées, les objectifs repeints en jaune ou noir, ou encore enveloppés de sacs poubelle, les robots ont été méthodiquement mis hors-service.

Alors que les universitaires, habituels défenseurs des libertés individuelles, publient force livres au sujet des algorithmes des GAFAs nord-américains, de la reconnaissance faciale en Chine, ou des robots tueurs déployés contre les populations arabo-musulmanes, les Gilets Jaunes, incarnés dans le territoire, agissent au plus près de leur existence. En silence et sans plus de commentaires ils

ont neutralisé ces robots qui encerclent leurs ronds-points.

Contrairement à l'interprétation régressive qui voudrait nous faire voir dans cet événement, la manifestation stupide et criminelle de chauffards avinés au front bas, on doit y percevoir le premier acte de résistance offensive de nous, humains, protégeant notre liberté et notre dignité contre des robots au service d'un pouvoir autocrate et injuste qui ne pourra se maintenir qu'en les mobilisant toujours plus et en les rendant toujours plus agressifs. La neutralisation de près de 2000 d'entre eux est la première bataille, la première victoire, l'acte zéro d'une guerre contre la « violation délibérée et ignominieuse de nos droits fondamentaux pour des raisons politiques »¹ et dont on peut imaginer sans peine qu'elle ne fait que commencer. Une bataille annonciatrice d'autres à venir, qui verront de simples êtres humains s'organiser et lutter contre des choses animées et intelligentes chargées de nous imposer le contrôle parfait et les sanctions implacables d'un état régalien au service d'un capitalisme déchaîné, des batailles qui verront des êtres de chair, de sang et d'humanité, s'affronter à des machines inaccessibles à la pitié ou à la compassion, parfaitement efficaces et absolument dévouées à leurs commanditaires.

Enfile le Gilet, nique ton Robot

Hiver 2018

Tissus / Fer
Jaune / Gris
Gilet / Boite
Vie / Mort.

L'attaque
des Robots CSA
La première.

De trois, deux
vont de vice à trépas.

Longue vie
aux
Gilets Jaunes !

Nuage Fou

Le Jaune, le Bleu et le Truand

Cela faisait des lustres que le Truand truandait. Mais cette évidence n'apparaissait pas comme telle pour tout le monde. Il faut dire que le Truand avait lui-même succédé à un autre truand. Un truand à visage découvert. Celui-là, à l'inverse, avançait masqué. Grimé derrière une définition qu'il brandissait comme un étendard sanglant d'imposture : « démocratie ».

Oui, sanglant. Car cette démocratie n'en arborait que la dénomination. Le sens, lui, passait progressivement à la trappe, dans l'urne. Le « pouvoir au peuple » s'illustrait principalement par un nom sélectionné dans un isoloir, une fois tous les cinq ans. Ce patronyme résultait en fait d'un choix restreint, parmi une liste d'individus bien éloignés du quotidien lambda. Les candidats les moins privilégiés, les plus honnêtes, se faisaient éliminer d'office par la Bien-Pensance. Un combo offert par Sa Majesté la Presse et Sir Sondage. Et si par hasard le Bon passait au travers des obstacles, le pouvoir concentré le métamorphosait immédiatement en Truand.

L'escroquerie de la démocratie, aussi grosse était-elle, fonctionna tout de même. Suffisamment, en tout cas, pour perdurer. Quelques révoltes éclatèrent bien sûr, çà et là, sans jamais complètement dissoudre le mal grandissant. Tout au plus, elles l'effritèrent, l'ébranlèrent très légèrement. Mais chaque fois, la Truanderie réussissait à redorer son bla-



son. L'étendard sanglant demeurait brandi, chanté et applaudi.

Jusqu'au jour où le Jaune se souleva. Le Jaune, c'était le nouveau pauvre. Celui qui, à l'inverse de ses prédécesseurs, était condamné à choisir entre les trajets coûteux et le bidonville insalubre. Celui qui, après avoir travaillé toute sa vie, devait encore fournir l'ultime effort pour ne pas succomber définitivement sous le poids des dettes. Celui qui, avant même d'entamer la carrière pour laquelle il était fraîchement diplômé, devait se faire exploiter pour égaliser le SMIC. Celui qui, après avoir déboursé toutes ses économies et signé un pacte avec le diable banquier, devait encore payer une taxe sur la pierre qui lui appartenait.

Car le jaune n'était pas un, mais plusieurs. Plusieurs étaient le Jaune. Il pouvait donc être né dans la pauvreté ou y avoir été convié. Mais il pouvait aussi ne manquer de rien et se jaunir par solidarité. Oui, parce qu'en plus d'être plusieurs, le Jaune arborait souvent un comportement fraternel. *Pour couronner le tout, il refusait d'obéir à un chef.* Dès lors, il ne se soumettait ni au Truand, ni à celui qui, déguisé en Jaune, prétendait être son leader. La cause de la couleur des blés ne se dirigeait que par sa diversité.

Afin de faire face à cette bête ingérable, le Truand fit donc appel au Bleu. Le Bleu, qu'on se le dise, n'était pas toujours bleu. Mais même sobre, il se montrait redoutable. Il servait principalement à faire diversion, au sens propre comme au figuré. Protégé, armé jusqu'aux dents, face au Jaune, le Bleu obtint presque tous les droits. Lui-même maltraité, sous tension, il n'hésita pas longtemps à faire usage de la force, ni à faire fi de la morale. Ainsi, le Jaune, privé de toute protection, perdit une poignée de membres, quelques yeux, mais gagna en ambition. Et comme le Jaune était plusieurs, il se relaya. S'auto-motiva. Si bien que le Bleu et le Jaune s'affrontèrent, semaine après semaine, permettant au Truand de continuer ses petites affaires en toute impunité.

Pendant ce temps, la division populaire,



bien qu'impopulaire, se multiplia. Tels des cellules, les citoyens se scindèrent, se dispersèrent. Au Jaune et au Bleu s'ajouta bientôt le Rouge, reportant sa colère pécuniaire sur le Jaune. Puis le Vert, considérant sa lutte antinomique à celle des trois premiers. Puis vint la Violette, ségréguant ainsi ses propres revendications, pourtant anti-ségrégations. Rapidement, toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, éparpillées, « succédées », alternées, s'étalèrent sur le bitume, face aux boucliers et aux matraques du Bleu foncé.

Pendant ce temps, dans son obscur palais, le Truand se frottait les mains. Il célébrait l'oubli commun à toutes les couleurs citoyennes. Un oubli fort regrettable pour les uns, bien heureux pour l'autre. Le Truand n'était autre que la source de chacun des maux, aussi variés étaient-ils, et cela échappait aux esprits les plus performants.

La mémoire retrouvée, le spectre populaire n'aurait pourtant qu'à unir ses forces, rassembler ses tons, ses nuances, ses carnations et ses demi-teintes, pour enfin triompher. *Une fois fusionnés sur la palette des colères nationales, le jaune, le Bleu, le Rouge et leurs pairs verraient aussitôt naître dans le ciel le faisceau blanc de l'Espoir.*

Azelma Sigaux

De l'hiver au printemps, du gilet au brassard, du jaune au vert

« *Zéro degré ou zéro pointé !* »
et que le gouvernement en prenne bonne note.

Chaque grand mouvement social invente sa propre culture, vestimentaire, terminologique, musicale, et explore ses propres modes d'actions ou d'organisation. En France, le feu est peut-être passé du jaune au vert ce Vendredi 15 Février, à Paris sur le boulevard Saint Germain, à l'occasion de la première journée de mobilisation des étudiants pour le climat. Mais c'est dans la continuité des plus anciennes traditions parisiennes que le warmup, si l'on peut dire, s'était déroulé une semaine plus tôt dans un amphithéâtre de Jussieu, réunissant plus de 300 étudiants en assemblée générale. Il n'aura pas fallu débattre longtemps pour s'accorder sur les grèves scolaires, une forme de grève perlée, déjà pratiquée dans plusieurs pays, permettant tout à la fois de ne pas lâcher pied sur les études et de s'opposer au gouvernement et à l'ensemble d'une classe politique dont l'action destructrice n'est plus à démontrer. Alors que c'est pour faire baisser le coût de l'essence que les Gilets Jaunes lançaient le 17 novembre 2018, « l'Acte 1 » d'une incroyable mobilisation qui dure encore trois mois plus tard, il s'agissait ce vendredi de donner au gouvernement la « Leçon #1 » exigeant qu'il mette en place dès maintenant les conditions permettant d'en diminuer l'usage. D'une certaine façon, il était temps...

car c'est en août que le mouvement Fridays for Future a été lancé par la Suédoise Greta Thunberg, une autiste asperger de 16 ans, particulièrement intraitable et surdouée de la communication. Une bombe à fragmentation dont l'onde de choc se devait d'atteindre la France ! Australie, États-Unis, Canada, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Suisse... les unes après les autres, les jeunes sautent les frontières et montent au créneau pour défendre leur peau. Après des décennies d'inaction fataliste de la part des adultes, c'est au sein de la jeunesse que la température monte, et peut-être plus vite encore que celle de notre pauvre planète.

Un mode de contestation s'est mis en place, manifestement pensé pour durer, tout comme samedi après samedi, on retrouve les vagues jaunes un peu partout en France. Pour les étudiants, le vendredi semble le bon jour, celui d'un tour de chauffe collectif qu'on aura préparé durant la semaine, et jouant les happy hours avant la fiesta du week-end. Pour les cours, on peut toujours rattraper une demi-journée passée à sauver la planète, et si le mouvement s'installe, les profs sauront s'adapter à ce rythme et organiser les emplois du temps en fonction. Il est vrai qu'il n'y a plus guère que les centrales syndicales pour s'acharner à mo-

biliser en semaine, au prix d'un jour de travail perdu, peut-être parce que leurs dirigeants, eux, sont payés pour aller en manif.

Le modèle de la protestation se nourrit de la pratique scolaire : chaque vendredi, les étudiants énonceront une revendication aux dirigeants, sur le mode « *Vous avez une semaine pour faire vos devoirs, sans quoi vous serez sanctionnés* ». Chaque semaine donc, un nouvel exercice, et en cas d'échec, une sanction. C'est la règle !

Premier exercice proposé :

« ...une communication intense sur le sujet via la diffusion de spots d'information publics et l'instauration de programmes scolaires à la hauteur des enjeux, ainsi que l'inscription dans l'article 1 de la Constitution du fait que "*La France est une République indivisible, laïque, démocratique, sociale, solidaire et écologique.*" ».

Suite à quoi le gouvernement est sommé de :

« *débloquer des moyens exceptionnels et contraignants pour s'engager dans la voie d'une réduction annuelle de 4 % d'émissions de gaz à effet de serre afin de s'aligner sur l'Accord de Paris et de lutter contre le dérèglement climatique et ses conséquences sur notre monde.* »

On le voit, la barre est haute, en vérité insurmontable pour un gouvernement tout occupé à satisfaire les ultra-riches qui ont organisé l'accession de son chef au Palais Élyséen. C'est donc à partir de 14h, devant les portes du ministère de la transition écologique que les manifestants se sont rendus pour mettre un premier coup de pression. Sur un modèle encore récent en France,

mais qui semble s'installer, c'est un événement Facebook qui sonne le La de la mobilisation,

« 581 participants – 3,8K intéressé(e)s – Aujourd'hui de 14:00 à 18:00. 13°C Ensoleillé ». Événement à l'initiative des groupes FaceBook « DÉSObÉIS-SANCE - ÉCOLO - PARIS » et « Éco-campus ENS »

(peut-être les normaliens de la rue d'Ulm veulent-ils rappeler à l'arrogant cancre-président qu'il s'est fait salement retoquer à leur concours d'entrée...)

De l'ordre d'un millier de participants dans la rue pour ce premier tour de chauffe, avec un blocage partiel du boulevard Saint Germain, juste au bord du carrefour avec – ça ne s'invente pas – la Rue du Bac ! Manif étudiante et lycéenne sous un grand soleil avec son cortège de slogans, de pancartes et de musiques. Huit cars de la maréchaussée dont les occupants ont progressivement refoulé les étudiants vers le trottoir, pour finir par les nasser vers 16h. Pas mal de presse, photo, vidéo et micros pour saisir la naissance parisienne d'un mouvement déjà global. Une maréchaussée plutôt calme et peu agressive, malgré quelques moments de pression pour faire remonter tout le monde sur le trottoir. Par de LBD 40 visibles, le pouvoir semble comprendre qu'ici, il marche sur des œufs et qu'il ne peut indéfiniment détruire les yeux et arracher les mains de ses opposants.

Premier acte, d'observation, donc, bouffée de printemps au milieu de l'hiver, à un moment où la fatigue se fait sentir au sein des Samedis Jaunes et alors que les Nuits Debout restent toujours couchées bien au chaud sous la couette ou plutôt affalées dans les bars du 11^{ième}. On peut penser que les Vendredis Verts pourront prendre le relais de la créative contestation de masse des Samedis Jaunes, hors des sentiers parisiens mille fois parcourus qui relient la Place des Fêtes à République, et République à Nation ou Bastille



selon les années, en vain. Un jeune arborait fièrement son Gilet Jaune, sous l'œil angoissé de certains uniformes qui se demandaient peut-être quel jour on était... Quelques boucliers d'ailleurs arboraient encore des coloriages qui ne devaient rien, on l'imagine facilement, à la créativité de leurs porteurs, ni, pour l'instant, à celle des manifestants.

Et dans ce mouvement émergent, la créativité est dans la place. Loin des mots d'ordres répétés machinalement, comme on marmonne en cœur les répons au prêtre célébrant la messe, on y allait ici à pleins poumons, au son des djembés et des timbales. Créativité aussi pour les pancartes préparées le matin à Jussieu et à l'ENS. Nous ne résistons pas à l'envie de partager quelques uns d'entre eux :

–We have no PLANET B
–Regarde ta Rolex, c'est l'heure de la révolution.
–On est plus chaud que le climat !
–J'ai CHAUD !
–Le niveau de la mer s'élève – nous aussi
–Quand c'est fondu t'es foutu
–Vous nous tuez, et vous le savez
–Sauve un arbre – mange un lobbyist
–Ta planète, tu la veux bleue ou bien cuite ?
–Mignonne allons voir si la rose n'est pas morte...

Et en guise de conclusion, celui-ci « *Nous sommes la planète qui se défend* » qui fait écho à cette vision inspirée d'Élysée

Reclus : « *L'homme est la nature prenant conscience d'elle-même* ».

Pas encore les grandes foules mais beaucoup de motivation et de créativité, une couleur et un signe – le brassard vert – qui peut rassembler, et surtout l'incroyable légitimité d'une génération qui se lève contre le capitalisme et son état-bouclier qui méthodiquement détruisent tout ce qu'ils touchent pour le transformer en plus-value pour quelques-uns et en déchets pour le reste de l'humanité. Il ne s'agissait pas ici de transition mais de rupture avec un modèle économique et social qui a fait et continue de faire la preuve de sa nocivité radicale. C'est probablement pour cette raison que les modes d'action retenus par ce mouvement naissant, sont ceux de l'action directe et de la désobéissance civile.

Le calme revenu et descendant tranquillement le boulevard vers la Seine pour rejoindre la rive droite, une grosse et magnifique demi-lune brillait dans le beau ciel de cette journée finissante. D'aucuns auraient pu y déceler une sorte de signe...

Nuage Fou

Anarchistes et juifs 1949-1950

Les affaires Céline et Rassinier

Abordons maintenant deux affaires qui vont occuper le devant de la scène libertaire. La première concerne Céline, l'auteur de *Voyage au bout de la nuit*, la suivante l'affaire Rassinier aura des répercussions bien des années plus tard.

Céline et son voyage au bout de la nuit

La question de l'antisémitisme reviendra lorsque le probable retour en France de Louis-Ferdinand Des-touches, alias Céline sera d'actualité. Auteur à succès, célébré pour son *Voyage au bout de la nuit* il est aussi celui qui a écrit des pamphlets antisémites virulents. Collaborateur, il va suivre l'équipée d'un *gouvernement français en exil* à Sigmaringen d'où il sera exfiltré et se réfugiera au Danemark. En 1951, amnistié, il rentre en France. Le *Libertaire* va se saisir de la question. Curieusement !

Nous emprunterons l'essentiel de ce qui suit à Floréal et à son blog. Le 15 décembre 1949 s'ouvrait à Paris le procès intenté contre l'écrivain Louis-Ferdinand Céline, alors en exil au Danemark et accusé d'avoir, par ses écrits, « porté atteinte au moral de la nation en temps de guerre ». Le comité de rédaction du *Libertaire* va s'intéresser à cette affaire et confier à Maurice Lemaître, futur poète lettriste, en charge des pages culture, le soin de mener une enquête auprès d'un certain nombre de personnalités de l'époque. Le 13 janvier 1950, dans un article intitulé « Que pensez-vous du procès Céline ? », d'où émane une bienveillance certaine à l'égard de l'écrivain, le rédacteur du *Libertaire* présente ainsi son enquête : «

Le procès de l'auteur du Voyage au bout de la nuit est en cours. Fidèles à notre tradition et pensant que ce procès est plus significatif qu'il apparaît à première vue, nous ne laisserons pas passer l'occasion de mettre devant leurs responsabilités tous les petits conspirateurs du silence, tous les « dans son intérêt il vaut mieux pas... », tous ceux qui ne veulent pas se mouiller, en un mot. Nous poserons la question bien franchement : Que pensez-vous du procès intenté à Louis-Ferdinand Céline ? »

Après avoir énuméré les accusations lancées contre Louis-Ferdinand Céline (lettres parues dans la presse de la collaboration, relations littéraires avec l'Allemagne, position prise contre la Résistance, fuite sous protection allemande, antisémitisme virulent), Maurice Lemaître conclut son article en ces termes : « *Céline a sans doute à se justifier, voire même à répondre de certaines « maladresses* », mais à se justifier devant qui ? devant quoi ? Sous une autre forme, une autre occasion, réapparaît la critique anarchiste de la justice bourgeoise. La question de la responsabilité et de l'engagement antisémite et collaborationniste de Céline est réduite à des « maladresses » ! Le nombre de réponses à son appel ainsi que la qualité de leurs auteurs est intéressant et montre que le *Libertaire* à cette époque est vraiment au contact du monde de la culture. On y trouve les noms de Jean Paulhan, Louis Pauwels, Albert Paraz, écrivain et ami de Céline, Albert Béguin, directeur de la revue *Esprit*, Charles Plisnier, Aimé Patri, Paul Rassinier présenté « *ex-concentrationnaire* », Paul Lévy, directeur de l'hebdomadaire *Aux écoutes*, Marcel Aymé, ainsi que la

rédaction du *Populaire* une publication socialiste de l'époque. Il s'y dégage une certaine unanimité pour célébrer le talent littéraire de l'accusé, son génie même, pour certains, et estimer que ce procès est inutile, ridicule ou même honteux. Seuls Plisnier et Béguin prennent leurs distances. Pour le premier, Céline est « *l'un des plus grands pourrisseurs de la conscience libre* ». Pour le second après le *Voyage Céline n'a plus écrit une ligne valable. Tout le reste est divagation d'un cerveau malade ou ignoble explosion de bassesse. Tout antisémitisme est répugnant, mais celui de Céline, gluant de bave rageuse, est digne d'un chien servile* ».

Dans le numéro suivant du *Libertaire*, Lemaître continue son plaidoyer en faveur de Céline : « *Le procès fait à Céline est un procès de sorcellerie* ». Ce dernier a d'ailleurs envoyé au *Libertaire* un message où l'on peut lire ceci : « *Cher ami. Voilà qui fait du bien dans l'état crevant où je me trouve ! et la meute au cul nom de Dieu ! Quel hallali ! Dix ans qu'on me traque. Pante, voué à toutes les routes du monde ! Quelle vie ! de cachots en huttes glacées ! Ah, « Hors la loi », cher Libertaire, c'est moche ! Surtout vioque – cinquième fois grand-père, vous imaginez ! Ils vont quand même me passer bientôt au pal, j'imagine. – Je suis promis à la foule – animal d'arène – la foule, la plus grande hypocrite du monde. Je voudrais me traîner là-bas pour voir, si je peux... mais je suis à bout... à plus tenir debout... même pour la curée faut encore une bête à peu près sur pattes ! Je voudrais pourtant les voir en face... Votre bien amical, L.-F. Céline* ». Dans ce numéro on trouve les noms d'André Breton, Jean Galtier-Boissière, directeur du *Crapouillot*, Albert Paraz, Jean Dubuffet,

René Barjavel, Gaëtan Picon, Morvan Lebesque, futur collaborateur du *Canard enchaîné*. Seul Breton prend ses distances : « *Mon admiration, ne va qu'à des hommes dont les dons [...] sont en rapport avec le caractère. C'est vous dire que je n'admire pas plus M. Céline que M. Claudel, par exemple. Avec Céline, l'écœurement pour moi est venu vite ; il ne m'a pas été nécessaire de dépasser le premier tiers du Voyage au bout de la nuit, où j'achoppai contre je ne sais plus quelle flatteuse présentation d'un sous-officier d'infanterie coloniale. Il me parut y avoir là l'ébauche d'une ligne sordide.* ». Cette enquête prend fin avec le numéro du 27 janvier 1950. Un encadré signé par la rédaction précise « *qu'il ne s'est jamais agi pour nous de défendre Céline, non plus de l'attaquer. Simplement, à travers son cas, nous avons voulu nous élever contre les procès d'opinion.* » Précisant cela, les rédacteurs expriment par ailleurs le fait qu'un « *certain nombre de lecteurs trouvait qu'on en faisait trop* » et terminent avec cette phrase pour le moins curieuse si ce n'est choquante en l'état : « *Mais nous n'admettons pas que les juges qui condamnent les insoumis, les objecteurs, qui gardent en prison les mineurs, condamnent un homme qui au moins a eu, lui, le courage de ses opinions.* ». Dans le même numéro on trouve cette fois les noms d'Albert Camus, de Benjamin Péret, d'Alain Sergent et de Jean-Gabriel Dargnès, peintre et illustrateur, ami de Céline. Si les deux derniers se rangent aux côtés de Céline. Péret et Camus

font montre d'une opposition radicale. Pour Péret « *Toute son œuvre constitue une véritable provocation à la délation et, de ce fait, devient indéfendable à quelque point de vue qu'on se place car la poésie ne passe pas, quoi qu'en disent ses thuriféraires, par la bassesse et l'ordure.* ». Le poète s'insurge contre « *une campagne de « blanchiment » des éléments fascistes et antisémites qui se développe sous nos yeux.* ». Camus abonde dans ce sens : « *[...] Mais vous ne m'en voudrez pas d'ajouter que l'antisémitisme, et particulièrement l'antisémitisme des années 40, me répugne au moins autant. C'est pourquoi je suis d'avis, lorsque Céline aura obtenu ce qu'il veut, qu'on nous laisse tranquilles avec son cas.* »

Cinq militants du groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste interviennent alors, dans le même numéro : « *En admettant même que Céline ait « la meute au cul », écrivent-ils, « cette meute ne nous paraît pas comparable à celle qui s'acharne contre les persécutés sociaux d'Espagne, de Bulgarie, de Bolivie, de Grèce, d'Europe orientale, des Indes, du Vietnam ou, sans aller si loin, d'Afrique du Nord et de France (voir mineurs, déserteurs, etc.), ce sont ceux-là, ces lampistes, ces révolutionnaires, ces inconnus sans panache, qu'il est dans la tradition du Libertaire de défendre et non ceux qui ont le mépris de la masse, ceux qui sont bien assez grands pour se tirer des mauvais draps dans lesquels ils se mettent.* »

En conclusion de cet épisode je

ne peux que me demander où sont passés les juifs exterminés. Vraiment oubliés ? C'est bien ce que l'on va voir avec le chapitre suivant consacré à la « question » Rassinier.

Un livre, les camps, les chambres à gaz et un débat

Il ne s'agit pas ici de faire le procès de Paul Rassinier, d'autres l'ont fait et bien mieux que je ne pourrais le faire. A cet égard le travail de Nadine Fresco est incontournable. Il s'agit de comprendre comment et pourquoi le milieu anarchiste et proche a été si longtemps ouvert à son discours. Pour cela il faut se replonger dans l'atmosphère politique et intellectuelle du moment. La guerre est terminée, le nazisme a été vaincu et plus que vaincu il a été éliminé. Le monde est en train d'être partagé entre les puissances victorieuses. La conférence de Yalta en février 1945 en a jeté les bases. Les vainqueurs ont fait un procès aux vaincus à Nüremberg du 20 novembre 1945 au 1er octobre 1946. Les anarchistes qui ont traversé la guerre sont enfermés dans la tragédie espagnole qui avait commencé par un été révolutionnaire trop bref en 1936 et au cours de laquelle les staliniens avaient joué leur partie mortifère. Franco est toujours au pouvoir. La tentative du Val d'Aran (octobre 1944) a tourné court sous la pression du gouvernement français qui reconnaît le gouvernement franquiste en



Céline à la sortie de son procès

1946. Une guérilla qui n'avait jamais cessé depuis la fin de la République espagnole va durer jusqu'en 1975.¹ Les milieux marxistes anti staliniens rescapés, qui se regroupent, sont eux obsédés par la tentative de comprendre ce qui s'est passé après Octobre 17. Qu'est-ce qu'est vraiment le monstre stalinien dont l'ombre s'est abattu sur l'Europe orientale, bien loin de la Russie traditionnelle ?

C'est dans ce contexte difficile, tragique qu'apparaît à la fin des années quarante Paul Rassinier avec sa mémoire particulière des camps de concentration. Il n'est pas un inconnu. Il a navigué depuis le début des années vingt entre les milieux communistes oppositionnels, les pacifistes et les anarchistes. Son passage au camp de Buchenwald a fait de lui un anticommuniste viscéral. Cette attitude, partagée par nombre de libertaires, agit comme un bouclier contre toute critique.

Il publie son premier livre *Le passage de la ligne* dont *La Révolution prolétarienne* (N°28 juillet 1949), revue syndicaliste révolutionnaire, publie un extrait. En chapeau, cette revue parle de « notre ami Rassinier » qui est resté en tant que pacifiste « fidèle à lui-même » et a écrit un « récit à la fois objectif et explicatif dont ceux qui le liront ne manqueront pas de dire qu'il nous change de ce que nous avons lu jusqu'à ce jour et qu'il nous ramène au sens de l'humain ». C'est là qu'apparaît ce qui va être le point d'achoppement du débat : « le national-socialisme, les S.S. étaient revenus à ce moyen classique de coercition et les détenus l'avaient d'eux-mêmes rendu plus mauvais encore ».

Dans *le Libertaire* (4 mai 1951) un encart avertit qu'un procès en correctionnelle s'est ouvert à l'encontre de Paul Rassinier auteur du *Mensonge d'Ulysse* et d'Albert Paraz qui en a écrit la préface (Cet ouvrage est toujours aujourd'hui disponible en ligne). *Le Libertaire* déclare « Que Paul Rassinier sache cependant que nous ne serons pas les derniers à prendre la défense de son livre. Nous sommes à ses côtés contre les manœuvres fascistes dont il est l'objet » Concernant ce livre un débat animé a déjà eu



lieu dans les colonnes du *Libertaire* quelques mois auparavant. Dans son ouvrage, Nadine Fresco¹ a fait le portrait de Rassinier, militant anarchiste au parcours pour le moins fluctuant et sujet à caution. De notre côté nous limiterons au débat qui eut lieu alors à partir du 17 novembre 1950. La rédaction du journal averti le lecteur quant à la teneur de l'article signé par René Michel. Il est possible, dit-elle, de trouver excessifs les conclusions de l'auteur, fruits d'une expérience précise et douloureuse.

Arrêtons-nous un instant sur ce livre qui, après une période d'oubli,

reviendra sur le devant de la scène dans l'affaire Faurisson.

Rassinier, militant libertaire, multi-cartes tant il navigue dans divers milieux politiques¹, met par écrit son expérience d'emprisonné dans le camp de Buchenwald puis de Dora de janvier 1944 à avril 1945. Le livre contient deux parties, celle racontant son passage dans ces camps et l'autre. La deuxième partie est consacrée à la littérature concentrationnaire c'est celle-là qui fera florès dans le camp des négationnistes. Mais l'article de Michel concerne autre chose. Il dénonce le fait

que pour Rassinier il y a des légendes à détruire telles que « celle du sadisme systématique de la S.S., celle du caractère bénéfique des bureaucraties politique de prisonniers qui administreraient plus ou moins ouvertement les camps. En somme, les S.S. seraient moins méchants qu'on ne l'a dit, et les bureaucrates déportés beaucoup plus ». Selon Michel, la thèse de Paul Rassinier est celle-ci : *le bureaucrate, voilà l'ennemi*. Cependant ils sont d'accord sur un plan, c'est le rôle semi-clandestin de l'administration du camp par les détenus : « Il est exact qu'il ait eu partout, sur la base de l'administration intérieure des camps par les déportés eux-mêmes, création d'une bureaucratie qui entretenait des rapports avec des comités politiques, nationaux, ou droit commun », les membres de la première étant membres des seconds et vice-versa. Ainsi la bureaucratie officielle se doublait de bureaucraties clandestines qui intriguaient, frappaient, luttèrent, dénonçaient pour conquérir le pouvoir intérieur. Il est exact que la situation matérielle des bureaucrates était hautement privilégiée, avec des inégalités telles que nous n'en connaissons pour ainsi dire pas dans la vie normale. Tandis que les uns vivaient dans le luxe, des multitudes périssaient dans la famine, la misère ». Mais ce n'est pas sur ce sujet que la discussion tourne au conflit.

Pour Michel, Rassinier affirme que si le camp avait été géré par les seuls SS la situation aurait été moins difficile pour la masse des prisonniers. R. Michel se prononce, en fin de son article, en faveur de la bureaucratie en ces termes : « Je me prononce de bonne foi et en pleine indépendance pour la bureaucratie, pour la domination de cette bureaucratie par les politiques libertaires et pour le maintien de cette domination par tous les moyens. Dussent les puristes hurler au scandale ». Les réactions ne vont pas tarder. D'abord celle de Rassinier lui-même dans le « numéro du 15 décembre 1950. Il remarque d'abord que plus l'information circule plus on s'aperçoit que les camps de concentration ne sont pas seulement allemands. Puis il reproche à Michel de justifier en tant qu'anarchiste les « prévôts des prisons » et nie qu'il y ait une contradiction entre le fait d'affirmer que « les SS auraient permis à tout le monde de

survivre et que c'est l'instinct de conservation qui a fait des bureaucrates les assassins de leurs camarades ». Il reproche aux bureaucrates des camps de ne pas « s'être contentés des 1800 calories qui leur étaient allouées comme à tout le monde ». Sur la même page Michel se défend d'être en faveur des bureaucrates dans le camp et contre à l'extérieur. « L'action dans les camps de concentration de peut pas être autre chose qu'une action défensive, négative en ce sens mais tout de même de première importance puisqu'il s'agit de préserver l'existence même des éléments travailleurs révolutionnaires ».

Cette discussion provoque un grand nombre de réactions. Trois d'entre elles vont être publiées dans le dernier numéro de l'année 1950. Il y aura celle d'André Arru de Marseille, de Blondel du groupe de Bologne et de Maurice Laisant qui bien que n'ayant pas lu le livre de Rassinier veut débattre de ce qu'il a lu dans le Libertaire. Sauf Blondel qui témoigne de son passage à Buchenwald et raconte comment la bureaucratie du camp lui a sauvé la vie ainsi que le rôle positif qu'elle joua dans la libération du camp, Arru comme Laisant discutent d'un point de vue théorique. Arru allant jusqu'à dire que « que les conditions de prisonnier ne sont pas nouvelles et que Biribi, le bagne, les centrales n'avaient rien à envier aux camps nazis ». Il faut bien remarquer que l'on est très loin, trop loin, des camps d'extermination. Il faut aussi remarquer que dans cette dispute il n'est fait à aucune occasion mention des juifs. La mémoire est telle morte à ce moment-là ? Pourtant dans le livre de Rassinier il est fait mention d'eux à plusieurs reprises. Prenons le temps de nous y arrêter.

L'essentiel de cette deuxième partie est la prise à partie de trois auteurs, David Rousset, Louis Martin-Chauffier et Eugen Kogon. Ce dernier journaliste allemand, politiquement centriste, a été emprisonné à Buchenwald de septembre 1939 à la libération du camp. Louis Martin-Chauffier a été arrêté pour faits de résistance en avril 1944 et envoyé à Bergen-Belsen. David Rousset, quant à lui est trotskyste, durant l'occupation il participe

à la reconstitution du Parti ouvrier internationaliste. Il est arrêté et déporté à Buchenwald en octobre 1943 et s'évade en mai 1945. Il publie en 1946 *l'Univers concentrationnaire*, puis en 1947 un roman, *Les jours de notre mort*. En 1949, il dénonce, à partir de la loi soviétique sur le code du travail correctif, un système général d'internement de masse qui prendra par la suite le nom commun de goulag, ce qui lui vaudra le fait d'être dénoncé comme un écrivain hitlérien. Tous les trois sont donc d'anciens prisonniers.

Ce qui les oppose à Rassinier recoupe seulement en partie le débat précédent. Au-delà de la question du rôle bénéfique ou pas de la gestion des camps par les prisonniers eux-mêmes, c'est celle de la fin de ces camps qui est posée. Contestant les dires de ces trois auteurs P. Rassinier dit « on voit que, partant des camps de concentration entendus comme moyens de mettre les opposants hors d'état de nuire, on peut aisément en faire des instruments d'extermination par principe et broder à l'infini sur le but de cette extermination. » il ajoute ceci : « Si on a décidé que le but des camps était d'exterminer, il est bien évident que le travail n'entre plus que comme un élément négligeable en lui-même dans la théorie de la mystique exterminatrice. » Nous voyons bien là qu'il s'agit en fait de ce qui prendra le nom par la suite de négationnisme. Rassinier appuiera par la suite sa position en affirmant à propos des chambres à gaz « Il est encore trop tôt pour prononcer un jugement définitif sur les chambres à gaz : les documents sont rares, et ceux qui existent, imprécis, incomplets ou tronqués, ne sont pas exempts de suspicion ». Il revient plus loin sur cette question : « Mon opinion sur les chambres à gaz ? Il y en eut : pas tant qu'on le croit. Des exterminations par ce moyen, il y en eut aussi : pas tant qu'on l'a dit. » Dans ce livre n'apparaît nulle par le fait que les Juifs, en tant que juifs, étaient l'objet primordial de ces exterminations et que cela correspondait au dessein fondamental du nazisme, libérer le monde de cette « engeance ».

Pierre S.

Hommage aux exilés déportés et victimes du Franquisme

Le 15 janvier 2019 au Sénat de Madrid, pour les 80 ans de la *Retirada*, (exil espagnol) eu lieu un acte en hommage aux exilés, déportés et victimes du Franquisme, organisé par Le PSOE (Parti Socialiste ouvrier espagnol), impulsé depuis quatre mois par Elsa Osaba de la *Querrela Argentina*, (Plainte Argentine), qui est l'architecte de cet hommage et de tant d'autres, infatigable combattante, exilée en France, descendante d'une longue famille d'exilés et de trois déportés.

Près de 500 000 espagnols républicains, anarchistes, socialistes, communistes que la presse franquiste appelait *Los rojos*, (Les rouges) abandonnèrent l'Espagne entre janvier et février 1939 traversant les Pyrénées à pied, cherchant à échapper à la répression des troupes franquistes. Ils portaient en eux la certitude qu'ils avaient lutté pour la dignité et la liberté contre le fascisme. D'autres fuyaient en direction du Mexique, des pays d'Amérique latine - l'Argentine, le Chili - et même en URSS voire même en direction de l'Afrique du Nord dans des petites embarcations. L'exil n'a cessé de durer tout au long de la dictature de Franco.

Parmi le public présent à cet hommage, il y avait 18 survivants : comme Juan Aznar, qui a dû passer par la France à 21 ans et qui aujourd'hui fête ses 100 printemps; comme María Gloria qui est partie dans les années 60 pour la France et a assuré la liaison avec la France ; comme Nelly Fernández qui fut évacuée quand elle avait à peine quelques mois ; ou encore comme Nicolás Sánchez Alborno qui

fut condamné aux travaux forcés dans le *Valle de los caídos* (la Vallée des morts), réussissant à s'échapper en 1948 pour fuir en Argentine, César Navarro, un enfant exilé, aujourd'hui président de l'Athénée scientifique, littéraire et artistique de Madrid, franc-maçon, également Libertad Fernández qui était un bébé lorsqu'elle a traversé la frontière dans les bras de sa mère, Margarita Zornoza exilée au Venezuela et aussi Amparo Sánchez Monroy qui en 1939 sera évacuée vers la France dans les bras de sa mère alors qu'elle n'avait qu'un an.

Nicolás et Amparo prendront à tour de rôle la parole. Tout d'abord Nicolás Sanchez Alborno (historien) qui rappellera toute la douleur et toute la souffrance qui est resté en dehors des livres d'histoires. Il a demandé à l'Exécutif de récupérer l'histoire de tous les exilés, pas seulement des intellectuels, mais de l'exilé à pied, et aussi de ceux qui laissèrent leur vie en luttant contre le fascisme, il citera comme exemple ces hommes de la *Nueve* de la 2^e DB pendant la seconde guerre mondiale. Il demandera au gouvernement de trouver une solution pour ces personnes à qui on a arraché leurs propriétés, leurs terres et leurs maisons simplement pour avoir défendu la République.

Ensuite viendra l'intervention d'Amparo Sánchez Monroy porte-parole de l'association AGE (Archive, Guerre et exil) qui critiquera l'oubli systématique qu'ont souffert dans leurs chairs les victimes du franquisme et leurs descendants tout au long de ces 40 ans de démocratie. Pour avoir subi la dictature,

l'exil et la déportation, ils sont légitimes et savent avant tout ce qu'il faut réparer et sur quoi il faut faire justice, « *Où est la reconnaissance officielle de la patrie? Dans quels manuels scolaires est expliqué ce qui s'est passé? Si l'Espagne ne ferme pas ses blessures, peut-être saigneront elles à nouveau? C'est de cela que ça traite, de fermer les blessures à coup de vérité, de justice et de réparation* ».

« *Les républicains espagnols ont été les précurseurs de la lutte contre le fascisme pendant la seconde guerre mondiale* ».

Elle a rappelé que ces victimes durant le franquisme ont subi pendant des décennies « l'étiquette de rouge collée à leur peau comme une infamie », « *Depuis le berceau on nous signalait comme coupables* » Tandis que les exilés vécurent un déracinement pendant 40 ans. Elle rajouta que, « *le pire de tout c'est l'abandon dans lequel vous a laissés la patrie .Où sont les recensements et la vérité ?>>*

Profitant de la présence de María Luis Carcedo et Dolores Delgado, elle leur a lancé un défi. « *L'abandon juridique c'est une dette historique en attente, que l'Espagne doit honorer. Il est temps* ».

Elle leur a aussi demandé de décréter : « *L'annulation de la loi d'amnistie de 1977 qui protège l'impunité des responsables des crimes franquistes* », un recensement des exilés et que les manuels scolaires évoquent - entre autre - l'épopée des 500 000 réfugiés qui ont traversé les Pyrénées entre janvier et février 1939 pour avoir été aussi les précurseurs de la lutte des alliés contre le fascisme, la localisation et la classification des fosses communes et enfin la reconnaissance de toutes les victimes, y compris les guérilleros et les victimes du nazisme.

Au Sénat l'émotion fut très forte de part la présence des musiciens José Francisco et David Ortiz, fils et petits-fils du républicain Juan Francisco Ortiz déporté qui survécut dans le camp de Mauthausen. José Francisco Ortiz sera à l'initiative d'un des moments les plus intenses de la cérémonie lorsqu'il déploiera le drapeau républicain que son père avait cousu dans le camp nazi, suivi d'une de ses compositions : « *Les 186 marches de la Mort* », rappelant le souvenir de milliers d'espagnols qui ont souffert dans les camps de concentration nazis où près de 5 000 mourront. Un fac-similé du drapeau a été offert au Sénat, remis à l'ancienne sénatrice et membre du bureau du PSOE, María Jesús Castro et enfin la présence de Ludivina García Arias exilée à son époque au Mexique, présidente de l'association des descendants de l'exil.

L'acte qui a été organisé par le groupe socialiste au Sénat, a compté sur la présence de Fernando Martínez directeur général de la Mémoire Historique qui stipulera que cette année, il y aura de nombreuses cérémonies et hommages. Le meilleur hommage est la reconnaissance démocratique, la rupture définitive avec le régime franquiste et la justice non symbolique mais réelle aux victimes qui sont, en somme, la racine vivante sans laquelle la démocratie n'a pas de sens et sans laquelle l'Espagne serait amputée, incomplète, vide de réalité, vide de culture et de possibilités d'un certain progrès.

Il y eut aussi dans l'assistance la présence des ministres de la santé et de la justice, María Luis Carcedo y Dolores Delgado, représentant le gouvernement de Pedro Sánchez. Certaines victimes ont réclamé qu'on étudie la possibilité d'une prise en charge psychologique des personnes ayant subi les traumatismes de la guerre, de la répression et de l'exil, transmises de génération en génération et qui souffrent en silence.

Mme Delgado, de ce fait a demandé « *pardon* » à toutes les victimes présentes pour tout le temps qu'elles ont dû attendre pour recevoir l'hommage, de ce « *silence* », de ce « *regarder ailleurs* » et de ce « *culpabiliser les victimes* ». Elle a également remercié « *les héros et les héroïnes*



de la démocratie pour ce que tous ces gens nous ont légué ». Elle a précisé que « *Le pari du gouvernement de Pedro Sánchez pour la Mémoire s'est traduit en notre subvention de 15 millions d'euros pour une mémoire avec une projection vers le futur. 15 millions qui ne sont pas une dépense mais un placement en valeur, principe et dignité* ».

Les républicains espagnols, victimes et exilés qui ont défendu la liberté et la démocratie contre les armes d'un génocide, nous ont légué leurs valeurs et leur exemple de vie, ainsi qu'à des descendants qui sont la résistance vivante face à tant d'injustice. Nous devons compter sur ceux qui connaissent la vérité et peuvent apporter une contribution de plus en plus excellente à n'importe laquelle des mesures à prendre, à un nouveau départ et à une Espagne encore largement hors de ses frontières, que nous avons le besoin urgent de récupérer pour jeter les bases d'une démocratie authentique sans franquisme, avec intelligence et humanisme des bases élevées et essentielles (80 ans après le coup d'État) de tolérance, de solidarité et de fraternité.

La vocation de cette cérémonie est un

acte de récupération du passé le plus tragique de l'histoire récente de l'Espagne avec pour seule vocation : être l'antidote pour le futur. Pour que plus jamais un demi million d'Espagnols se retrouvent à fuir l'Espagne.

Parmi les associations et fondations et les membres présents: « *Terres de Mémoire (s) et de Luites* »; Association, « *Archive, Guerre et Exil (AGE)* »; « *Plainte de l'Argentine pour l'exil et la déportation* »; Association « *24 août 1944* » de Paris; Benito Bermejo, historien et grand enquêteur de la déportation espagnole; « *Association des descendants d'exil* »; « *Amical de Mauthausen* », « *Fondation Largo Caballero* »; Eliane Ortega Bernabeu, qui, de manière indépendante et avec beaucoup d'efforts, mène un combat remarquable en faveur des exilés d'Afrique, de ceux qui ont subi une répression et des traitements plus qu'humiliants dans les camps, par exemple d'Alger et qui sont les grands oubliés

Juan
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Les enseignants grévistes tunisiens de l'enseignement secondaire donnent une leçon de lutte...

Après des mois de grèves et de trêves entre les enseignants grévistes tunisiens et le ministère de l'éducation, un accord a été conclu permettant aux professeurs de bénéficier d'un départ anticipé à la retraite à 57 avec quelques aménagements et une augmentation salariale plus au moins satisfaisante. Cet accord a été arraché au gouvernement après des semaines et des semaines de tractations. On pourrait dire qu'il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus pour les enseignants du secondaire, qui y avaient laissé des plumes.

Fort de plus de 100 000 adhérents, le syndicat de l'enseignement secondaire tunisien constitue le fer de lance de l'UGTT (Union Générale Tunisienne du Travail). C'est l'un des syndicats les plus structurés et les plus anciens de l'UGTT avec celui des enseignants du primaire.

Les enseignants ont été parmi les rares travailleurs à faire la grève sous le régime autoritaire de Ben Ali. L'ère post-révolutionnaire (depuis 2011) fut une occasion d'exprimer les revendications enseignantes sur un autre ton. A partir de 2013, le torchon n'a pas cessé de brûler entre le syndicat de l'enseignement secondaire et les ministres de l'éducation qui se sont succédés. La fronde des professeurs a mis dans l'embarras aussi bien le gouvernement que la centrale syndicale.

Depuis que le syndicat a eu comme

secrétaire général, Lasaad Yaacoubi, partisan d'une ligne dure envers le pouvoir et le ministère, les conflits se suivent mais ne se ressemblent pas. Yaacoubi n'hésite même pas à défier la centrale syndicale en s'appuyant sur les bases syndicales qui lui ont apporté souvent le soutien nécessaire dans les situations de crise. Considéré comme une tête brûlée dans les milieux syndicalistes et médiatiques, Lasaad Yaacoubi fut une cible privilégiée des attaques *ad hominem* sur les réseaux sociaux, de la part des journaux, des radios et des chaînes de télévisions inféodés au pouvoir.

Le syndicat enseignant a été très réactif et créatif en inventant des moyens de lutte inédits dans l'histoire du pays, allant des sit-in dans les sièges des directions régionales de l'enseignement, jusqu'aux grèves administratives : non remise des notes aux élèves, abstention de faire passer les examens, etc. Ces actions syndicales ont suscité l'ire des parents d'élèves et l'agacement de l'opinion publique, une opinion chauffée à blanc par les foudres médiatiques de quelques journalistes mal intentionnés.

Ce corps enseignant forme une frange très représentative de la classe moyenne, une classe laminée par l'inflation et la dégringolade de l'économie tunisienne. La grogne des enseignants exprime le malaise de cette classe de travailleurs craignant le déclassement social. Dénonçant la détérioration des conditions de travail



suite aux coupes budgétaires, le syndicat pointe du doigt l'état désuet des collèges et des lycées, le manque de moyens matériels et l'absence de véritable réforme éducative.

Le décrochage scolaire a pris des ampleurs très inquiétantes : chaque année près de 100 000 élèves quittent les bancs de l'école sans aucun diplôme, ni formation, constituant de fait un réservoir pour la délinquance, le banditisme, la contrebande et le terrorisme.

La déconfiture du système éducatif tunisien risque, à long terme, de sonner le glas de l'école publique et gratuite pour tous.

Le combat des professeurs n'est pas uniquement pour conquérir leurs droits en termes de rémunération et de retraite, mais aussi c'est une lutte par procuration pour une école gratuite donnant les mêmes chances à tous les élèves, notamment ceux des classes populaires et des régions défavorisées.

Taym Al Khalili

Le monde comme il va

Des histoires de maçons

Combien en faut-il pour construire un mur ? Trump ne s'est certainement pas posé la question. Tous les yeux sont fixés sur ce mur entre les USA et le Mexique que personne ne veut payer. Pourtant il en est bien d'autres qui ont pris des formes différentes. Certains sont devenus des reliques d'autres jouent leur rôle de « repousse misère ».

Parmi les reliques il y a le Grand mur de Chine qui ne joue plus qu'un rôle symbolique, mais les symboles ont la vie dure. Il en est de même pour le Mur d'Hadrien, auquel succéda le Mur d'Antonin, qui séparait l'Angleterre de L'Écosse mais qui pourrait ces derniers temps bien rejouer un rôle. Il y eut celui de Berlin qui tomba à la fin de l'année 1989 et dont les restes servent de musée en plein air. Il en est bien d'autres, 77 paraît-il ! Faisons le tour de certains !

Le plus long, (quel record !) semble être celui qui sépare l'Inde du Bangladesh. Plus de 2700 km ! Il faut bien cela pour empêcher de venir les millions de Bangladais qui fuiront la montée des eaux. Les pouvoirs indiens croient eux au réchauffement climatique. C'est un mur fait de fils de fer barbelé. L'Inde en a un autre entre elle et le Pakistan, mais il ne fait que 720 Km.

Il y a le mur qui sépare Israël de la Palestine. C'est le mur aberrant par excellence, en ce qu'il sépare les Palestiniens et Israéliens et que, dans les faits, il sépare aussi les colonies israéliennes du reste de leur pays. Ils

sont plus de 400 000 à être obligés de passer par les check points pour rentrer en Israël !

Il y a celui qui sépare la Finlande de la Russie. 720 km de fil de fers barbelés pour empêcher les rennes finnois d'aller faire un tour de l'autre côté ! Il n'y a aucune raison que seuls les humains soient limités dans leurs voyages. Savoir de quel côté l'herbe est-elle plus verte est un autre problème.

Au Maroc il est démontré que l'on peut toujours faire mieux. Le mur qui sépare ce pays des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla est fait de trois réseaux de fil de fer, appelé rasoir du fait de présence de lames ultra coupantes. La dernière barrière financée par l'Espagne a coûté 33 millions d'Euros ! Il y en a une autre au sud du même pays qui fait face au Sahara occidental. Celui-là est fait de sable, de fortification et de champs de mines par millions.

Continuons notre petit tour par l'Arabie saoudite où un mur de plus de 800 km la sépare de l'Irak comme protection contre l'entrée des musulmans dits radicaux de l'État Islamique.

Plus au nord, en Méditerranée, un mur sépare la partie occupée par la Turquie de la République de Chypre et ce depuis 1974. Dans l'espace délimité entre les deux parties une force des Nations Unies patrouille sans arrêt. De part et d'autre des groupes militent pour la fin de cette aberration.

Revenons en Europe continentale. Un mur anti-migrants a été construit en Bulgarie, face à la Turquie. Il a été ter-

miné en août 2015. Un autre a été réalisé entre la Hongrie et la frontière serbe, complété par celui le long de la Croatie. La Slovénie a fait de même sur sa frontière avec ce même pays. La Macédoine en a construit un le long de sa frontière avec la Grèce. L'Autriche a fait de même le long de sa frontière avec l'Italie.

En Irlande du nord, un mur de la paix a été édifié à l'endroit où des barricades défendaient l'entrée dans la partie catholique de Belfast.

La France n'a qu'un petit mur du côté de Calais. L'arrivée du Brexit va probablement changer tout cela.

Entre la Géorgie et l'Ossétie du sud les troupes russes ont en 2013 tiré des barbelés pour séparer des gens qui n'avaient rien demandé.

La liberté de circulation, si chère à une économie mondialisée, c'est très bien mais pas avec n'importe qui !

Le guetteur



Positivons, positivons

Pour emporter l'adhésion des « fidèles », la religion a besoin de la foi, si possible aveugle ; le capitalisme a besoin de la confiance, de préférence absolue. Afin que les investisseurs suivent, les anticipations doivent contenir des promesses. Que le doute vienne à s'installer, et c'est tout l'édifice qui se lézarde. Or, traversées par des contradictions de plus en plus évidentes, parvenues à leurs limites physiques et au seuil des rendements décroissants, nos sociétés « modernes » suscitent inquiétudes, interrogations, questionnements. C'est pourquoi, depuis quelques années notamment, fleurit une littérature dont l'unique objectif est de rassurer à tout prix des individus de plus en plus déboussolés. La vérité serait-elle devenue si déprimante qu'il faudrait recourir au mensonge systématique ? *Le monde va beaucoup mieux que vous ne le croyez* de Jacques Lecomte (Les arènes 2017) appartient à cet arsenal parfois très lourd.

Une vision paradisiaque

Pour ce dispensateur de bonnes nouvelles qui a sévi à la fac des sciences sociales de l'Institut catholique de Paris, l'humanité vit sans conteste mieux aujourd'hui. Et d'aligner des chiffres euphorisants, sous-entendant déjà que l'approche quantitative de la réalité est la plus pertinente.

« Depuis 1990, l'extrême pauvreté a chuté de plus de deux tiers et plus d'un milliard de personnes ont échappé à cette condition ». Cynisme ou inconscience ? 800 millions de personnes (sur)vivent ENCORE avec 1,90 dollar par jour, et deux autres milliards doivent se contenter d'une poignée de dollars pour la même durée. C'est, en outre, masquer les fortes inégalités : 20 % de la population mondiale détient 90 % des richesses ! C'est peut-être surtout dissimuler le fait qu'un des facteurs les plus importants de la réduction de la pauvreté n'est autre que la croissance économique, c'est-à-dire le massacre de la planète. Comme si la dette écologique n'allait jamais être remboursée !

« 19 % de la population mondiale souffrait

de sous-alimentation en 1990-1992 contre 11 % en 2014-2016 ». Là encore, le prix à payer est exorbitant : ce progrès - relatif - est essentiellement le fruit de l'utilisation massive d'engrais et de pesticides, et donc du saccage des sols et de l'empoisonnement des eaux. Par ailleurs, dans le même temps, l'alimentation industrielle, trop riche en acides gras saturés, sucre et sel raffinés, en produits chimiques (ingrédients additifs) dont certains sont cancérigènes, provoque excès et dysfonctionnements ; la prise de poids, effet direct de la « malbouffe », liée au manque d'activité physique, favorise l'obésité.

En matière d'enseignement, « les enfants non scolarisés étaient 120 millions en 1996 ; ils sont 57 millions en 2015 ». On oublierait presque qu'à l'heure de l'intelligence artificielle, le monde compte plus de 780 millions d'adultes analphabètes. Et que, si dans les pays pauvres, des progrès sont enregistrés, plusieurs pays industrialisés marquent un recul. D'une part, diverses études montrent dans différents pays (dont la France) une baisse de niveau en lecture, écriture et calcul, une « casse » du service public. D'autre part, sous couvert de neutralité, l'école joue toujours - et sans doute plus encore - son rôle de domestication au service de l'exploitation capitaliste, de reproduction des inégalités sociales, de pérennisation de l'ordre social dominant ; l'histoire notamment étant conçue comme un récit jalonné par les « grands personnages », déposésant les femmes et les hommes ordinaires de leur pouvoir d'agir.

Concernant la démocratie, l'auteur affirme : « Les démocraties ne représentaient que 5 % des Etats il y a deux siècles. Depuis les années 1990, elles sont plus nombreuses que les régimes autoritaires ». Sauf que réduire la démocratie à la tenue d'élections constitue une imposture inacceptable quand on sait que les grandes décisions se prennent dans les laboratoires et les conseils d'administration, quand on connaît le fonctionnement des sociétés : trucage des élections, formatage de l'opinion publique par une presse aux ordres,

soumission des élites politiques à l'oligarchie financière et aux multinationales, criminalisation du mouvement social... H. Marcuse écrivait : « *Le fait d'élire librement ses maîtres ne supprime ni les maîtres ni les esclaves* ».

S'agissant de démographie, J. Lecomte affirme ; « *N'en déplaise aux Cassandra, l'augmentation de la population n'a pas entraîné de drames à grande échelle (famines, guerres...)* ». Il faudrait ajouter : pas encore. Parce que la raréfaction, puis la disparition de nombreux éléments indispensables aux nouvelles technologies augmentent la probabilité d'un effondrement des populations dans un contexte de difficultés économiques, de déficit énergétique, de surexploitation des lieux de vie.

Le problème de la santé y est traité de manière caricaturale. L'auteur rappelle les principales « conquêtes » : réduction massive des mortalités maternelle et infantile, éradication de la variole, recul du paludisme et du SIDA. Fort bien, sauf que parallèlement se développent rapidement dans les pays industrialisés des maladies dites de civilisation (hypertension, artériosclérose, cancers, diabète, allergies...), des pathologies modernes (stress, épuisement, dépression, suicide, addictions, troubles mentaux...).

Quant à l'environnement : « *on avance !!* » La couche d'ozone se reconstitue, la déforestation ralentit, la biodiversité n'est pas un « vrai » problème, la transition énergétique est en marche. On se sentirait presque rassurés. Sauf qu'un nombre considérable d'indices inquiète de plus en plus une partie de la « communauté » scientifique. Si l'on excepte précisément l'ozone stratosphérique, le seul indicateur au vert, grâce au protocole de Montréal (1987), la liste des clignotants au rouge est longue. La déforestation persiste, même à un rythme moins élevé, et surtout la fragmentation et l'enrésinement de la forêt réduisent considérablement sa fonction écologique. Les ressources en eau douce par habitant ont été divisées par deux par rapport à 1960. Les limites

d'une pêche soutenable sont dépassées depuis 1992. Les espèces vertébrées ont subi une diminution de 58 % entre 1970 et 2012. Après une courte stabilisation depuis 2014, les émissions de CO2 connaissent une nouvelle hausse. Les dix années les plus chaudes depuis 136 ans ont eu lieu depuis 1998, avec en perspective une évolution du climat potentiellement désastreuse...

Patience un peu, la distribution des prix n'est pas terminée ! Selon notre optimiste béat, « Le monde n'a jamais connu aussi peu de violence » : des guerres bien moins meurtrières qu'autrefois, un terrorisme... pas si terrorisant, une chute spectaculaire de la criminalité dans la plupart des pays, une peine de mort en régression. Certes, les deux grandes boucheries héroïques du 20^e siècle ne se sont pas reproduites, et plusieurs régions de la planète connaissent un certain « polissage » des mœurs. Mais on risque de passer à côté de la réalité si l'on oublie que certaines formes de violence sont en voie de banalisation : imbrication croissante de la police et de l'armée, violences policières lors de manifestations ou à l'encontre de mouvements de contestation contre des grands projets capitalistes, expansion du marché sécuritaire, État d'urgence, montée des mouvements identitaires... Par ailleurs, une nouvelle forme de criminalité se développe à grande vitesse par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Le cyberharcèlement (faux profils, diffusion de rumeurs infondées, envoi de messages d'insultes...) peut entraîner des troubles psychiques graves, voire provoquer le suicide. Ciblant des particuliers, des entreprises ou des administrations, la cybercriminalité représente une menace en hausse constante (un million et demi de Français ont été victimes d'une fraude à la carte bancaire en 2017 ; 92 % des entreprises interrogées affirment avoir subi une cyberattaque une ou deux fois).

Sans oublier ni les guerres civiles qui se profilent un peu partout dans des sociétés qui se délitent, ni les conflits à venir pour l'appropriation de ressources vitales de plus en plus rares dans un monde de plus en plus peuplé. Sans oublier surtout la progression des violences verbales et physiques faites aux femmes dans leur vie quotidienne (foyer, transports, fanatisme religieux, situations de guerre...), y compris la prostitution ou le tourisme sexuel,

les discriminations, notamment dans le droit au travail (les femmes occupent 78 % des emplois à temps partiel, 70 % des CDD et des interims sont occupés par des femmes), la criminalisation de la contraception et de l'avortement, les mutilations sexuelles féminines. Bolsorano, le nouveau dictateur du Brésil, vient d'installer au ministère de la femme, de la famille et des droits humains (sic) une pasteure évangélique furieuse opposante au droit à l'avortement et à l'éducation sexuelle (mais s'il faut s'arrêter sur tous les détails de l'histoire!).

Résister à l'hypnose

Prenant prétexte de prédictions erronées, de craintes exagérées, d'erreurs d'analyse ou de méthodes, de conclusions hâtives, la totalité du livre est bâtie sur le même schéma : surévaluer les progrès accomplis, ignorer, ou au moins minimiser, les menaces nouvelles. Comme si prévoir la fin – certaine – des énergies fossiles avec 30 ou 40 ans d'erreur changeait quoi que ce soit à l'échelle de l'Histoire !

Dès la page 10, le meurtre est avoué ! « *Le rêve d'un Grand Soir révolutionnaire censé instaurer une société plus juste ne semble plus d'actualité* ». Les piliers du « changement » dissipent toute ambiguïté : la psychologie positive, le convivialisme (conçu comme négation de la lutte des classes), une vision optimiste de l'être humain. D'où « *une humanité réconciliée avec elle-même* » qui « *transcende les antagonismes* » (patrons-ouvriers, même combat !). D'où aussi la haine d'une « *écologie punitive* », d'engagements juridiques contraignants, la promotion d'un « *journalisme constructif* ». « *Agissons pour au lieu de militer contre !* » (pourvu que le cadre reste... le capitalisme).

Psychologie positive, idéologie du développement personnel, neuro-coaching... la mode est à la pensée magique, à la « *zénitude épanouie* », voire à l'obscurantisme sous couvert de scientificité. Décrypter « *ce qui va bien* » ... et oublier le reste. La « *science du bonheur* » veut rendre les individus « *gentils* ». Avec les discours lénifiants véhiculés par les partisans du verre à moitié plein, qui réussiraient à faire croire qu'un licenciement est une opportunité. Sauf que des émotions comme la colère ou la tristesse sont aussi des phénomènes normaux et nécessaires. Évacuer « *la dimension tragique propre à toute vie humaine* », nier



le droit à la fragilité, à la vulnérabilité ne vont pas sans risques. A tel point que Y.-A. Thalmann avertit : « *On est tranquillement en train de passer de la science, par définition critique et analytique, à l'idéologie et aux dogmes : il faut être positif, il faut sourire...* »

Si le livre évoqué précédemment constituait une exception à tirage limité, il n'y aurait pas lieu de s'alarmer. Mais tel n'est pas le cas. Dans la même veine que les académies de médecine ou des sciences dont le souci consiste à protéger les intérêts des industriels – au nom de la science évidemment – quand elles nient les effets négatifs de l'amiante, de la dioxine, du nucléaire ou des nanotechnologies, paraissent depuis plusieurs années divers ouvrages négationnistes, réactionnaires : *L'imposture climatique* (C. Allègre), *Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête* (dirigé par S. Brunel), *L'inquiétant principe de précaution* (G. Bronner), *Le fanatisme de l'apocalypse* (P. Bruckner)... Morgue aristocratique et mépris du peuple. Pour tous ces chiens de garde d'un capitalisme dont on refuse de prendre en compte les « *dégâts collatéraux* », il s'agit bien, à l'aide la pensée unique et de la diversion, d'assurer l'effondrement de l'esprit critique, de conforter l'ordre social où chacun reste à la place qui lui est attribuée. « *Nous sommes là pour donner une image lisse du monde* », avouait P. Poivre d'Arvor. Mais la puissance du conditionnement idéologique, l'efficacité de la pédagogie de la soumission ne tiennent que par le consentement de ceux qui les subissent. « *Soyez résolu de ne servir plus, et vous serez libres* » (La Boétie). Faudra-t-il attendre que la Terre soit devenue inhabitable ?

Jean-Pierre Tertrais
février 2019

Prendre la mesure de la révolution qui se joue

A la question « assistons-nous à une insurrection ou à une simple révolte? » posée par des camarades parisiens il y a de cela deux mois, nous avons répondu depuis Bayonne que nous étions dans une révolution depuis de longs mois, voire de longues années, mais que jusqu'à présent celle-ci était en faveur de l'instauration d'un régime totalitaire.

En effet, le propre du régime en place est d'une part qu'il détruit en hâte et se délecte de la destruction de notre modèle social, de l'autre qu'il projette l'ombre de l'ultraviolence sur l'ensemble de la société. Toujours plus fort. Il frappera jusqu'à ce que la colère du peuple se retourne contre le peuple.

L'entrée des gilets jaunes dans la lutte nous fait mesurer à minima l'ampleur du chantier politique face à la disparition des pratiques progressistes dans la société (au profit d'une lutte des places acharnée), face au dévoiement de la culture ouvrière fondée en principe sur l'émancipation des travailleurs (au profit des discours « new age »).

Comment valoriser des utopies qui débarrasseraient la gauche de la croyance au discours puissant des alternatives, discours imbuvable dont on abreuve les classes populaires ? Comment dénoncer les cautions idéologiques, qui maximisent toujours plus le risque de dépolitisation au profit de visions dogmatiques, soit anti-constructivistes et anti-pédagogiques ?

Ce qui fragilise la gauche c'est sa lâcheté intellectuelle.

Certes, quelques corps intermédiaires se sont élevés en temps réel pour critiquer le discours de Pénicaud déclarant « l'émancipation par le travail est notre

projet de société », celui de Blanquer faisant de la maternelle « un facteur de résilience », ou celui de Macron prophétisant son « je ne veux pas que les pauvres vivent mieux pauvres ».

Mais dès qu'il s'est agi de mettre en question les cautions idéologiques réactionnaires du macronisme - tel Morin et sa « voie vers une nouvelle civilisation », Rabhi et son « Retour à la terre », Servigne détournant l'entraide et proposant d'« enseigner l'altruisme dans des écoles de type managérial! », Barrau révisant le Contrat social pour nous préparer à « une privation des libertés individuelles au nom de la grande tribu du vivant », Harari (première vente en librairie à destination des lycéens) expliquant que « le capitalisme aurait réduit la violence humaine et accru la tolérance et la coopération » - plus personne en vue.

Ailleurs située, je dénonce un prosélytisme spiritualiste, agressif, tourné contre la pensée, méprisant la lutte sociale et le « matérialisme » - dirigé en priorité contre toute forme de lutte « ancienne », sous prétexte que celle-ci serait anti-spéciste, démodée, chaotique, utopique, ou même révolutionnaire ! - et détournant de fait toute pratique philosophique réelle au profit d'un développement personnel (réservé à de nouveaux élus - des adeptes dociles), qui sape en même temps les bases de la personnalité et celles du communalisme libertaire.

En tant chercheuse précaire et militante, je suis fatiguée de « larbiner » - de faire de la diplomatie - auprès d'une classe moyenne qui se rue sur le discours de prédicateurs à thèmes scientifiques parce qu'elle a vocation à devenir une nouvelle élite culturelle, en vertu de sa croyance inavouée en une

nouvelle forme de sélection sociale.

Adhérer - croire aux mythes capitalistes et dresser des métaphores naturalisantes à l'endroit de la pensée - conduit à une impasse dangereuse : par exemple adhérer au fait que l'entraide est une loi de la jungle autorise paradoxalement la prédation sociale, et justifie la lutte des places à laquelle chacun.e se livre sans relâche et en toute bienveillance ; croire à l'intelligence des arbres, c'est poser un obstacle majeur dans l'appréhension de l'intelligence humaine, qui relève d'abord de sa capacité à faire société, et non de sa nature, neuro-biologique.

S'il n'y a donc pas rapidement une revalorisation comme telle des positions anarchistes dans la société, à savoir la mise en oeuvre immédiate du principe d'égalité (créer un espace où l'autogestion et la démocratie directe permette à chacune et chacun d'oser prendre la parole en son nom) - à mon avis nous sommes voué.e.s à subir l'obscur rapport au savoir et au monde de la classe bourgeoise.

Quelle pédagogie de l'insurrection met-on en oeuvre ? Comment valoriser la pédagogie de projet contre la mystification des vécus individuels (Montessori, Rabhi, Steiner, Blanquer...) qui sert toujours à l'instauration des régimes fascistes en bridant l'imaginaire social ? Comment partage-t-on le travail, à savoir quelles sont nos pratiques réelles et comment les défend-on pour de bon ?

Eloïse Durand

Un très long chemin, un court passage...

Un point de vue d'anarchiste sur la France insoumise

Après plusieurs années dans le courant libertaire (UTCL puis AL) j'ai, à la suite de l'échec en 2005 d'une candidature unitaire de la gauche de gauche fait, à partir de 2012 un bout de chemin avec la gauche radicale. D'abord la FASE (Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique) qui s'est fondue dans Ensemble pour devenir la troisième composante du Front de Gauche, entre le PCF et le Parti de Gauche. Celui-ci a éclaté sous les coups de boutoir du PCF et de Mélenchon qui a enfin réussi son pari en créant la France Insoumise. Subjugués par son score à la présidentielle de 2017, une grande partie de la gauche de gauche milite maintenant à la France Insoumise. J'y ai fait l'amère expérience d'une organisation totalement verticale et j'en ai claqué la porte. Ce qui me permet d'avoir maintenant :

Un point de vue d'anarchiste sur la France insoumise

L'adhésion à « la France Insoumise »

Elle se fait en cliquant sur internet. Pas de cotisations, pas de carte, pas de droits, pas de devoirs. En cliquant, de chez lui, enfermé dans sa propre bulle, loin de toute rencontre réelle avec des gens, l'adhérent devient par un simple clic un « insoumis » qui soutien le programme de la France Insoumise : *l'Avenir en commun.*

Un peu plus de 300 000 « insoumis » en 2017.

Il n'y a pas d'adhésion statutaire à la France Insoumise. L'insoumis est un non-adhérent.

Pour moi, en tant qu'anarchiste, je croie que l'adhésion donne des droits.

Ce qui signifie concrètement que l'adhérent organisé peut rencontrer des camarades, discuter avec eux, compter sur l'organisation et peser sur elle. L'adhésion donne aussi des devoirs, payer une cotisation c'est ce qui permet à l'organisation de vivre sans subventions de l'État... Mais bien sûr si une organisation compte sur d'autres moyens financiers pour vivre comme les financements publics liés aux résultats électoraux ou les défraiements de ses députés, alors elle n'a pas vraiment besoin d'adhérents.

L'insoumis à quoi ?

Et il est insoumis à quoi ? C'est une insoumission individuelle à ce que lui ou elle trouve injuste, opprimant, indigne. Or ce qui le révolte n'a peut-être rien à voir avec ce qui révolte son voisin de palier : Pouvoir d'achat ? Pesticide ? Exploitation ? Prostitution ? Chômage ? Travail des enfants ? Féminisme ? Urgence climatique ? Néolibéralisme ? Dignité ? L'important pour « La France Insoumise » c'est que chacune et chacun croit que son « insoumission » personnelle est prise en compte par un collectif qui réside surtout sur les réseaux sociaux. La France insoumise avec un thème négatif aussi flou et commun que l'insoumission présente un leurre. C'est d'ailleurs parfaitement et très cyniquement assumé par Manuel Bompard sur son blog¹. C'est ce qu'il nomme le « signifiant vide » et cela vient directement des théories d'Ernesto Laclau.

Pour moi, l'Anarchie est à la fois une idéologie, une philosophie et une pratique. Bien que multiple elle annonce, dans son nom même, le programme politique de refus du pouvoir qu'elle entend défendre. L'anarchiste peut

donc facilement savoir pourquoi il ou elle veut se battre.

« Parti », « Mouvement » ou démocratie gazeuse

La structuration de la France Insoumise s'appuie sur des groupes locaux, d'entreprises ou thématiques. Ils rassemblent les « insoumis » qui veulent bien les rejoindre. Ce qui n'est nullement obligatoire puisqu'on a bien vu, au point précédent, que l'insoumis n'a aucune obligation après son clic sur le clavier.

Ces groupes d'appui se sont constitués pour soutenir la campagne de Mélenchon pour les élections présidentielles. Au plus fort de la campagne il y a eu jusqu'à 2800² groupes, essentiellement locaux composés par des militants connus localement, par des réseaux d'amis et de connaissances et recrutés sur les réseaux sociaux.

En s'appuyant sur un refus général des « insoumis » à la notion de « Parti » la France Insoumise a mis en place une structuration qui prive l'insoumis de tout droit de regard sur qui décide, sur quelle ligne, en fonction de quelle stratégie.

Par ailleurs la France Insoumise refuse totalement que les groupes se coordonnent ou se fédèrent. Il n'est pas possible par exemple que les groupes locaux coordonnent leurs actions au niveau départemental ou régional. Chaque groupe ne peut donc que se mettre en lien avec le noyau central, parisien, et en recevoir la propagande et les directives.

Par ailleurs (tirés au sort) les insoumis peuvent participer (à titre individuel et sans aucun mandat de leur groupe d'appui) à des assemblées citoyennes, des ateliers, à des rencontres nationales où sont débattues des grandes idées mais dont il ne sort aucune décision engageant la direction non élue de la France Insoumise.

En tant qu'anarchiste nous pourrions

admettre une structuration qui refuse la verticalité d'un « Parti », donc de type « mouvementiste ». Car nous avons vu ce que donne le fonctionnement des « Partis » avec des élus permanents, boursoufflés d'égos, loin des conditions de vie des simples militants, vivant entre eux, se cooptant, se livrant à des batailles d'appareils entre tendances... Mais pour nous, anarchistes, le fédéralisme est la condition nécessaire pour permettre la libre expression de chacun, pour défendre ses idées, pour s'organiser, mutualiser les efforts, pour mandater des représentant (temporaires, par tâches, révocables à tout instant) et pour pouvoir contrôler les portes paroles... Ce n'est pas le chemin que prend « la France insoumise »

Sauf certains qui s'appellent insoumis démocrates^{3°}

La réflexion des insoumis

Pour les internautes elle se fait par des propositions qui sont postées sur le site internet JLM et sur des thèmes proposées par la direction : des « boîtes à idées ». Des bonnes idées sont certainement émises par les insoumis, des de ces propositions sont réalisées par les rapporteurs, mais par qui et comment sont elles en définitive choisies ? Dans le manque total de transparence qui caractérise la direction de France Insoumise on peut se douter que les propositions qui ne conviennent pas sont rejetées sans aucun débat. D'ailleurs comment peut on débattre à plusieurs centaines par écrans interposés ? On conviendra qu'on est là très loin d'un fonctionnement démocratique.

La démocratie de la France Insoumise

La remise en cause du modèle du Parti vertical n'est pour la direction de « la France insoumise » qu'un prétexte pour construire une forme verticale ou les droits les plus élémentaires de la démocratie, même formelle, sont niés. D'abord parce qu'une forme sans adhésion c'est le meilleur moyen de se passer des adhérents. Et donc de leur dénier le moindre droit à se mêler de leurs affaires. L'insoumis est très utile pour coller des affiches, distribuer des

tracts crier les slogans dans les manifestations mais pas pour donner un avis qui compte.

Ensuite parce que ce manque de coordination permet aux dirigeants de la France Insoumise de s'organiser entre eux dans une totale opacité. Pas de compte à rendre, pas de bilan, pas de vote, pas de débats ouverts.

Parmi ceux qui dirigent ce staff, les cooptés de Mélenchon viennent essentiellement du *Parti de Gauche* (qui est lui un micro parti bien réel), d'un groupe de communistes unitaires : *les Communistes insoumis* et de ce qui reste de l'ancienne troisième composante du Front de Gauche : *Ensemble !* Mais qui a élu ces gens comme dirigeants de la France Insoumise ? Personne.

Pour les législatives de 2017, les assemblées citoyennes de La France insoumise ont désignés des candidats locaux. Avec une telle structuration horizontale mais non fédérée il n'est pas étonnant que l'immense majorité des ces candidats se soient avérés être des membres du Parti de Gauche seule vraie structure militante dans la France Insoumise.

Pouvoir ou contre pouvoir

La France insoumise a produit un vrai programme pour les élections législatives de 2017 : *l'Avenir en commun*. Fruit d'économistes et de spécialistes, s'inspirant du programme du Front de gauche de 2012, de l'éco-socialisme, et des suggestions venant des « boîtes à idées » sur internet il est très bien fait et établit de vrais constats de la situation sociale et environnementale du pays. Approuvé par 72 000 clics sur internet il a au moins l'intérêt d'une certaine représentation des insoumis. Il propose même de vraies solutions, dans le cadre de ce que la France insoumise appelle la *révolution citoyenne*, qui n'est en fait que l'espérance d'un changement de société par la voie électorale.

Mais la mise en œuvre d'un tel chantier de transformation économique et sociale doit passer par une prise de pouvoir. Car il s'agit bien pour la France insoumise de s'emparer électoralement du pouvoir d'État. Ces insoumis là sont donc toujours aveuglés par l'équation « *changement = pouvoir* » là où beau-

coup^{4°} ont compris (même bien au delà des anarchistes) qu'il ne s'agit pas de prendre le pouvoir mais de construire ensemble des contre-pouvoirs qui modifient vraiment et durablement la société.

D'après moi, comme anarchiste, le processus électoral est un leurre qui fait rentrer les organisations de défense des opprimés dans la règle du jeu imposée par les oppresseurs. Nous pensons que l'affrontement de classe ne se résoudra pas dans une quelconque victoire électorale. Nous proposons bien d'autres formes de transformations révolutionnaires : que ce soit par la grève générale, par les coopératives, par les associations de lutte de la vie quotidienne et de l'environnement, par le syndicalisme révolutionnaire, par la désobéissance civile ou par la généralisation d'un « en dehors » de contres pouvoirs locaux fédérés.

Gauche/droite ou Peuple/Élite

En ne s'inscrivant plus dans un clivage gauche-droite mais dans celui du « peuple contre les élites » la France insoumise se réfère aux travaux de deux intellectuels : Ernesto Laclau^{5°} et Chantal Mouffe^{6°} qui sont arrivés dans les bagages théoriques de PODEMOS en Espagne.

Comme pour le terme « insoumis » le mot peuple est un « fourre-tout » car il permet à chacun de se penser individuellement inclus. Il permet aussi de désigner un ennemi facile, commun. Prenons-y garde un intellectuel misérable peut être considéré comme faisant partie de l'élite, un petit commerçant/artisan (qui ne cherche d'issue que pour lui même) peut être considéré comme faisant partie du peuple.

On peut admettre que l'on ne se réfère plus à la notion de « gauche » vu ce que ces idéaux sont devenus dans les mains de la social-démocratie ou du stalinisme. Mais il me semble trop facile d'oublier que les notions de gauche et de droite recouvrent des différences réelles que ce soit sur l'égalité contre le libéralisme économique, de l'universalisme contre l'identité nationale, du progrès contre le conservatisme et la tradition, de la solidarité contre la com-



pétition, de la coopération contre l'individualisme etc.

Et même si on ne veut pas utiliser le terme de gauche je préfère utiliser les termes d'opprimés contre oppresseurs qui me semblent plus précis que peuple contre élite et plus large que les termes marxistes d'ouvriers contre patrons

L'ancien et le moderne

La forme semble novatrice : plus de parti figé, plus de règles de représentation, la parole au peuple... Mais elle est au service d'une pensée très ancienne, celle des autoritaires qui parlent au nom du peuple mais qui ne visent qu'à s'emparer du pouvoir sur le peuple. Ce n'est donc pas étonnant de voir que la France insoumise recycle dans sa direction des anciens trotskystes, des cadres de la social-démocratie, des communistes issus du PCF. Et le tout pour rejouer la farce électorale.

Alors peu importe les emportements délirants du chef Mélenchon, fasciné

par un Eric Drouet. Un Mélenchon qui ressemble tellement à Gustave Hervé^{7°}, l'excité socialiste-révolutionnaire d'avant 1914. Alors peu importe le logement social d'un Alexis Corbière^{8°}, les factures faramineuses d'une Sophia Chikirou^{9°}, les délires s d'une Daniele Obono^{10°}... Alors peu importe que les insoumis se serrent pour défendre leur nouveau parti comme une identité, quand la justice lui demande des comptes. Et même si on peut penser que les députés(e)s de la France insoumise font du bon boulot il me paraît certain que tout ce petit monde, très ancien, finira mal.

Caillou.

Du groupe de Toulouse de la F.A.

Notes

1°

<https://www.manuelbompard.fr/entretien-journal-vent-se-leve/>

2°

https://fr.wikipedia.org/wiki/La_France_insoumise

3°

<https://insoumisdemocrates.fr>

4°

https://fr.wikipedia.org/wiki/John_Holloy

5°

https://fr.wikipedia.org/wiki/Ernesto_Laclau

6°

https://fr.wikipedia.org/wiki/Chantal_Mouffe

7°

https://fr.wikipedia.org/wiki/Gustave_Hervé

8°

https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexis_Corbière

9°

https://fr.wikipedia.org/wiki/Sophia_Chikirou

10°

https://fr.wikipedia.org/wiki/Danièle_Obono

Plaidoyer pour une humanité non dichotomique

La controverse sur l'écriture inclusive peut paraître anecdotique comparée au problème des rapports entre les sexes et des luttes contre toutes les dominations. Cependant, il est indéniable que la manière dont on s'exprime révèle une certaine conception de ce dont on parle et entraîne des effets sur les personnes auxquelles on s'adresse. Un désaccord sur la conception entraînera une aversion pour la forme qui l'exprime et une difficulté à lire ou écouter les textes qui l'utilisent. Il ne sert à rien de se dire : « faisons abstraction de la manière, l'important est ailleurs », car c'est précisément quelque chose d'important qui commande la manière.

L'écriture dite « inclusive » comprend plusieurs procédés, dont la féminisation des noms de métiers et fonctions, l'accord de l'adjectif avec le nom le plus proche quand il en détermine plusieurs de genres différents, et le pluriel dichotomique c'est-à-dire mentionnant à la fois le féminin et le masculin. Ces

procédés n'ont pas, loin s'en faut, les mêmes justifications ni les mêmes effets. Puisque l'objectif est d'éviter toute discrimination négative envers l'un des sexes, le premier est tout à fait évident : si une femme exerce une certaine fonction, celle-ci doit être exprimée au féminin — et de même, un homme doit pouvoir être dit « puériculteur » ou « sage-homme ». Le second procédé concerne l'usage général des genres grammaticaux, qui sont arbitraires et dépendent de la formation spontanée des langues. Le fait que l'accord de proximité se faisait en latin et a été supprimé du français par une décision de l'Académie montre bien son indépendance vis-à-vis des rapports entre les sexes puisque assurément la société romaine n'était en rien moins sexiste que la société française de l'époque moderne. Sur ce point donc, un libre choix du locuteur semble une bonne attitude, sans enjeu particulier.

Mais il n'en va pas de même pour le

troisième procédé. Dans un texte publié récemment¹, j'ai avancé quelques arguments contre son usage, en raison de conséquences qui me paraissent beaucoup plus graves que le mal auquel il prétend remédier. Les quelques réactions de désaccord que j'ai rencontrées (parmi beaucoup de réactions favorables) me poussent à reprendre les arguments déterminants d'une manière qui réponde à ces objections.

L'argument fondamental est que la généralisation de la dichotomie, qu'on l'exprime par les points médians (« les lecteur.trice.s ») ou par la répétition (« les lecteurs et les lectrices »), installe fermement l'idée que l'humanité est, avant tout et en toute chose, divisée en deux groupes qui se superposent à toute autre distinction. L'effet induit est qu'une lectrice ne se sent plus un lecteur comme un autre, elle est mise à part comme si ce n'était pas la même chose de lire au masculin et de lire au féminin. Plus généralement, il n'y a



plus de membre de l'humanité, mais seulement des membres de l'un des sexes de l'humanité. Autrement dit encore, chaque individu est avant tout et irrémédiablement, que cela lui plaise ou non, classé en fonction de son sexe. Je n'ai vu nulle part cette conséquence prise en compte dans les plaidoyers pour le pluriel dichotomique, alors que bien des femmes m'ont confirmé que ça les heurtait d'être systématiquement renvoyées à leur appartenance sexuelle.

D'autres femmes m'ont dit qu'elles étaient au contraire choquées par l'emploi du seul pluriel masculin, parce qu'elles le ressentaient comme exclusivement masculin et non mixte. Or, quelle qu'en soit la provenance historique, dans la langue française comme dans d'autres langues anciennes et modernes, le pluriel masculin remplit les deux fonctions de désigner soit un groupe exclusivement masculin soit un groupe mixte, et que c'est le contexte ou, si nécessaire, une précision explicite, qui indique laquelle des deux fonctions est visée. Malheureusement, plus le pluriel dichotomique se répand, moins le pluriel mixte a de chance d'être compris comme tel. C'est le correctif lui-même qui en vient à créer ce qu'il dénonce. Jusqu'il y a peu, tout le monde comprenait très bien la fonction mixte et toute ambiguïté pouvait être facilement levée. Et puis est apparue la suspicion que le pluriel masculin n'avait aucune valeur de mixité et que son usage excluait les femmes. Ou, d'une façon plus élaborée, est apparue la revendication que les deux sexes soient visibles explicitement dans l'expression, dans l'idée que l'invisibilité du féminin dans le langage reflétait l'invisibilité des femmes dans la société. L'idée semble déjà absurde linguistiquement, car un parcours de diverses langues du monde montre très vite que certaines sociétés traditionnellement sexistes ne marquent pas grammaticalement la préséance du masculin. Il n'en faut pas moins répondre au fait que certaines femmes ressentent cette particularité linguistique comme une exclusion, et à l'hypothèse que l'adoption du procédé servira la lutte contre les discriminations sexistes.

En ce qui concerne le premier sentiment, certes tout serait plus simple si l'évolution des langues avait forgé partout un pluriel mixte distinct des pluriels sexués (ou même si, comme dans certaines langues, les genres grammaticaux n'existaient pas). Puisque ce n'est pas le cas, et que personne n'envisage de créer artificiellement une nouvelle désinence morphologique (car une modification de cette ampleur se fait progressivement par l'usage, non brusquement par une décision), pourquoi ne pas accepter la valeur mixte par défaut ? Pourquoi ne pas accepter la convention en vigueur jusqu'ici, selon laquelle, si l'on veut parler des seuls mâles, on le précise ? De cette manière, c'est le particulier qui a la charge de la preuve, et non l'universel. On part du principe que tout s'adresse à l'humanité sans distinctions ; on part de la paix et non de la guerre, de la confiance et non de la suspicion. Et il en va de même pour le singulier collectif : quand je lis « le lecteur comprendra s'il sait lire entre les lignes », je ne doute pas que ce *lecteur* et ce *il* me désignent aussi, sinon il aurait fallu écrire : « seul le lecteur mâle comprendra ».

Quant à l'objectif d'une utilité du pluriel dichotomique pour la lutte contre les discriminations dans la vie sociale, il n'est pas difficile de voir qu'il est illusoire. En quoi ce malheureux pluriel pourrait-il même contribuer à empêcher les violences contre les femmes, ou à faciliter leur accès aux mêmes pouvoirs économiques que les hommes mâles (ce qui, soit dit en passant, n'est pas vraiment une revendication anarchiste...), ou à combattre la condescendance qu'ont encore certains mâles pour « le sexe faible » ? Dira-t-on que c'est une première étape sur cette voie ? Je pense au contraire que cela va exactement dans l'autre sens.

En effet, si on veut lutter contre les discriminations, il ne faut pas commencer par bétonner la différence sexuelle en la brandissant de manière omniprésente dans le langage. Il faut, au contraire, que le langage révèle une humanité une, dont tous les membres partagent toutes les facultés et les réalisent multiplement selon leurs

différences individuelles. Il faut pouvoir parler de l'humanité d'une seule voix, et laisser les formes sexuées aux seuls domaines où elles sont pertinentes. Sans doute, l'identification de ces domaines ne fait pas l'unanimité. Un certain courant du féminisme revendique une spécificité féminine dans l'ensemble des activités de la vie, rejoignant ainsi une tendance « scientifique » à chercher des effets du sexe biologique sur toute activité neuronale, et confirmant finalement la bonne vieille idée traditionnelle de la « complémentarité » entre des dispositions naturellement différentes. Mais jamais la libération féminine ne passera par cette accentuation de la différence naturelle, qui est le meilleur atout des sociétés les plus oppressives pour les femmes. (Et, faut-il le dire, en tant qu'anarchistes, nous n'allons pas célébrer le matriarcat comme s'il valait mieux que le patriarcat, tout « -arcat » étant évidemment une oppression inacceptable.) Si un individu veut s'émanciper d'une assujettissement sociale qui l'opprime, que celle-ci soit fondée sur le sexe ou sur l'origine ethnique ou sur l'héritage historique, son meilleur allié est le recours au fond commun de l'humanité dans lequel c'est *lui qui choisit* de puiser ce qui l'intéresse de développer pour sa propre vie.

En conclusion, entre un gain à peu près nul d'un côté et une perte considérable de l'autre côté, il ne devrait pas y avoir d'hésitation : il faut renoncer à cette fausse solution qu'est le pluriel dichotomique, ce cache-sexe des dominations réelles qui n'empêchera jamais les sexistes d'être sexistes et qui invisibilise la profonde affinité de condition de toute l'humanité.

Annick Stevens (Gr. Germinal, Marseille)

1. Dans le bulletin A Contretemps d'octobre 2018 : <http://www.acontretemps.org/spip.php?article673>

8 mars, Journée internationale pour les droits des femmes

En 1910, à Copenhague, la deuxième conférence internationale des femmes socialistes se tient en avant-première de la 2^{ème} Internationale. Sur proposition de Klara Zetkin, cette conférence appelle les femmes socialistes de tous les pays à organiser une Journée internationale des femmes, chaque année. La militante poursuivait un double projet : éclairer les revendications des femmes et qu'elles soient prises en compte par les dirigeants socialistes d'une part, et d'autre part contrecarrer l'influence des féministes dites « bourgeoises » sur les ouvrières.

Aucune date de célébration n'avait été décidée. Aucune référence à un événement à commémorer, et surtout pas cette grève de femmes couturières aux USA, le 8 mars 1857, car c'est ce qu'on appelle aujourd'hui une *fake news*, montée de toute pièce par le Parti communiste français et la CGT. Bien sûr, 1857 c'est la date de naissance de Klara Zetkin ! Mais, c'est à partir de 1955 que ce mythe apparaît dans l'*Humanité* et s'étend très rapidement repris par *Le Monde*, par le mouvement féministe américain voire encore par l'ONU. Il aura eu pour mérite de rompre avec la traditionnelle journée de la femme célébrée en URSS, et dans ses satellites, et de faire apparaître la lutte pour les droits des femmes : opposition entre Jeannette Vermeerch (Union des femmes françaises) et Madeleine Colin (dirigeante de la CGT). Ainsi, pour l'obédience communiste, est-il plus facile alors de parler d'une lutte de femmes qui s'intègre dans la tradition du mouvement ouvrier que dans celle du mouvement féministe.

Grâce aux travaux de Liliane Kandel et Françoise Picq, dont un article sous le titre « Le mythe des origines, à propos de la Journée internationale des femmes », paru dans *La Revue d'en face*, en 1982, le mythe a vécu. Nous revenons à l'appel de

LOUISE MICHEL SURNOMMÉE
"LA VIERGE ROUGE"



Klara Zetkin, bien documenté. Cette Journée internationale a été célébrée dès le 19 mars 1911 en Autriche, en Allemagne, au Danemark, en Suisse, par de nombreux meetings et des manifestations. En Russie, elle fut célébrée le 3 mars 1913, puis le 8 mars 1914. Et c'est le 23 février 1917 (calendrier russe) soit le 8 mars qu'à Petrograd, éclata une grève d'ouvrières avec manifestation de femmes contre la vie chère et pour le retour au front. Cela marqua le premier jour de la révolution russe. Le 8 mars fut ainsi repris comme date en Union soviétique à partir de 1921, puis en Chine et dans les pays de l'Est après 1945, puis au Viêt-Nam, à Cuba.

Aux Etats-Unis, la Journée internationale commença à être célébrée avec une mo-

bilisation à Berkeley le 8 mars 1969. En France, le Mouvement de libération des femmes choisit le 8 mars 1975 en réaction à l'Année internationale de « la » femme, manœuvre de récupération, créée par l'ONU. Et c'est Yvette Roudy qui officialise ce 8 mars en 1982 pour la France.

Aujourd'hui, les mouvements féministes se saisissent, dans le monde entier, de la date du 8 mars comme symbole fort de la solidarité internationale pour les luttes des femmes. Les femmes savent que mettre le projecteur sur une journée ne suffira jamais. C'est tous les jours que femmes et hommes doivent lutter pour faire avancer toutes les revendications d'égalité, de non-discrimination, contre toutes les violences et pour l'émancipation.

8 mars : Journée de lutte, et non de commémoration

Il y a bientôt un an, dans son numéro d'avril (1) le *Monde libertaire* rendait compte de l'impressionnante journée internationale des droits des femmes qui s'était déroulée en Espagne : le 8 mars 2018, à travers tout le pays, dans plus de 120 villes près de six millions de manifestantes (et manifestants) avaient défilé dans les rues en cette journée de grève générale, afin de protester contre le patriarcat et le capitalisme et rappeler que depuis 2003, année du début de la comptabilisation officielle des femmes tuées par leur conjoint (ou ex conjoint), on dénombre 962 féminicides. 8 mars 2018 : à la TV pas d'animatrices, à la radio pas de voix féminine, dans la presse écrite pas d'articles signés par des femmes...

Cette année, le 8 mars s'annonçait chaud bouillant : depuis plusieurs mois les féministes espagnoles préparaient cette journée internationale des droits des femmes pour lui donner une ampleur encore plus grande, encore plus puissante. La « Commission 8 M (8 mars) » a confirmé son appel à la grève générale ce jour-là. Grève de 24 heures en soutien à « toutes les femmes qui subissent le système patriarcal ».

La quatrième Rencontre pour le 8 mars a rassemblé à Gijón (Asturies) plus de 500 représentantes de groupements féministes de tout le territoire espagnol et aussi d'autres pays (Portugal, France, Nicaragua, Argentine ...) La porte-parole de ce mouvement féministe a annoncé que cette mobilisation devait s'articuler autour de quatre axes : grève au travail, grève dans les facs, grève de la consommation, grève des gardes et soins aux enfants, aux personnes âgées et aux malades. Les participantes à cette Rencontre entendaient ainsi rappeler leur slogan de l'année dernière :

« Si nous les femmes, nous nous arrêtons, le monde s'arrête »

Au moment où ces lignes sont écrites (février) on ne peut pas augurer du résultat de cette journée de mobilisation, mais celles qui la préparent ont bien pour ob-

jectif de la rendre la plus large possible et de rallier les revendications des lesbiennes, bisexuelles et transsexuelles. Cette année, les commissions de travail se sont aussi employées à coordonner les femmes immigrées et celles du monde rural. L'appel à la grève générale a reçu l'appui des représentantes de Catalogne, Aragon, Estrémadure, Asturies, Andalousie, Euskadi, Castille et León ; Madrid avait demandé un délai de réflexion pour étudier d'autres possibilités d'action, tandis que la communauté valencienne elle, penchait pour une grève générale le 8 mars, incluse dans « huit jours de révolte ». Pour toutes, le combat anti patriarcal s'accompagne du combat anti capitaliste et antiraciste, surtout par ces temps sombres où en Espagne comme dans bien d'autres pays, l'extrême-droite relève la tête (comme VOX dernier avatar du fascisme).

À l'heure où vous lisez ces lignes, cette grève générale du 8 mars aura peut-être déjà eu lieu en Espagne. Nous ne doutons pas de son succès malgré quelques fausses notes : les mêmes que l'an passé, dues aux centrales syndicales institutionnelles CC.OO et UGT (2), qui jusqu'au dernier moment s'obstinent à appeler à un arrêt de travail de ... 2 heures ! Cette position pour le moins minimaliste a été vertement critiquée par les féministes. De toute façon pas de problème, elles ont obtenu la couverture légale pour une grève générale de 24 heures grâce aux syndicats radicaux CNT, CGT, COBAS et Intersinca (3). Les bureaucrates accompagnateurs du système capitaliste en ont été pour leurs frais.

La CNT appuie le mouvement féministe dont elle partage l'analyse et appelle, comme elle l'avait fait l'année dernière, les travailleuses et les travailleurs à faire grève le 8 mars et à manifester dans la rue. Elle préconise que la grève des travaux domestiques et des soins aux enfants, personnes âgées et aux malades accompagne et renforce la grève dans les entreprises.

La CGT espagnole avait elle, déposé le préavis de grève pour le 8 mars en insis-

tant sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'un jour de commémoration mais d'un jour de lutte, pour en finir avec les inégalités que subissent les femmes au travail, pour en finir avec les inégalités de salaires ou de pensions de retraite entre femmes et hommes, pour en finir avec les stéréotypes sexistes et les comportements machistes, pour une éducation égalitaire et non-sexiste, pour la fin de l'ingérence des religions et des croyances dans l'espace public, pour en finir avec les violences sexuelles et pour obtenir aussi l'égalité pour les migrantes.

Comme le proclamaient leurs affiches :

Pour Toi
Pour Nous autres (femmes)
Pour Toutes
Grève générale le 8 mars

On serait tenté d'ajouter : pour un 8 mars tous les jours de l'année.

Ramón Pino
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Notes :

1)p. 30 et 31 du *Monde libertaire* n° 1794 (avril 2018)

2)CC.OO : Commissions ouvrières
UGT : Union générale des travailleurs

3)CNT : Confédération nationale du travail
CGT : Confédération générale du travail (espagnole)
COBAS : Comités de base Intersindical : Confédération intersyndicale



Les femmes valent mieux que ça

Appel à une grève féministe le 8 mars

Nous représentons 52% de la population française.

Nous sommes caissières, enseignantes, agentes d'entretien, secrétaires, infirmières, aides à domicile, assistantes maternelles, travailleuses sociales, administratives, sage-femmes, hôtesses, étudiantes... Nos métiers sont indispensables à la société. Pourtant, ils sont mal rémunérés et leur pénibilité n'est pas reconnue. Nous sommes ingénieures, techniciennes, ouvrières, employées ou cadres. Nous faisons le même travail que des hommes mais avec un salaire inférieur.

Nous sommes à temps partiel avec un salaire partiel souvent parce que nous n'avons pas d'autre choix. Entre les courses, le ménage et les enfants, nous réalisons en moyenne 20 h de tâches ménagères par semaine

Notre travail est invisibilisé et dévalorisé. Notre salaire est inférieur de 26% à celui des hommes. De ce fait, à partir de 15H40 nous travaillons gratuitement.

Nous sommes retraitées et notre pension est de 40% inférieure à celle des hommes. Nous combattons de longue date la précarité remise sur le devant de la scène avec force par les gilets jaunes. Nous sommes étrangères, victimes de racisme, handicapées, lesbiennes, et nous cumulons les discriminations. Nous sommes des femmes et au travail, dans la rue ou chez nous, nous sommes confrontées à des violences sexistes et sexuelles

Nous sommes des Brésiliennes, des Espagnoles, des Iraniennes, des Argentines, des Polonaises, des Indiennes, des États-uniennes et nous sommes, partout dans le monde, solidaires de toutes les femmes qui luttent contre les réactionnaires et conservateurs au pouvoir

Pour dire que nous exigeons nos droits. Pour exiger que notre travail soit reconnu et rémunéré. Pour imposer la fin des violences et garantir nos libertés de choix. Pour gagner l'égalité. Pour faire entendre nos revendications à nos employeurs et au gouvernement.

Nous appelons à une grève féministe le 8 mars, à des actions des rassemblements, des manifestations. Débrayons à 15h40. Portons toutes et tous un foulard violet !

#8mars15h40 : grève féministe

Appel à l'initiative d'associations féministes, de syndicats, de mouvements politiques

Signé par l'émission Femmes libres sur Radio libertaire



QPC : la dignité humaine l'emporte sur la liberté des viols tarifés

Quand les michets trouvent une femelle trop surmenée ou qu'ils en sont las, le propriétaire s'arrange pour que la fille doive à la maison une somme dont elle ne pourra jamais s'acquitter ; cela la fait esclave, alors on la troque dans tous les maquignons possibles. Il faut que le bétail aille dans l'étable où il sera plus profitable aux trafiquants.

Louise Michel, Mémoires (1886)

Comme en d'autres fois, les lois relatives aux femmes ou aux personnes vulnérables, sont sujettes à péremption. Ou bien, elles ne sont valables que cinq ans, telle la loi sur l'avortement en 1975, qui fut revotée ensuite. Soit elles sont remises en cause, comme celle sur le harcèlement sexuel : le 4 mai 2012, le Conseil constitutionnel avait abrogé le délit de harcèlement sexuel avec effet immédiat, suite à la Question prioritaire de constitutionnalité déposée par Gérard Ducray, avocat, ancien secrétaire d'Etat au tourisme, ancien député et ancien adjoint à la mairie de Villefranche-sur-Saône en charge de la sécurité, condamné pour harcèlement sexuel par le Tribunal correctionnel de Villefranche-sur-Saône puis par la Cour d'appel de Lyon le 15 mars 2011.

Le 6 septembre 2018, neuf associations pro-prostitution, réglementaristes et professionnelles et cinq « travailleuses du sexe » ont déposé une Question prioritaire de constitutionnalité auprès du Conseil d'Etat contre la loi prostitution qui porte selon eux, gravement atteinte aux droits et libertés. Cette QPC a été transmise au Conseil

constitutionnel le 12 novembre dernier. Le premier février 2019, la loi du 13 avril 2016, n° 2016-444, visant à renforcer de la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées est confirmée par le Conseil constitutionnel dans toutes ses composantes et sa dimension abolitionniste. Par cette réponse, le Conseil constitutionnel a décidé du primat de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la protection de la dignité de la personne humaine et du respect de la non-patrimonialité du corps humain sur la liberté contractuelle et la liberté d'entreprendre. Autrement dit, il reconnaît au législateur français la légitimité d'avoir instauré un nouveau contrat social protecteur des plus vulnérables qui extrait la sexualité du champ du marché et qui interdit d'imposer un acte sexuel, y compris par la contrainte financière.

En 2016, après des années de mobilisation du mouvement féministe, et le Collectif Abolition 2012, le système prostitutionnel était enfin reconnu en tant que système de violence produit par les rapports sociaux de sexe, de domination masculine. Si nous utilisons le terme de système prostitutionnel¹,

c'est parce qu'il permet d'appréhender la prostitution et la traite qui y est liée comme un fait social global, incluant une diversité d'acteurs et de systèmes (proxénètes et trafiquants, clients, prostitué·es, société, media, institutions politiques, système économique, etc.) et non comme le produit de simples contrats interindividuels et consentements individuels. La loi française s'appuie sur l'exemple de la Suède dont le Parlement avait voté en 1999 une loi pénalisant l'achat d'acte sexuel. Comment réduire la prostitution sans s'attaquer à sa racine, la demande de chair fraîche des clients-prostituteurs ? Car il s'agit, comme le disent les survivantes de la prostitution, de viols tarifés¹.

Le modèle réglementariste en Allemagne, et le développement de centres marchands tels les Eros Center, a entraîné un accroissement sans précédent de la prostitution, plus de 400 000 personnes concernées outre Rhin : il a, en même temps, démontré son inefficacité quant à la protection des personnes prostituées. Avec l'arrivée massive de femmes soumises à la traite venues des pays d'Europe de l'Est, une des conséquences de l'effondrement des régimes soviétiques, et avec le développement du trafic de femmes venant d'Afrique subsaharienne, le système prostitutionnel a pris d'autres formes, d'autant plus violentes qu'il s'agit de femmes pauvres, parfois ayant été privées de scolarisation : les mafias se déchainent dans des trafics dignes

de l'esclavage que ce soit à l'Est ou au Sud de l'Europe. La mondialisation triomphante accroît la marchandisation généralisée du corps des femmes et va même jusqu'à inclure dans le PIB les produits de l'esclavage prostitutionnel. Et nombre d'étudiantes s'adonne de plus en plus nombreuse à la prostitution, de type *escort-girl*, parfois pour payer ses études.

Rappelons les quatre volets de la loi qui aurait pu ainsi être remise en cause : la protection des victimes de la prostitution avec la dépénalisation des personnes prostituées (la pénalisation avait été introduite en 2003 par la loi de sécurité intérieure de Nicolas Sarkozy) et la création d'un parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle ; la prévention et l'accompagnement vers les soins des personnes prostituées pour une prise en charge globale ; la prévention des pratiques prostitutionnelles et du recours à la prostitution ; l'interdiction de l'achat d'actes sexuels et la responsabilisation des « clients » de la prostitution.

L'entrée dans le parcours peut donner lieu à des droits spécifiques : l'autorisation provisoire de séjour (APS) et l'aide financière à l'insertion sociale et professionnelle (AFIS). L'APS est un nouveau titre de séjour, qui est délivrée pour une durée de 6 mois, renouvelable pendant toute la durée du parcours, dans la même limite de 24 mois. Elle permet aux personnes sans papiers entrant dans le parcours de disposer d'un titre de séjour spécifique. Quant à l'AFIS, elle peut être allouée aux personnes entrées dans le parcours ne pouvant prétendre au bénéfice du revenu de solidarité active (RSA), de l'allocation pour demandeur d'asile (ADA) ou de l'allocation temporaire d'attente (ATA). Son montant est de 330€ pour une personne seule, et peut varier en fonction du nombre d'enfants à charge. L'aide est versée mensuellement, par la Mutualité sociale agricole (MSA) pour le compte de l'Etat.

Les financements pour l'application effective doivent venir à la fois de programmes spécifiques liés à la politique d'égalité entre les femmes et les hommes et du financement de la politique sociale à travers les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). A ces financements, il est prévu d'abonder avec les avoirs saisis et confisqués des proxénètes et des trafiquants. Nous sommes loin du compte pour permettre un vrai accompagnement des personnes prostituées ! Pourtant, les associations se mobilisent pour faire appliquer les dispositions de la loi : 34 commissions étaient mises en place en 2017, 29 en 2018, soit un total de 63 départements concernés début 2019. Fin 2018, 85 associations ont reçu un agrément dans 63 départements et 113 personnes sont en parcours de sortie dans 16 départements. 108 personnes reçoivent une aide financière (AFIS). Selon les associations présentes le 22 novembre dernier à la présentation du rapport du Haut conseil pour l'égalité entre les femmes et les hommes, « Où est l'argent contre les violences faites aux femmes ? », beaucoup plus de femmes pourraient être accompagnées vers un parcours de sortie s'il y avait plus de places d'hébergement protégé : nombre de femmes qui voudraient sortir de la prostitution ne le peuvent faute de moyens accordés aux associations.

Questionnons les arguments des pro-prostitutions

Bien sûr, l'application de la loi se fait lentement, les files d'attente s'allongent. Et cela donne du grain à moudre aux pro-prostitution. Mais ce qui est choquant, c'est que leurs arguments ne soient pas questionnés. Voudraient-ils rester au statu quo de 2003 et que les personnes prostituées continuent d'être pénalisées et de se cacher sans aucune protection, qu'elles finissent par en mourir ? Entrées dans la prostitution en moyenne à 13-14 ans, sorties de la prostitution les pieds devant en moyenne vers 40 ans ! Ou bien, appliquent-ils : « *Tu crèves de faim, donc*

j'exige un rapport non protégé, et je te baisserai comme je le veux, résumé de l'attitude du prostitueur ? Peut-on continuer à protéger ces criminels au nom d'une « tradition » qui assujettit toutes les femmes ? La caractéristique que les clients prostitueurs (« clients » de femmes, d'hommes et de personnes trans) partagent est d'être de sexe masculin. La prostitution est constitutive de la domination masculine et des rapports sociaux de sexe¹ ». Ne disent-ils pas que depuis que les personnes prostituées ne sont plus pénalisées, elles se plaindraient de l'augmentation des violences subies. L'ONG Médecins du Monde a fait faire en 2018 une enquête sur la violence ressentie par les personnes prostituées depuis la promulgation de la loi du 13 avril 2016. Il y a toujours eu, hélas, des meurtres de personnes prostituées, car il s'agit de sommes considérables en jeu pour les proxénètes et les trafiquants, et d'un dû pour les clients-prostitueurs ce qui autorise dévouement dans la perversité et le sadisme. C'est en Allemagne, lieu du plus grand bordel légalisé et protégé de l'Europe, où la traite à des fins d'exploitation sexuelle atteint tous les records, qu'il y a le plus de meurtres de personnes prostituées.

La Question prioritaire de constitutionnalité visait à faire abroger les articles 612-1 et 225-12-1 du Code pénal, c'est-à-dire les dispositions visant à interdire la sollicitation ou l'obtention d'un acte sexuel par une rémunération marchande, y compris auprès de personnes mineures ou particulièrement vulnérables. La saisine portait sur la conformité de la loi, précisément la partie concernant la pénalisation de l'achat d'un acte sexuel, au droit au respect à la vie privée, à la liberté d'entreprendre et au principe de nécessité et proportionnalité des peines. En d'autres termes, est-il constitutionnel qu'un homme puisse profiter de la vulnérabilité d'une femme par ailleurs la plupart du temps soumise à et offerte par un proxénète ou un esclavagiste pour l'obliger contre argent à un acte sexuel, pour user de son corps à sa guise ? De quelle atteinte à la liberté d'entreprendre s'agit-il ? la France est



un pays abolitionniste et la prostitution n'y est pas considérée comme un commerce ou une entreprise. Le contrat de prostitution n'existe pas. Quant au principe de proportionnalité des peines, une amende et, éventuellement, un stage de prise de conscience de ce que produit l'achat d'un acte sexuel sur la personne prostituée, sont bien peu de choses par rapport à la violence commise et aux effets sur la santé physique et psychique des victimes et sur leur vie privée. Mais il est vrai que les droits de l'homme, puisqu'ils ne sont pas les droits des femmes, garantissent au fond la prédominance du bon vouloir masculin, ses habitudes d'infériorisation des femmes et son confort par la possibilité par tout moyen d'assouvir une pulsion sexuelle irrépressible disent-ils...

Les personnes prostituées sont peu entendues car sous l'emprise des proxé-

nètes et des réseaux. Les survivantes de la prostitution, parce qu'elles en sont sorties, ont pris la parole le 23 novembre dernier, à Paris à l'espace Jean Dame. Toutes ont témoigné des violences extrêmes qu'elles ont subi, depuis l'enfance pour la plupart jusqu'à leur sortie de l'enfer de la prostitution, qu'elles soient Ashley Judd, activiste, figure de #MeToo, Rachel Moran, survivante irlandaise, Mickey Meji, survivante d'Afrique du Sud, Rosen Hicher, survivante française, ou Anne Darbes, survivante trans, et elles militent maintenant par solidarité pour aider leurs sœurs. « *La prostitution n'est ni un travail ni du sexe, c'est de la violence sexuelle* » affirmait Rachel Moran. Ce sont la pauvreté, la vulnérabilité qui permettent aux proxétueurs de jouir de l'usage d'un corps et qui amènent des femmes et des hommes à se soumettre !

La raison l'a emporté. Le Conseil

constitutionnel a confirmé la loi. Mais il reste à développer une volonté politique et une mobilisation des associations pour avancer vers l'abolition de la prostitution, non pour protéger les femmes contre elles-mêmes mais contre ceux qui veulent user voire abuser d'elles, clients-proxétueurs et proxénètes. Pas d'émancipation des femmes, sans abolition du système prostitutionnel, reconnaissance des droits des victimes, développement de la prévention de la violence (et toutes formes de violence) et combat de la misère.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Colère

Un petit bout de fil dépasse. Tu tires dessus. Le voile se détricote, petit à petit d'abord, puis à toute vitesse. Elle a été abusée sexuellement. À 4 ans. Un voisin. Puis à 14 ans. Son oncle. Plusieurs fois. Tu tires encore le fil. Sa sœur a subi les assauts du même homme, entre ses 8 ans et ses 10 ans. Les mailles t'échappent. Tu racontes autour de toi, tu questionnes, tu cris. On te répond que tel ami aussi. Violé par un jeune adulte alors qu'il avait 5 ans. Une autre encore : attouchée par sa sœur, de ses 6 ans jusqu'à ses 10 ans. Combien sont-ils, combien sont-elles, autour de toi ? Tu cherches des statistiques : 1 fille sur 3 et 1 garçon sur 5 seront abusés sexuellement avant leurs 18 ans. Le plus souvent les enfants connaissent leurs agresseurs. Dans un cas sur deux il s'agit de personnes de leur famille. Les violences sexuelles commises sur les enfants ne sont pas l'apanage d'une classe sociale : elles s'immiscent dans toutes les sphères de la société.

Ils crient, ils ont crié, ils ne cessent de hurler depuis ces gestes, depuis ces lacerations qui ne se refermeront jamais. Et personne ne dit rien. Personne ne les écoute. Personne ne les entend. Personne ne veut voir. Les familles se taisent. Même après les mots, même après la révélation, même après cet immense acte de courage qu'il leur faut à elles et à eux pour parler, personne ne dit rien. On minimise, on oublie, on efface, on demande de pardonner. Parce que ces violences se produisent dans le giron de la famille, dans cette sacro-sainte famille, dans le cercle des proches. Il faut sauver les apparences. Comprendre, atténuer, concilier.

Il n'y a rien à concilier, rien à comprendre, rien à sauver. L'entourage n'en est pas un, lorsqu'il détruit des individus, lorsqu'il refuse de les accompagner, lorsqu'il bafoue leur parole et leur intégrité.

Ces viols et ces agressions sont le fait d'hommes et de femmes responsables mais aussi de familles qui se taisent ou qui nient. Votre silence détruit leurs vies autant que les gestes immondes de leurs agresseurs. Votre silence fait de vous des complices.



Une agression sexuelle, commise sur un adulte ou sur un enfant, n'est JAMAIS anodine. Elle porte profondément atteinte à l'individu, l'agresse dans sa chair, meurtrit son esprit, atteint son estime, le prive souvent de force pour aller de l'avant.

Violences envers soi-même, troubles psychiques, agressivité, comportements à risque (notamment sexuels), auto-mutilation, addictions, crises d'anxiété, troubles du sommeil, isolement.

Les violences sociales se chargent bien souvent de redoubler ces violences physiques, psychologiques et familiales. Abusé.e.s sexuellement, ils et elles seront d'autant plus vulnérables, marginalisé.e.s. Emplois précaires, relations instables, maltraitance, happé.e.s inexorablement par toutes les violences. Après la famille, ce sera au capital de venir les broyer. Les monstres profitent les uns les autres de leurs rebus.

Rien, pas même la famille, ne peut légitimer de passer de telles violences sous silence.

Anarchistes, nous vomissons toutes les structures de domination : l'État, les mysticismes, le capital et la famille.

Odile – Graine d'Anar, Lyon

Briser le silence

*Et ma gorge qui se serre
mes poings tombent par terre
encore
un étau se resserre
et mes yeux plissés ne pleurent
encore
et ma gorge se resserre
sans pouvoir crier
et encore
un étau se desserre
et mon corps est en fer*

*Étendu, jamais cru
avec au creux de la voix un goût
cendreuse de tourbe
les yeux éclatés qui ne rêves plus
plus de sommeil pas d'éveil .
A la voix brisé
Socle vocal fêlé sur le mur
doutes fangeux du confort/Seul lin-
ceul des grands.*

Enfin un peu de calme.

*Forgé dans l'adversité, malaxé,
chauffé à vif
pêtons les rotules à ce trop vieux cer-
cueil !
Dégommons l'architecture aride des
luettes muettes !
Crac brusque de la fuite :
Flambons l'oubli, cavale furtive des
salauds.*

*Si la gorge se serre
c'est pour s'ouvrir les voix
veines pures chargées des rancunes
traçons les sentes escarpées d'inssouf-
france
Toutes tous ensemble
brisons le silence*

un ami

*Ps : Dans le fond qu'est ce que nous
protégeons lorsque nous nous taisons.*

Ogres de barbarie

L'article ci-dessous est paru dans le Monde libertaire en ligne en août 2016. Texte toujours tristement d'actualité, y compris pour les les fisi, les hyènes du Malawi. Biscotte

Le darwinisme nous pousserait à croire que toute espèce évolue vers un mieux... Il devrait en être de même pour toute société humaine. Ainsi - par exemple - durant des siècles ça se perçait, se découpait s'entretenait sur les champs de bataille et ça agonisait à tout-va sans service après-vente. Heureusement, en 1859, un homme d'affaires suisse eu l'idée de créer la Croix-Rouge. Les estropiés allaient pouvoir se faire réparer avant de retourner à la boucherie.

La route a été longue depuis nos ancêtres des cavernes... les peaux de bêtes ont cédé leur place aux vêtements en tissu grâce aux millions d'esclaves inventant le blues et actuellement aux mêmes perdus « aux quatre coins du globe » ...

La route a été longue, a été droite même si la pente fut souvent forte...

Le Moyen Âge fut une période particulièrement rude... Tu naissais et la galère commençait, surtout si tu étais une fille... Née pauvre, tu avais une grande chance d'être abandonnée. De toute façon, seul un enfant sur trois atteignait son cinquième anniversaire. Rude période que le Moyen Âge ...

Août 2016, sur la chaîne d'émissions religieuses Al-Majd, le cheikh Abdallah Al-Daoud - un barbu saoudien - préconise de voiler intégralement les fillettes à partir de l'âge de deux ans pour éviter le harcèlement sexuel. « Si la fillette peut susciter un certain désir, ses parents doivent lui couvrir le visage et lui imposer le voile pour ne pas tenter les pervers » a estimé ce sombre fumier qui en a rajouté une couche : « La fillette peut tenter les agresseurs sans le savoir ».

Le Moyen Âge fut une période particulièrement rude... Leurs 5 ans révolus, les petites survivantes avaient alors deux ans de pseudo paix. Le temps de souffler un peu avant leurs fiançailles qui pouvaient avoir lieu dès leurs sept ans... Mais ça, c'était aux temps lointains de la sauvagerie admise...

Juillet 2016, le mollah afghan Mohammad Karim a été arrêté pour avoir enlevé et épousé une fillette de six ans. Agé d'une soixantaine d'année, ce sombre fumier a affirmé que la pauvre même lui avait été offerte par ses parents. Une « offrande religieuse » pendant le ramadan...

Le Moyen Âge, période sauvage... Guerre ou paix, les femmes et les jeunes filles vivaient sous la menace d'être violées. Comme cela semblait tout à fait normal, on ne disait pas « violer » mais « forcer ». Comme « forcer un enfant à finir ses épinards » ... Brassens, qui a fait son éducation dans une société patriarcale issue de cette période de mâles dominants, a commis ce passage honteux dans sa chanson « le Moyenâgeux » : « [...] Après une franche repue, / J'eusse aimé, toute honte bue, / Aller courir le cotillon / Sur les pas de François Villon, / Troussant la gueuse et la forçant / Au cimetière des Innocents, [...] ». No comment...

En 2007, l'Étatsunien Daryush Valizadeh étale sa testostérone dans son blog en faisant l'apologie du néo-masculinisme (pour la domination de l'homme sur la femme) sous le pseudo de Roosh V. En 2015, ce sombre fumier lance le mouvement « Return of the kings ». Roosh V. devient alors le maître étalon de la pensée phallocrate. Considérant que le consentement est

« un obstacle dérisoire », il conseille à ses adeptes « d'arrêter de demander la permission » pour « choper ». Ce pourri va même jusqu'à raconter ses parties de « chasse » en Islande : « J'ai réalisé à quel point elle était ivre. En Amérique, coucher avec elle aurait été du viol, puisqu'elle ne pouvait pas donner son consentement, mais je m'en foutais et n'ai pas hésité une seconde ». No comment...

Le Moyen Âge, période barbare... être femme à cette époque, c'est souvent être contrainte d'épouser, entre 13 et 20 ans, l'homme que son père aura choisi à sa place. La première nuit, le seigneur des lieux exercera son droit de cuissage. Pas un viol, juste une coutume, une tradition... Tradition lointaine d'une époque obscure.

De nos jours, quelque part dans le sud du Malawi sévissent des « hyènes ». Pour passer de l'enfance à l'âge adulte, les adolescentes doivent avoir des relations sexuelles avec ces charognards de mecs, payés pour violer. Le viol rituel est organisé par les parents de la victime et dure trois jours. Officiellement, Le kusasa fumbi, comme on l'appelle en langue chichewa, est interdit au Malawi depuis 2013. Officiellement... Les adolescentes doivent si soumettre pour éviter qu'une maladie ou un malheur va s'abattre sur leurs familles ou sur le village entier. Tout faux, un malawite sur dix est porteur du VIH, pour que la « hyène » fasse correctement ce que la coutume ose appeler un « nettoyage sexuel », elle ne doit pas se protéger, même se sachant séropositive...

Moyen Âge, temps reculés... Les rapports sexuels ne devaient avoir lieu que dans un but de reproduction. Les femmes ne devaient surtout pas avoir de plaisir. Leurs males (vue la différence d'âge, les femmes devaient souvent subir plusieurs époux), eux,



oubliaient les préceptes des curés. Leurs victimes n'avaient alors qu'à accepter ces viols « légitimes ». Le temps lointain de la sauvagerie...

Février 2014, Daryush Valizadeh (alias Roosh V) a défrayé la chronique en proposant, pour éradiquer le viol, de le légaliser dans le cadre privé : « Si le viol devient légal, une fille n'entrera plus jamais dans une chambre avec un homme qu'elle ne connaît pas à moins d'être absolument sûre qu'elle est prête à coucher avec lui ». No comment...

Au Moyen Âge, période bestiale, de nombreuses femmes, victimes de viol, se retrouvaient enceintes... À elles le déshonneur. Forcément, en ces temps arriérés et malsains, on les considérait comme responsables...

Entre 1992 -1995, au moins 20 000 femmes musulmanes ont été violées par les soldats serbes durant la guerre en Bosnie-Herzégovine. Bien tranquille au Vatican, le mec Karol Józef Wojtyła (alias Jean-Paul II) ne reconnaissait pas le droit à l'avortement pour les victimes : « Même dans une situation aussi douloureuse il faudra les aider à distinguer entre l'acte d'une violence méprisante, que leur ont fait subir des

hommes dont la raison et la conscience se sont égarées, et la réalité de nouveaux êtres humains qui sont venus à la lumière. Ces images de Dieu, ces nouvelles créatures devront être respectées et aimées de la même façon que tout autre membre de la famille humaine. » (Extrait d'une lettre envoyée par le pape à Vinko Puljic, archevêque de Sarajevo)

En 2009, au Vatican, le cardinal Giovanni Battista revole au secours de l'archevêque de Recife. Celui-ci a cru bon d'excommunier une fillette de 9 ans, sa mère et tout le corps médical ayant pratiqué une IVG sur la même qui était violée régulièrement par son beau-père et avait fini par tomber enceinte.

Le sombre fumier du Vatican avait justifié la sanction en déclarant que « le viol est moins grave que l'avortement » No comment...

Ou plutôt si : On n'oubliera pas les milliers de jeunes garçons, d'adolescents violés par des prêtres. Comme on n'oubliera pas non plus les milliers de jeunes garçons violés par des prédateurs de toutes confessions, de toutes positions sociales, de toutes origines.

Vous aurez compris que la mise en relation entre le Moyen Âge – période de l'histoire qui débuta avec le déclin de l'Empire romain d'Occident et se termina par la Renaissance et les Grandes découvertes – et l'époque actuelle n'a pour but que de relever une anomalie, une faille dans l'évolution... Connaissez-vous le tuatara ? Le tuatara ou sphénodon est un lézard de Nouvelle-Zélande souvent qualifié de « fossile vivant ». Il est juste resté quasiment le même au cours de son histoire entière. Soit la pacotille de 220 millions d'années...

Disons alors que le patriarcat est notre « tuatara » à nous. Bien installé dans les rites sociaux depuis la création des groupes sociaux. Ayant traversé toutes les époques sans encombre, le voici toujours bien vivant, toujours bandant...

Le darwinisme nous pousserait à croire que toute espèce évolue vers un mieux... tant que le patriarcat perdurera, nous ne pourrions nous satisfaire du stade atteint.

« [...] C'est depuis deux mille ans, je pense, / Qu'ils décapitent en silence / Les femmes d'ailleurs et de France, / Les z'hommes, / Z'ont abattu les Thibétaines, / Z'ont fricassé les Africaines, / Z'ont indigné les Indiennes, / Les z'hommes, / Z'ont mis le voile aux Algériennes, / La chasteté aux châtelaines / Et le tablier à Mémène / Les z'hommes...

Excusez-moi, mais ell' me gratte, / Ma pauvre peau de phalocrate, / Dans la région de la prostate / Des z'hommes, / Excusez-moi, mais je me tire, / Sans un regret, sans un soupir, / De votre maffia, votre empire / Des z'hommes, / A chacun sa révolution, / Aurais-je seulement des compagnons / Qui partagent l'indignation / D'un homme ? / A chacun sa révolution, / Aurais-je seulement des compagnons / Qui partagent l'indignation / D'un homme ? » (Henri Tachan « les z'hommes »)

Biscotte

Petites histoires d'amour dans la chaleur de nos foyers.

Et si nous revisitions un peu , chères sœurs de misère, ce fantasme romantique de l'homme aimant, protecteur, tendre, doux que l'on nous sert depuis des décennies, toujours aussi vivace dans notre imaginaire actuel, cette soupe indigeste agrémentée d'un ragoût religieux et patriarcal, dans laquelle nous infusions ad nauseam depuis notre plus tendre enfance, ce prince charmant, au final bien incapable de répondre à cet idéal, censé nous apporter un bonheur éternel, qui, pour la petite histoire, formaté lui-même à coups de représentations dites masculines, viriles, reposant sur un phallus symbolique tout puissant et ses valeurs de domination guerrière du vivant, corollaires à la violence mise en œuvre partout dans ce système inique, et s'appliquant en tout premier lieu sur le sexe désigné comme faible, c'est à dire le féminin.

Or, si l'on s'attarde un peu sur quelques chiffres-clés concernant les violences domestiques et sexuelles pour l'exercice 2017, début 2018, il apparaît clairement pour certaines d'entre nous, que le rêve se transforme rapidement en cauchemar :

S. - jeune femme d'une trentaine d'années - ressortissante européenne, érudite, épouse d'un notable local, bastonnée par son mari à coups de tisonnier, qui, pour échapper à son cauchemar, a ingéré certaines substances auxquelles elle était allergique. Ce geste lui a coûté la vie .

M. - quant à elle - s'est vue défenestrée par son conjoint, fou de rage, ne supportant pas que sa victime lui échappe et le quitte. Elle laisse un orphelin juvénile.

- 130 femmes assassinées par

leur (ex) partenaire officiel ou pas, soit une femme tous les 3 jours.

- 21 hommes tués, dont 16 auteurs de violences, par leur (ex) conjointe officielle ou pas.
- 25 infanticides recensés dans un climat de violence conjugale.

Que nous disent ces histoires dramatiques et ces premières statistiques sur la violence masculine dans le cadre familial ? (nous aborderons plus en avant les données sur les violences sexuelles sur les femmes majeures ou pas).

En tout premier lieu, il faut savoir que l'Europe s'est dotée d'un corpus législatif consistant en réponse à ces drames du quotidien (voir, entre autres, la Convention du Conseil de l'Europe, dite Convention d'Istanbul, sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, corpus législatif de 38 pages énumérant toutes les atteintes à l'intégrité du sexe féminin, et y apportant des solutions de toutes sortes).

Au niveau national, cette Convention a été ratifiée par la France le 4 Juillet 2014 et est entrée en vigueur le 1^{er} Novembre 2014.

Son exercice s'avère périlleux et décevant. Des entraves diverses, analysées plus loin, contrecarrent son efficacité.

Il en va de même pour les violences sexuelles :

- 86 % des victimes sont des femmes.
- 94 000 femmes sont majeures

- 9 sur 10 connaissent leur agresseur. 1 victime sur 10 porte plainte.
- 1 viol commis toutes les 7 minutes .
- Plus de la moitié des victimes répertoriées sont mineures, et certaines sont âgées de moins de 15 ans.
- 1 agression sur 3 a lieu dans le cadre familial.

L'histoire de A. reflète cette triste réalité . A. - 9 ans - passe la soirée seule en compagnie de son beau-père, sa mère travaillant à l'extérieur. Profitant de cette absence, ce substitut de père violente gravement l'enfant. Cette dernière saignant abondamment, son bourreau paniqué, récupère sa compagne au travail et dépose A. en compagnie de sa mère aux urgences d'un hôpital parisien.

L'enfant présente un état de sidération avancé, un sourire figé accroché à son visage et des saignements importants. Elle est prise en charge immédiatement par les soignants présents. Ils sont 4 à la maintenir afin que la gynécologue puisse, avec d'infinies précautions, l'examiner . Son intimité est déchirée, labourée, laminée. Elle subira en urgence une intervention chirurgicale réparatrice aux résultats très aléatoires, au regard de la meurtrissure de ses chairs, pour son avenir de femme.

Quant à son bourreau, il attendait patiemment dans sa voiture garée devant l'entrée des Urgences, en compagnie de la petite sœur de A. le retour de sa compagne, elle-même violée dans son enfance...

Au final, et pour clore ce chapitre de



données chiffrées ponctué de petites histoires sordides, seulement depuis le mois d'Octobre 2017 et le début du mouvement # me too#, le nombre déclaré de victimes de violences sexuelles a augmenté de 23 % sur une année, le nombre de femmes victimes, toutes formes de violences confondues, s'élevant - toujours sur une année (2017) - selon Amnesty International France, à 500 000.

Ces statistiques, si rébarbatives à étudier, nous invitent sérieusement à questionner la pérennité de ces violences.

Nous qui nous présentons comme une société progressiste sommes incapables d'inciter nos institutions, privées ou publiques, à une introspection salutaire et salvatrice.

La violence n'est pas une fatalité. Elle repose sur la responsabilité de chacun, chacune d'entre nous à la mettre en œuvre, à commencer par celle des mères, des grand-mères...

Ces dernières, écrasées par des schèmes de pensée patriarcaux immémoriaux, transmettent inconsciemment et en toute bonne foi à leur descendance féminine, des comportements, des discours stéréotypés, serviles et une absence totale d'esprit critique de cette servitude acceptée.

Certaines s'accommodent même des mutilations génitales au nom d'une tradition barbare, jamais questionnée

dans ce cas, Elles incitent leurs filles, quand elles ne les obligent pas, à les subir à leur tour.

Brisées par leur propre enfance, elles se trouvent dans l'incapacité de s'opposer à la domination masculine qui sévit dans leur milieu familial. Cette acceptation trouve dans l'ignorance crasse délibérée d'un pan de la population féminine un terreau qui lui est favorable. En effet, il s'avère que plus les femmes sont éduquées, plus elles se libèrent du carcan masculiniste, car plus aptes à l'introspection critique d'elles-mêmes et de leur environnement.

Conjointement, dans nos sociétés dites modernes, le retour à un obscurantisme religieux, compagnon de route préféré du machisme débridé, s'empresse de ré-emprisonner les femmes. Il les cache au regard public, leur instille une culpabilité de leur féminité soit disant responsable de la concupiscence masculine non réfrénée et transforme les hommes en victimes des nouvelles « Eve ».

Pratique, quand on veut s'exonérer de ses pulsions sexuelles immodérées !

Ce regain de conservatisme puant broie lentement les quelques souffles de liberté obtenues de haute lutte par les féministes : remise en cause de l'avortement, de la contraception, du travail des femmes, de leur intégrité physique, précarisation économique de plus en plus prégnante de la population féminine notamment celle qui élève seule un ou plusieurs enfants, tolérance bienveillante des violences masculines commises dans le cercle familial et/ou dans le cadre professionnel, tentation forte d'abaisser institutionnellement la majorité sexuelle des filles en dessous de 15 ans (affaire à suivre), stigmatisation dans l'espace public des femmes qui osent s'affranchir des codes vestimentaires conservateurs...

Pour exemple, un homme français sur cinq, et un homme américain sur trois pensent que les femmes « *exagèrent souvent les cas de viol ou de violences* » qu'elles rapportent (Le monde.fr 26 Novembre 2018). Ce à quoi nous répondons : « *A bove ante, ab asino retro, a stulto undique caveto.* » (Prends garde au bœuf par devant, à l'âne par derrière et à l'imbécilité par tous les cotés).

Nos institutions, quant à elles particulièrement policières et juridiques, s'em-
pêtrent dans des représentations

féminines d'un autre âge, ce qui réduit efficacement leur action.

A la lecture de certaines données chiffrées (ce sont les dernières, promis !), la réponse de ces pouvoirs régaliens n'atteint pas le niveau de nos espérances de reconnaissance :

- En 2017, 17 600 auteurs de féminicides et de violences physiques ont été sanctionnés (96 % sont des hommes) ainsi que 5700 auteurs de violences sexuelles.

Au regard du nombre total de victimes qui, rappelons-le, s'élève à 500 000 par an, ces mesures de rétorsion ressemblent fort à un saupoudrage pailleté. Ne prêchant pas non plus pour l'emprisonnement des individus, nous aurions pu espérer des pouvoirs publics, qui - pour le moment - tiennent les rênes de notre destinée, des mesures de salubrité publique (information, prévention, éducation, en outre, et cela dès le plus jeune âge).

Mais il s'avère que ces pouvoirs sont détenus par des humains, baignant eux aussi dans la même eau que leurs semblables, croupie de préjugés de genre obsolètes.

Quant aux moyens budgétaires mis à la disposition des bonnes volontés, ils s'avèrent très insuffisants, pour ne pas dire dérisoires : 79 millions d'euros alloués à cette cause au lieu des 506 millions préconisés par Le Haut Conseil à l'Égalité entre les hommes et les femmes.

Au vu de ces divers éléments et de la pérennité de ces violences, force est de constater que le patriarcat demeure le rejeton zélé du capitalisme.

Tout ce travail domestique gratuit fourni par les femmes ne grève pas son budget d'avare. Tout cet asservissement intentionnel de la moitié de la population humaine, à savoir les femmes, repose sur un raisonnement mortifère qui consiste à les maintenir en esclavage pour mieux les exploiter et à peu de frais.

Tout comme dans beaucoup d'autres domaines, ce système économique marchand, hégémonique, « bas du front », comme diraient certains, ne se projette pas dans un futur rayonnant. Bien au contraire. Il nous réifie moulinant nos cerveaux en une soupe dans laquelle s'agitent des spermatozoïdes surexcités en compétition et des ovocytes éteints. Il engendre

frustration et vide existentiels abyssaux, source de violences incoercibles dirigées principalement vers les plus fragiles physiologiquement, à savoir les femmes et les enfants. Il détériore nos connexions synaptiques favorisant ainsi une régression cognitive pourvoyeuse d'une acceptation plus ou moins consciente du fait violent à jamais haïssable.

Il oublie enfin qu'un monde sans condition féminine respectée se transformera en un cimetière dans lequel l'autre moitié de la population, à savoir les hommes, disparaîtra aussi.

Juste pour exemple : se référer au manque endémique de femmes dans certaines régions de la Chine, ou de l'Inde, dû à des habitus de féminicides séculaires.

Malgré cela, chères sœurs de misère et de luttes, ne désespérons pas !

Il existe une lame de fond, encore confidentielle, grosse de nos besoins et de nos désirs enfin considérés et comblés. Une lente prise de conscience se fait jour.

Certains hommes, y compris dans les sociétés traditionnelles, osent lever le voile de leur pudeur émotionnelle contrainte, et dévoilent la part féminine de leur être. Ils s'impliquent dans des combats féministes. Ils s'exposent dans toute leur plénitude et luttent ainsi contre des stéréotypes qui ne leur conviennent pas.

Quant à nous femmes, nous ne sommes pas en reste.

Certaines d'entre nous relèvent la tête et cela depuis plusieurs décennies et plus encore. Nous sommes minoritaires et efficaces. Nous balayons puissamment toutes ces forces d'asservissement patriarcale à l'œuvre et militons pour une reconnaissance de notre identité profonde et une égalité en droits jusque-là réservée aux hommes. Nous combattons sur tous les fronts : la liberté à disposer de nos corps, leur objectivation source de leur marchandisation et de leur hypersexualisation avilissante, le refus des mutilations génitales, la revendication à une même reconnaissance de droits dans le domaine professionnel notamment au niveau de la rémunération, le rejet des normes sociales appliquées aux femmes comme le jeûnisme, dans ce cas volonté délirante d'une jeunesse éternelle, et son cortège de méthodes

de rajeunissement (chirurgie esthétique, crèmes de jeunesse diverses et variées, maquillage définitif, épilation pubienne et axillaire, teintures capillaires ...) et de régimes amaigrissants qui fleurissent un peu partout dans la presse dite féminine. Et j'en passe... En particulier le corpus législatif consistant obtenu suite à des combats menés par les mouvements féministes pour lutter contre toutes les formes de violence ciblant le sexe féminin.

En résumé, l'éclosion sur notre belle planète bleue de multiples poches de résistance et de collectifs de femmes ne peut qu'augurer d'un avenir fécond, débarrassé de ses voiles ténébreux antérieurs non recoussés par notre action multipolaire.

En guise d'épilogue et pour conclure cet article sur une note d'espérance, je vous propose un poème, bouleversant, écrit par une femme de courage, de lumière, allégorie d'une forme de résistance à l'obscurantisme, en l'occurrence dans son cas politique, poème toujours malheureusement d'actualité pour certaines d'entre nous qui se battent pour exister dans des milieux ultra conservateurs :

- « *Je trahirai demain.* »

*Je trahirai demain, pas aujourd'hui
Aujourd'hui, arrachez-moi les ongles
Je ne trahirai pas !*

*Vous ne savez pas le bout de mon
courage.*

moi, je sais.

*Vous êtes cinq mains dures avec des
bagues.*

*Vous avez aux pieds des chaussures avec
des clous.*

Je trahirai demain. Pas aujourd'hui,

Demain.

Il me faut la nuit pour me résoudre.

Il ne me faut pas moins d'une nuit

Pour renier, pour abjurer, pour trahir.

Pour renier mes amis,

Pour abjurer le pain et le vin,

Pour trahir la vie,

pour mourir.

Je trahirai demain. pas aujourd'hui.

La lime est sous le carreau,

La lime n'est pas pour le bourreau,

La lime n'est pas pour le barreau,

Le lime est pour mon poignet.

Aujourd'hui, je n'ai rien à dire.

Je trahirai demain



Poème écrit en Novembre 1943 par Marianne Cohn (1922 – 1944), résistante allemande assassinée le 8 Juillet 1944.

Autorisons-nous à nous dépouiller de la sœur, de la compagne, de l'épouse, de la mère pour jouir enfin de cette liberté primale qui nous a été offert dès notre conception, à savoir une vie de femme à savourer juste pour elle-même.

Hommage à toutes les résistantes.

Odile, Individuelle Seine-et-Marne.

Références :

- <<SORCIERES la puissance invaincue des femmes.>> Mona Chollet. Septembre 2018. Editions ZONES.
- Stop-violences-femmes.gouv.fr
- Lettre n°13 de l'Observatoire national des violences faites aux femmes- synthèse pour l'année 2017.
- Le Monde.fr:<<Violences faites aux femmes : la tolérance sociale, principale alliée du scandale.>> Najat Vallaud-Belkacem . 26 Novembre 2018.
- L'Humanité.fr : <<Jour J contre les violences faites aux femmes, toutes et tous concernés.>> Daniel Roucoux . 25 Novembre 2018.
- Etc.

Amal



Mohamed Siam a tourné en Égypte durant six ans un documentaire-fiction à partir d'une rencontre avec Amal, adolescente de 14 ans, juste après les événements du Printemps arabe et des espoirs puis des tragédies de la place Tahrir. Amal est pleine de vie, espiègle, voudrait être considérée comme un homme, sort le soir, va dans les manifestations, harangue les policiers, les

nargue, fume, ne fait que ce qu'elle veut. On apprend qu'elle a perdu, bien trop jeune !, son père, et, son premier amour a été tué lors des manifestations. A partir de là, nous pouvons comprendre deux éléments structurants de ce film : les hommes sont hors-champ jusqu'à la fin et Amal poursuit une quête douloureuse, ne pas être seule. Elle va mûrir pendant ces six années dans cette Égypte post-révolutionnaire et revendique sans cesse sa liberté. « Elle cherche sa place, son identité et sa sexualité dans une société dominée par les hommes. Au fur et à mesure des années, on la voit se rendre compte que ses choix sont limités en tant que jeune femme dans un état policier Arabe ».

Le réalisateur a choisi cette jeune femme car elle absorbait les changements du pays, comme une éponge. Elle ne réfléchit qu'après avoir agi ou réagi en subissant des conséquences psychologiques et physiques. Il s'agit d'une de ces femmes fortes, qui résistent aux épreuves de leur vie. Il découvre à mi-chemin deux autres faits qu'il a intégré dans le film. Le premier fait, sur YouTube, c'est une gamine tirée par les cheveux sur plusieurs mètres, tabas-

sée sans arrêt par les policiers, c'est Amal à 15 ans. Elle en garde de lourdes cicatrices sur le corps et les avant-bras, sur le cuir chevelu car les cheveux ont été arrachés. Cette vidéo a fait le buzz en Égypte et dans tous les Printemps arabes. Le second, c'est que son père a filmé sa petite fille dès sa naissance, à chaque grand moment : premier bain, premiers pas, anniversaires, ... Avoir utilisé ces vidéos nous permet de comprendre que toute petite, elle était déjà pétillante et facétieuse.

Aujourd'hui entre les Frères musulmans et les militaires, quel avenir pour cette jeunesse des Printemps arabes : exil, soumission, prison, assassinat ? Et quand on est une femme, devenir mère et courber l'échine ? N'oublions pas que Amal veut dire « espoir » !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard
Co-animatrice de l'émission Femmes libres sur Radio libertaire

Amal est sorti en salle le 20 février 2019, et est soutenu par Justedoc.com/

Et pourtant elles dansent...

*Impose ta chance,
Serre ton bonheur,
Et va vers ton risque.
A te regarder, ils s'habitueront.*
René Char

Vincent Djinda a suivi pendant une année des femmes d'une association *Femmes en Luth* à Valence, dans la Drôme. Toutes ces femmes sont réfugiées en France : elles s'appellent Marie-Noëlle, Augustine, Aïcha, Zakia,

Abida, Gisèle, Odile, Emina, Lizana, Asyath, Glory ou Micheline, elles viennent de Centrafrique, de République démocratique du Congo, du Cameroun, du Kosovo ou de Tchétchénie...

Elles se confient sur les raisons qui les ont contraintes à quitter leurs pays, souvent pour leur survie, laissant parfois leurs proches, leurs enfants même, et leurs biens derrière elles. Portant le poids d'une culpabilité qui ne les quitte



pas, elles évoquent les violences subies, les tortures au travers de leurs témoignages, affichent leur courage et transmettent malgré tout un message de paix.

« *C'est dur de venir du Kosovo à cause de la guerre, des violences... et arriver en France, où c'est encore plus grave...* »

« *On a tout oublié, on voulait rester vivants.* »

« *La souffrance est venue comme une morsure.* »

« *On est toutes ensemble, on partage tout, les problèmes, les joies, bien sûr chacune a ses souffrances. Mais on se soutient toujours, on ne se laisse jamais.* »

Dans cet album graphique, l'auteur rapporte les paroles de chacune, il intervient en tant que dessinateur et scénariste : cela donne une authenticité aux propos de ces femmes qui évoquent tant de souffrances et de douleurs mais aussi tant d'incompréhension voire d'illégalisme quand elles sont face à la police ou à la justice.

Et pourtant, elles restent solidaires entre elles, et y compris vis-à-vis d'autres femmes et hommes, contre les expulsions, dans d'autres régions. Et pourtant, elles chantent, dansent, écrivent, peignent et sourient !

Hélène Hernandez
Emission Femmes libres sur Radio libertaire

Vincent Djinda, *Et pourtant elles dansent...*, Des ronds dans l'O, 2019.

L'interview de Marie Moinard, l'éditrice, et de Vincent Djinda, le dessinateur et scénariste, sera diffusée le mercredi 24 avril 2019 dans l'émission Femmes libres, 89.4, entre 18:30 et 20:30.

Chaud devant : Le nouveau Casse-rôle est sur le feu !

Le numéro 7 de Casse-rôle est sous presse. *Le Monde libertaire* en a reçu un exemplaire en primeur ! Un numéro passionnant qui vous propose :

En hors-d'œuvre une réflexion sur la double peine imposée au droit à l'avortement. « *En effet, aujourd'hui, loin des débats des années 1970, il apparaît discriminant que pour les actes d'avortement soit encore appliquée la double clause de conscience. Car, si pour tout acte médical, il existe déjà une clause de conscience, en maintenant une clause de conscience spécifique à la pratique de l'avortement, celle-ci se retrouve stigmatisée comme acte médical différent des autres* »...

En premier plat, l'article « Les parents étrangers d'enfants français : cibles et suspects » met en relief pourquoi la loi du 10 septembre 2018 « *pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie* », particulièrement mal nommée, se situe dans la continuité

de la restriction des droits des étrangers.

Pour le plat suivant, « A poil sinon rien ! » comme le suggère son titre, souligne pourquoi les historiens en faisant des Cléopâtre, Constance et autres Camille, des modèles d'épouses dévouées ou les héroïnes de belles et tragiques histoires d'amour, ont souvent oublié de dire qu'avant tout elles étaient... des artistes !

En dégustant le troisième plat, vous découvrirez pourquoi l'olympisme est le reflet de la société patriarcale ; un rappel des clauses de la convention d'Istanbul de mai 2011 sur la spécificité des violences faites aux femmes. Et comment MacDonal'd's a réussi à s'introduire en catimini au Salon du livre de la jeunesse de Montreuil.

Pour les fromages et dessert : un choix de diverses questions d'actualité concernant les femmes, sur l'aliéna-



tion, la GPA, les violences, la prévention autour de la prostitution, la précarité, enfin, les brèves et l'actualité littéraire...

Un numéro croustillant s'il en est, donc, à consommer sans modération...

P.S.

Une économie sans propriété est-elle possible ?

Un passionnant livre de Benoît Borrits vient de paraître aux éditions de La Découverte, intitulé *Au-delà de la propriété : pour une économie des communs*.

L'auteur s'interroge sur les alternatives à la propriété des moyens de production (et non pas de la propriété des biens personnels). Depuis longtemps, la question a été considérée comme un combat d'arrière-garde. Actuellement, le débat a refait surface en réaction aux dérives du capitalisme.

Au 20^{ème} siècle, toutes les tentatives de dépassement de la propriété des moyens de production se sont soldées par un échec, pour une raison très simple, c'est que ces expériences n'ont pas voulu abolir la propriété. Les expériences de coopératives et des mutuelles gardaient l'aspect privé de ces propriétés. Quand on est extérieur à ces mutuelles, il s'agit d'une propriété privée. Ces échecs sont attribués à la notion même de propriété, qui est par nature excluante et centralisatrice. Les socialistes du 19^{ème} siècle, dont Jean Jaurès fait figure de proue du socialisme français, vénèrent l'idée des coopératives pensées comme outil de démocratie productive ouvrière. En revanche, ils présument que ces coopératives doivent rester la propriété de l'état.

L'expérience soviétique représente la meilleure illustration de cette vision étatiste de la propriété. Les dérives de cette expérience sont connues : une bureaucratie sclérosante et paralysante, l'accaparement de la propriété par l'état qui planifie la production, laissant les travailleurs en position subordonnée comme dans les entreprises capitalistes. A ce propos, l'expérience yougoslave en rupture avec le Stalinsme, montre bien les avantages et les limites de ce genre d'ex-

périences de dépassement de la propriété des moyens de production. Au début, l'état yougoslave était le principal propriétaire, il s'ensuivit une phase d'autogestion. Dans les années 50-60, les travailleurs yougoslaves ont formé des collectifs de travail en cogestion, avec des résultats économiques impressionnants. Dans l'ordre des choses, les travailleurs ont demandé plus d'autogestion. Or l'état yougoslave ne voulant pas abandonner les manettes de l'économie, va répondre par un socialisme de marché et une autonomie des entreprises. C'est ainsi que la Yougoslavie est entrée dans le système capitaliste avec toutes ses dérives et ses impasses.

« Proudhon envisageait la non propriété pas forcément par la possession des moyens de production mais surtout par le fait que tout le monde peut y accéder. »

L'auteur propose plusieurs pistes pour dépasser la propriété des moyens de production parmi lesquelles les cotisations sociales et la dette. Son idée consiste à s'intéresser au passif de l'entreprise, en l'occurrence l'endettement, n'est pas récente. Dès 1848, Proudhon imagine une « banque du peuple » : un crédit mutuel et gratuit qui donnerait la possibilité aux travailleurs de posséder le capital afin de s'affranchir des propriétaires. Il rappelle que Proudhon envisageait la non-propriété pas forcément par la possession des moyens de production, mais surtout par le fait que tout le monde peut y accéder. Le rapport du créancier à l'entreprise est différent du rapport du propriétaire à l'entreprise. Le propriétaire dirige et est actionnaire, alors que le créancier ne dirige pas l'entreprise mais attend des intérêts et le retour des sommes. L'idée d'endetter les entreprises vis-à-vis du secteur financier paraît rebutante pour certains.

Constituer un secteur financier socialisé en charge de financer l'ensemble des entreprises dans la totalité de leurs actifs, pourrait faire disparaître la notion de fonds propres et donc la notion de propriété, toujours selon l'auteur. Le 20^{ème} siècle apporte avec lui des nouveautés qui permettent d'envisager la suppression de la propriété productive : les cotisations sociales, car elles remettent en cause le régime de la propriété par l'imposition de règles de distribution des revenus, et le financement des actifs des entreprises par endettement, car il ouvre la voie à la disparition des fonds propres. L'auteur suggère de dépasser les coopératives en proposant que les citoyens s'érigent en commun et de constituer un commun social et géographique. Ce commun sociogéographique peut concerner une région, un pays, etc. Il préconise une démocratie ouvrière permettant de se prononcer sur les grandes orientations économiques et la création de banques autogérées par leurs travailleurs.

Le grand débat reste celui des rémunérations, les idées dans ce sens foisonnent du revenu universel, aux cotisations sociales qui de facto contestent la notion de propriété, allant jusqu'à Bernard Friot qui préconise un salaire à vie. Malheureusement, Le capitalisme et les actionnaires veulent nous interdire ce débat.

Wassef



L'autogestion en chantier

Gerogi F., 2018, *L'autogestion en chantier, les gauches françaises et le « modèle » yougoslave (1948-1981)*, Nancy, Arbre bleu éditions, disponible à Publico 32 euros.

C'est le titre de l'ambitieux ouvrage de Frank Georgi qui tente une histoire globale de l'autogestion et dont le sous-titre précise l'objet de la recherche historique, à savoir *les gauches françaises et le « modèle » yougoslave (1948-1981)*. Impossible de résumer en quelques milliers de signes une telle somme (520 pages). Je me contenterai d'en souligner quelques aspects. F. Georgi souligne la multiplicité des usages et des conceptions de l'autogestion, des libertaires aux chrétiens de gauche. Multiplicité qui conduit certains anarchistes à préférer au terme « autogestion » les termes de gestion directe. Il souligne aussi la dimension internationale du projet autogestionnaire qui dépasse de loin le seul hexagone même si selon les lieux les vocables utilisés pour la désigner varient sensiblement. Pour autant, les libertaires, même s'ils n'en sont pas les seuls inventeurs, furent toujours aux avant-postes de cette organisation sociale et économique. L'auteur rappelle en effet que déjà Proudhon (p.29), les communards anti-autoritaires, Bakounine et Pelloutier en énonçaient les principes et désignaient l'autogestion sous le terme de *self-government* emprunté à la littérature anglo-saxonne. Le terme autogestion apparaît, semble-t-il, pour la première fois dans le discours du vieux communard Edouard Vaillant au congrès socialiste de Nîmes en 1910 avant de quasi disparaître du vocabulaire. Il ne revint de fait qu'à partir de 1957 pour évoquer la dissidence socialiste de Tito en Yougoslavie puis les expériences algériennes avant de se diffuser largement parmi les gauches en France dans l'après 1968.

Suite à cela Frank Georgi revient sur l'expérimentation « autogestionnaire » étatique en Yougoslavie, l'illusion du mouvement trotskiste sur la réalité « so-

cialiste » de cette dernière et sa diffusion dans l'hexagone. Quant aux anarchistes sans être totalement hostiles dans un premier temps à l'expérience, ils furent persuadés dès 1950 suite au voyage de l'un d'entre eux au pays de Tito, Joë Lanen, qu'il s'agissait d'une « fumisterie » (p.115). Les militants de Socialisme ou Barbarie conclurent eux aussi très tôt à une « mystification » (p.120).

Les staliniens du Parti communiste ne virent dans l'évolution yougoslave qu'une dérive trosko-fasciste de la « pureté » marxiste-léniniste et l'occasion d'une nouvelle purge supposés de cadres dissidents accusés à tort ou à raison de l'infamant qualificatif de « titiste ». La CGT aux ordres suivra le même chemin jusqu'à la même volte-face en 1955 visant à une réconciliation des frères ennemis imposée par le « camarade » suite à la mort de Staline.

Dans les années 1960, deux revues vont engager la réflexion et des analyses sur l'autogestion, la revue *Noir et Rouge* directement issue du mouvement libertaire et la revue *Autogestion* à l'empan idéologique plus large. Dans le même temps deux organisations s'emparèrent de la question le PSU et la CFTC bientôt transformée en CFDT.

Autour des événements de Mai 1968, toute la « gauche » devise sur l'autogestion y compris les étudiants les plus radicaux. Notons toutefois que dans quasiment aucune usine occupée, les ouvriers décideront de remettre en route la production. Seules quelques universités adopteront celle-ci dans le cadre de leur gestion autonome et de contestation. Certains étudiants, parmi les plus radicaux, déclaraient tout de go « pour nous l'établissement d'une société sans classe passe d'abord par l'autogestion » (p.319), moyen unique de « détruire le pouvoir sans le prendre » » (p.326). En 1970 de son côté la CFDT lors de son congrès confédéral adopte non sans une longue réflexion et de nombreux débats le principe de « l'autogestion de l'entreprise et [de l'] autogestion sociale » (p.344). Dans

la foulée, le PS aussi s'emparera aussi du terme sans d'ailleurs le mettre à l'épreuve dans son propre fonctionnement. Enfin le PC dans les années 1975-1980 finira par accepter son principe... en bref une autogestion à toutes les sauces et de toutes nuances mais presque toujours pensée par le haut et fonctionnant conjointement avec le pouvoir d'État et le « parti ». Malgré ses interprétations multiples, il est évident que l'autogestion fut un attracteur puissant et un mythe mobilisateur essentiel des années 1950 à 1980 s'inspirant peu ou prou du « modèle » yougoslave. Après, tous ou presque, l'abandonnèrent et revinrent à de plus classiques schémas autoritaires. L'ouvrage de Frank Georgi nous livre les milles facettes et de longs développements sur l'autogestion et nous permet de mieux cerner ses potentiels et ses contradictions au travers de sources riches et variées. Donc à lire absolument pour tous ceux/celles qui s'intéressent à l'attrait et aux pratiques de l'autogestion tant du point de vue de son histoire et que de celui de son actualité.

Reste la force de l'idée d'autogestion qu'il convient de se réapproprier et à mon sens de toujours développer à condition toutefois, de veiller comme en Espagne entre 1936-1939 lors des collectivisations, qu'elle soit auto-portée par les « travailleurs eux-mêmes » et sans compromis. En bref, de faire en sorte qu'elle soit sociale et libertaire afin qu'elle demeure un horizon, un autre futur ou comme le propose la dernière ligne de l'ouvrage une « terre d'expérience » (p.473) voire d'espérance.

Hugues
Groupe Commune de paris



Grand nettoyage de printemps ouvert à toutes et tous !

Ah ! Le printemps ! Enfin !

J'aime cette saison. C'est l'heure où la lumière revient et couvre la terre de ses chaudes couleurs, l'heure où les ursidés comme moi sortent de la grotte où ils hivernaient pour aller goûter les frais pâturages de la vie, celle de planter ses premières graines de cannabis dans le jardin, l'heure des premiers barbecues, des premiers bourgeons, de regarder avec émotion les petits animaux se cavalier les uns au cul des autres... c'est la saison, aussi, où je me suis fait réopérer pour la dernière fois, et me suis vu pour la première fois, rose à mon réveil. C'est une saison pour aimer, pour renaître, ou pour changer de vie. Le printemps, pour moi, est une fête !

Et cette année, vois-tu, cela me met dans une telle pêche, que j'ai eu envie déménager, changer de région pour la Bretagne, à défaut de devoir bientôt changer de pays, voire de planète. Et même si c'est hyper fatigant, je dois dire qu'on ne déménage jamais assez. On devrait déménager plus souvent. Alexandre Romanès avait raison quand il disait sur une chaîne de TV que lorsqu'on est nomade, on est plus pacifiste, à l'exemple du peuple sinti, si tu es mal accueilli quelque part, allez hop, tu te barres ailleurs !

Et puis, cette année, je ne sais pas pour toi, mais j'ai de plus en plus envie, que dis-je, de plus en plus besoin de faire un grand nettoyage de printemps et d'y inviter toutes les copines et les copains. D'assainir l'atmosphère, d'exterminer la vermine, de balancer les vieilleries.

Celles qui sentent le mois, pleines de poussière, qui me ralentissent ou m'étouffent. Pardon, nous ralentissent et nous étouffent.

Tiens, on devrait tous faire ça ! Un grand nettoyage de printemps ! Et je ne parle pas de balancer quelques vieux papiers, quelques antédiluviennes reliques comme l'urne funéraire de ton grand-père ou les vieux t-shirts troués qui étaient déjà trop petits pour toi quand tu étais ado. Non, je parle là d'un grand nettoyage de printemps libertaire. De se débarrasser une bonne fois pour toutes des vieux relents dégueulasses qui gangrènent notre mouvement alors qu'ils n'ont rien à y foutre pour quiconque du moins est étreint d'émotion à la moindre évocation du mot « liberté », comme le sexisme dit gentillet, l'eugénisme caché, l'homophobie à peine dissimulée, le racisme latent, ou le mysticisme béat, qui nous pourrissent la vie quotidiennement et pour lesquels on ne dit jamais rien pour pas vexer le copain ou la copine, ou parce qu'on se sent coupable de penser à mal. Mais être anarchiste, c'est être responsable, non ? Et quand on a confiance en l'autre, on peut tout lui dire, non ?

Allez hop ! Aux chiottes, la saleté discriminante ! Nous ne pouvons plus, nous ne devons plus comprendre, accepter, que les femmes, les homosexuels, les migrants, les noirs, les handicapés, ou les enfants soient encore trop invisibilités, réduits au silence dans notre propre maison. Ras le bol

d'entendre qu'il y a plus urgent comme lutte à chaque fois que tu fais part au groupe des humiliations insensées dont tu fais l'objet en son sein par quelques camarades qui se sentent intouchables parce que personne ne leur dit rien. Kate, qui comme tu le sais certainement, m'accompagne depuis quelques années et va boucler ses valises pour partir avec moi faire un petit tour de France des copains pour faire connaître ses écrits, me souffle par-dessus mon épaule :

« C'est en agitant les questions, toutes les questions, que l'homme est amené à penser, à discuter, puis à agir. Sans agitation, le progrès, l'avancement des idées est impossible, car la masse du peuple est peu encline à abandonner de vieux us, de vieilles coutumes. Ce n'est que par la répétition constante, continue d'idées nouvelles que la masse finit par adopter d'abord une attitude tolérante, qui se change à la longue seulement en une acceptation définitive et pratique. Nous n'avons qu'à faire un retour sur nous-mêmes, pour reconnaître immédiatement combien nous sommes redevables de ce que nous sommes aux agitateurs, aux propagandistes. Si nous n'avions jamais entendu nous-mêmes des voix criant dans le désert, des voix qui nous ont donné force, courage et espérance, combien d'entre-nous seraient aujourd'hui dans les rangs avancés de la révolution ? Bien peu, je le crains, car ils sont rares et clairsemés, ceux qui ont le courage de désert, par le seul effort de leur volonté propre, les sentiers battus de leurs aînés ! »

Tu as raison, Kate ! Nous devons nous

aussi désertent certains sentiers battus de nos aînés et qui sentent le roussi. Y compris chez nous, parmi les anars. Tu ne trouves pas toi non plus qu'elle ait raison, Kate ?

« *La Liberté en toutes choses, liberté de vivre et liberté d'aimer, tel doit être le mot d'ordre des anarchistes !* » s'enflamme-t-elle passionnément, notre Kate. Tu as raison, ma Kate, ils t'ont entendu les copains, ne t'inquiète pas ! Hein, que tu l'as entendu, Kate ? Que vous l'avez tous entendu ? Tu vois ! Ne t'inquiète pas Kate, on va finalement finir par tous s'y mettre à le faire, Kate, ce grand nettoyage de printemps libertaire et salvateur pour notre mouvement. On va s'en débarrasser des vieux relents dégueulasses qui nous polluent l'atmosphère et nous pourrissent la vie. Et le racisme même latent, même sous cou-

vert d'antiracisme, le différentialisme, l'essentialisme ; mais aussi le validisme, l'eugénisme ; le sexisme crasse ; l'homophobie honteuse ; le virilisme des esprits faibles, n'ont rien à foutre dans notre mouvement et ne seront bientôt qu'un vieux souvenir, d'une autre époque, d'un autre temps.

Alors ! Qu'en penses-tu ? On s'y met tous avec Kate, Emma, Louise, Voltairine, Lucia, He Yin, Kaneko, Kanno, Lucy, Julia et toutes et tous les autres, pour ce grand nettoyage de printemps libertaire et salvateur ?

Pour que vive l'Anarchie ! Et comme dirait notre vieux copain Albert pour « que crève ce vieux monde ! »

P.S : Kate et moi te donnons RDV à Publico, fais de la place dans tes éta-

gères... tu peux virer par exemple le pornographe du vieux Proudhon, il ne te servira plus à rien !

Aurélien Roulland, *Kate Austin, Paysanne Anarchiste et Féministe*, Editions du Monde Libertaire, 2019, : 10 euros.



F I C H E D E L E C T U R E

La classe ouvrière ira au paradis.

Petit livret de poésie prolétarienne , au titre accrocheur , à l'écriture suave , fluide et affichant une simplicité de vocabulaire le rendant accessible à tous. Il se décline sous différents thèmes (femmes , amour , position sociale , écologie , et bien d'autres). Il évite les empilements de métaphores obscures , qui écrasent sous leur épaisseur nombre de signifiants de départ , les rendant abscons ,ceci pour le plus grand plaisir de ses lecteurs ,lectrices tout du moins certains,certaines . Il recèle dans ses vers des réminiscences , d'enfance , de confiseries diverses et variées , des bouffées de grand vent marin , mais aussi un engagement politique appuyé (voir « Lettre au nou-

veau président », « La classe ouvrière ira au paradis », « Debout »). Il émane aussi de ces petits textes un romantisme assumé , qui incite , pour ceux , celles qui y sont sensibles , à la libération de leur imaginaire fertile. Sa lecture met en bouche un goût de bonheur sucré , nous parfume d' une fragrance de cœur qui bat la chamade et nous enrobe d'un manteau tissé d'arcs en ciel émotionnels plus lumineux les uns que les autres. En résumé , œuvre littéraire , modeste certes , quelquefois fantasmagorique , voire panthéiste très à la marge , qui dévoile un talent certain de l'auteur , qui nous incite à lui recommander de produire une suite qui , n'en doutons

pas, ne peut qu'être prometteuse d'un moment poétique délicieux.

Odile Individuelle 77.

« *La classe ouvrière ira au paradis* ». Léo. 83 pages. Éditions Du Net.

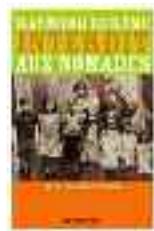


Ce mois-ci le ML a lu, a vu et a aimé...



Honneur ton fils – Un noir libertaire

Les *Éditions du Monde libertaire* viennent de publier le tome 1 d'une « trilogie de la Fureur ». Et c'est bien de fureur dont il s'agit dans *Honneur ton fils* (2). Ce petit volume démarre très fort. Sur un double meurtre. Les violences commises par les assassins sont d'un réalisme cinglant, à tel point que les premiers chapitres passés, on n'a qu'une envie : celle de dire Stop ! Or, c'est justement ce « stop » que refuse l'auteur, Claudio Taccioli à son héros, Ferro le père du jeune homme assassiné et à la famille albanaise de la jeune fille, la seconde victime. Nous allons donc tout d'abord, en compagnie de l'anarchiste Ferro spécialement retourné en Italie et des Albains qui ont déjà connu trop d'horreurs, essayer de comprendre ce qui a conduit à ce double meurtre plus qu'odieux. Nous voici alors entraînés dans les arcanes glauques d'une cité italienne rongée par les exactions d'une mafia bien organisée et toute puissante qui se croit maîtresse des choses et des êtres humains en les achetant, mais... Ce serait sans compter avec la vengeance de ceux qui ont perdu des êtres chers et qui ne cherchent qu'à honorer leurs morts, la violence n'entraînant que la violence. Un polar fort qui nous fait beaucoup réfléchir. Monica Jornet qui l'a traduit de l'italien a visiblement essayé d'en respecter la formulation au détriment parfois de la syntaxe française pour en garder l'esprit. Pari gagné.



Raymond Gurême, *Le dernier des Mohicans tziganes*

L'association du 24 août 1944, d'autres assocs et des camarades de la FA organisaient en novembre dernier deux jours de conférences autour du thème *France terre d'accueil entre mythe et réalité*, Place des Fêtes à Paris. A cette occasion, nous avons eu le plaisir d'écouter Raymond Gurême raconter, entre humour, gouaille et révolte son histoire. Une histoire plutôt tragique que comique puisqu'il s'agit de la traque des tziganes sous le gouvernement de Vichy, jusqu'en 1946 et leur envoi en camp de concentration dont il est un des rares survivants. Une page occultée de l'histoire de France que son livre (4) nous fait revivre. Son histoire commence en 1925 en Seine-et-Marne. Il est né dans une roulotte, comme ses ancêtres - français et itinérants depuis des générations. Raymond raconte ensuite son enfance magique dans le cirque familial et les projections de cinéma muet. « Une époque où les gens ne nous prenaient pas comme des voleurs de poules »... Puis, c'est la guerre et arrive le 6 avril 1940. Le président français Albert Lebrun signe un décret interdisant la circulation des nomades pour toute la durée de la guerre et les assignant à résidence. En octobre suit une ordonnance allemande qui décrète l'internement des Tziganes en zone occupée dans des camps placés sous la respon-

sabilité de policiers et gendarmes français. Raymond se retrouve avec 200 Tziganes, hommes, femmes et enfants au camp de Linas-Montlhéry. Il s'évade une première fois en 1941. Il rejoint la Bretagne. Après bien des péripéties dans la France occupée, il s'engage dans la résistance, est condamné et envoyé comme travailleur volontaire en Allemagne où il est enfermé en camp disciplinaire, puis à la prison de Francfort et au camp de haute discipline d'Oberürsel. A chaque fois, il parvient à s'échapper, à sauver sa vie et retourner en France pour rejoindre la résistance et participer à la Libération de Paris. L'Après-guerre est amer, mais ceci est une autre histoire. Une histoire que Raymond raconte avec passion et une distance surprenante, son refus de porter une médaille de résistant qu'on a fini par lui accorder, alors qu'elle lui avait été plusieurs fois refusée comme ancien déporté sous le prétexte qu'il s'était évadé ! Et ceci n'est pas la moindre des anecdotes à découvrir dans son superbe témoignage.

Patrick Schindler du groupe Botul de la Fédération anarchiste

- (1) Claudio Taccioli, *Honneur ton Fils*, Editions du Monde libertaire, 14 €
- (2) *Interdit aux Tziganes*, Raymond Gurême avec Isabelle Lignier, éd. Calman Lévy, 17€25

Ces ouvrages sont disponibles à la Librairie Publico - 145 rue Amelot 75011 Paris

Abolir la prison ?

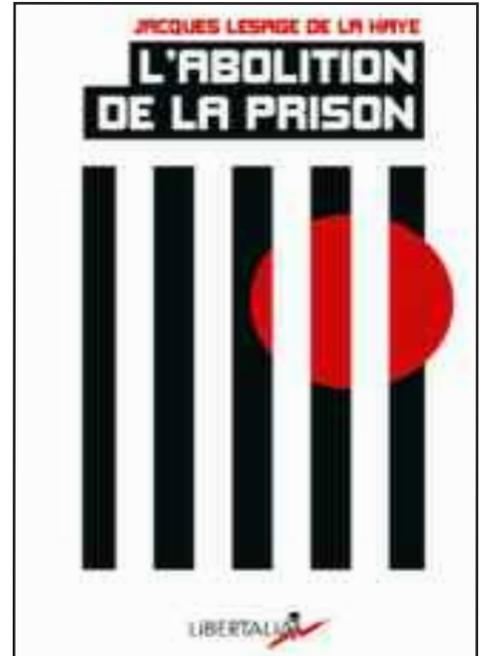
Les bonnes raisons de lire le dernier livre de Jacques Lesage de La Haye « L'Abolition de la prison » (*) sont multiples. Il en est pourtant une que je tiens personnellement pour majeure. Elle contribue à nous déniaiser, à nous libérer des lieux communs, des idées préconçues et du lavage de cerveaux savamment organisé par celles et ceux qui s'y entendent à merveille pour gouverner les esprits. Donc, au passage, pour nous empêcher de réfléchir sereinement et sans *a priori* aux conditions de vie d'une grande partie des citoyens et, notamment, des citoyens incarcérés dans les geôles républicaines françaises, incessamment dénoncées par l'Union Européenne pour les conditions de détention qui avoisinent encore trop souvent celles que l'on rencontre le plus souvent dans des pays aux convictions humanitaires pour le moins douteuses.

Si encore la prison se montrait efficace en matière d'éradication de la délinquance et de la criminalité, nous pourrions peut-être, en fermant les yeux (au prix d'une entorse à l'humanité la plus élémentaire) lui dénicher finalement une dimension sociale favorable à la vie en collectivité. Hélas pour la collectivité et l'apaisement des conflits d'intérêt entre les individus, qui se révèlent le plus souvent à l'origine des actes délictueux, il n'en est strictement rien. Et Jacques Lesage de La Haye, s'attelle avec la sagesse et l'intelligence d'un homme qui connaît ce

sujet par cœur, ne serait-ce que pour avoir lui-même goûté aux cachots de la République et pour animer depuis plusieurs années une émission anticarcérale hebdomadaire « Ras les Murs » tous les mercredis soir sur Radio Libertaire (89.4 FM).

Cette expérience humaine lui permet de nous éclairer avec intelligence sur les véritables raisons d'être des prisons. Pas plus que les galères, la roue, le bagne, voire la guillotine, la prison n'aboutit aux effets escomptés par celles et ceux qui songent, bien au contraire, à en augmenter sempiternellement le nombre, quitte à continuer de se tromper et de tromper les citoyens abusés par une rhétorique répressive et illusoire, que Jacques Lesage de La Haye dénonce avec la justesse et la liberté de ton qui conviennent à de tels errements sociaux.

En fait, l'aberrante et inutile politique carcérale dénoncée avec détermination par l'auteur rappelle en de nombreux points la devise ô combien stupide (certainement concoctée par des individus tout aussi inconséquents que les tenants du tout carcéral). À savoir : « si nous voulons la paix, il faut préparer la guerre. » Résultat, nous n'avons jamais cessé de faire autant la guerre. Construisons donc de plus en plus de prisons et nous aurons de plus en plus de détenus.



À tout dire, il serait souhaitable et fructueux pour la société que les responsables de notre étrange République éprouvent au plus vite le besoin de s'inspirer de cet ouvrage salutaire à plus d'un titre.

Lisez donc ce livre. Il ne vaut pas très cher mais il vaut le coup !

Serge Livrozet

* *L'Abolition de la prison*, Édition Libertalia, 188 pages, 8 euros
 Disponible à la Librairie Publico (145 Rue Amelot, Paris 11)
 et sur son site ()
 ISBN : 9782377290741

Mémoires d'une communarde mais pas seulement !!

Encore un livre sur la Commune de Paris ! N'a-t-on pas déjà tout dit et tout écrit sur ces 72 jours du printemps 1871 ? Justement les *Souvenirs d'une morte vivante* de Victorine Brocher ne se limitent pas à ces quelques jours mythiques. Paroles de femme, paroles de famille républicaine, paroles de témoin. Voilà la force de ce livre ! Les ouvrages écrits de nos jours ont l'avantage d'embrasser plus largement ou de faire œuvre de synthèse pour mieux mesurer l'impact de la Commune. Mais le récit d'une femme du peuple, de ce peuple républicain qui se soulève contre les Prussiens, la réaction bourgeoise, pour les franchises parisiennes, donne une chaleur humaine et militante et invite le lecteur dans les réunions, les logements insalubres, les rues étroites, les cimetières, sur les barricades. Vous êtes au fort d'Issy, les Versaillais attaquent, et vous vous enthousiasmez avec ces fédérés, vous aurez peur et vous serez traqués dans les rues de Belleville et d'Haxo. La force de ceux qui y étaient, les témoins.

Lors de la première édition de l'ouvrage, l'autrice a préféré signer Victorine B. cachant son nom alors que l'amnistie était votée depuis 1880, par crainte de représailles et par respect pour ceux qui sont morts sur les barricades. Elle existe et elle s'efface. Lucien Descaves, anarchiste, membre de l'Académie Goncourt, l'invite même à publier en Suisse car il est encore mal vu en 1909 de rappeler les faits et les souffrances. Pourtant c'est lui qui préface cette première édition et qui se consacrera à la mémoire de ces hommes et ces femmes qui se battirent pour une république sociale notamment par la publication de son livre *Philémon* dont nous reparlerons un autre jour.

La république en héritage

Victorine Brocher ne se limite pas à la Commune de Paris. Issue d'une famille républicaine, un père franc-maçon, elle connut 1848 et la répression dont le peuple parisien, celui des faubourgs, de Saint Antoine à Poissonnière, fit l'objet en juin, le coup d'État de 1851, encore la répression même en province, l'exil, les familles séparées ; son père qui part pour Bruxelles.

L'ouvrage est mixte, il témoigne de faits historiques mais aussi de la vie d'une femme du siècle. Les pages consacrées à la mort de son premier enfant sont extrêmement poignantes et montrent la souffrance des gens démunis pour qui l'achat d'un médicament était impossible.

Témoin de la vie quotidienne, l'ouvrage contient nombre d'anecdotes comme l'origine du mot godillot. Victorine Brocher nous fait vivre les ambiances de rue, les émeutes, les scènes de guerre, le froid qui tue sur les remparts, les fusillades mais aussi les moments de joie intense comme le 26 mars, jour de la proclamation de la Commune, à l'instar de Jules Vallès.

Disposant d'une conscience politique, elle mesure le hiatus entre les politiciens et le peuple, le 4 septembre 1870. « *Malheureusement, ces hommes aimés du peuple n'ont pas compris ce peuple ; ils s'étaient servis de lui comme d'un marchepied pour monter au pouvoir, sans jamais essayer de comprendre le sentiment populaire, ni la nécessité du moment ; ce fut un grand malheur* ».

Les pages relatives au siège de 1870 sont insoutenables, les habitants meurent de faim et de froid. On sert des

pâtés de souris avec la peau et la queue, en novembre 1870, on tue l'éléphant du Jardin des plantes pour les tables fortunées. Le gigot de chien se vend 6 francs la livre. « *Ce jour-là, j'eus encore une surprise, on m'envoya un magnifique lapin, tout préparé à la sauce aux champignons, qui m'était offert par quelqu'un du faubourg Saint-Germain. [...] Quelques jours plus tard, j'appris que ce lapin était un chat et qu'il avait été acheté au marché Saint-Germain, qu'il avait coûté 20 francs* ».

En janvier 1871, certains secteurs de Paris sont touchés par les obus prussiens ce qui démontre que les dégâts étaient antérieurs à la Commune.

« Si belle à son aurore »

Le 18 mars 1871 qui marque le retrait de Thiers, son gouvernement et ses troupes en direction de Versailles, montre l'absence de réaction des fédérés et le début de la Commune mais aussi de son échec programmé selon Victorine : « *La journée du 18 mars, si belle à son aurore, était vaincue d'ores et déjà au déclin du jour. L'insuccès de la révolution est tout entier dans cette journée qui promettait tant* ». Pourtant Victorine rejoindra un régiment et assumera des fonctions d'infirmière, de cantinière sur le front ouest,

La rentrée des Versaillais dans Paris marque le début de la Semaine sanglante avec les tueries, les chasses aux communards, les trahisons, la veulerie de ceux qui attendaient pour applaudir et participer au massacre. Elle sera dans les derniers secteurs au-dessus du Père Lachaise, vers le Pré Saint-Gervais. « *Le rêve achevé, la chasse à l'homme commence ! Arrestations ! Massacres !* »

Quelques mois à Paris pour retrouver

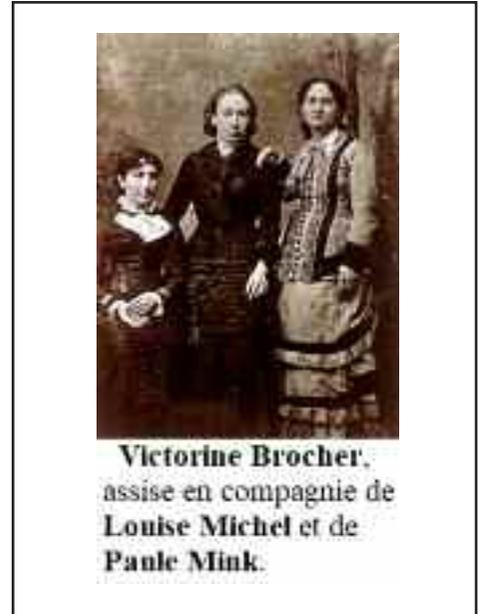
sa mère, éprouver la fidélité de quelques connaissances, mesurer la haine d'autres qui la croient morte car on a fusillé une personne qui lui ressemble, d'où le titre du livre. Puis la fuite en Suisse. « *Enfin, j'étais sur la terre d'exil ! Voici comment la France d'alors récompensa ses défenseurs* ».

Son livre constitue une œuvre de réhabilitation pour ces défenseurs de la République. Elle tient la plume et elle s'efface. Elle montre des femmes dans la Commune, elle n'est pas féministe mais défend sa place de combattante républicaine. Comme elle l'indique, elle n'intègre pas le mouvement féministe même si elle connaît Nathalie Lemel et bien sûr Louise Michel qui le mentionnera aussi dans son livre sur la

Commune. Avant la Commune, elle fréquente l'Association internationale des travailleurs, l'AIT, mais pendant les 72 jours elle est républicaine pour sauver l'essentiel.

Après 1871, elle se rapproche de la sensibilité anarchiste, d'Elisée Reclus, de Pierre Kropotkine, de Louise Michel. Cette petite femme, comme la montre une photo dans l'ouvrage, a construit un magnifique témoignage sur le monde ouvrier parisien du XIX^{ème} siècle.

Souvenirs d'une morte vivante Victorine Brocher Ed. Libertalia, 2017



Victorine Brocher, assise en compagnie de Louise Michel et de Paule Mink.

Pour un anarchisme du XXI^{ème} siècle.

“Per un anarchismo del XXI secolo”, traduction de notre ouvrage, “Pour un anarchisme du XXI^o siècle” publié en juillet et réédité en octobre par les EdML (toujours en vente à la librairie Publico), vient d’être publié en italien grâce à une collaboration des Editions du Monde Libertaire avec Pippo Gurrieri de Sicilia Libertaria, que je remercie vivement.

L’entraide entre nos fédérations de l’IFA n’est pas un vain mot pour les Editions du Monde Libertaire qui ont publié une traduction de l’opuscule de nos camarades sicilien.ne.s, “La lutte No MUOS” en novembre.

Voici la couverture ainsi qu’une traduction de leur 4^o de couverture !

“Donner une idée même sommaire de la pensée anarchiste et des méthodes libertaires en quelques pages n’est pas vraiment une tâche facile, puisqu’on ne peut pas, dans le cas de l’anarchisme ,

ramener toutes ses interprétations à une personnalité unique et, en second lieu, celles-ci ne sont absolument pas l’expression d’une idéologie figée. D’autre part, ses manifestations sont multiples et pas toujours convergentes.

Résumer l’anarchisme en une phrase est cependant relativement facile : l’anarchisme est l’exigence de placer notre vie sous le double sceau de la liberté des individus et de l’égalité sociale entre eux, le refus d’abandonner l’un de ces principes pour privilégier l’autre, et la création d’un type d’organisation de la société qui permette d’atteindre durablement ces objectifs.

Une trentaine d’années après l’effondrement des régimes socialistes autoritaires, à une époque où, face aux inégalités croissantes que ce soit à l’intérieur des frontières de nos pays occidentaux que dans les diverses régions de la planète, les réponses le plus répandues sont les régimes autoritaires ou to-

talitaires, il nous semble clair que le projet d’une société anarchiste est plus souhaitable et urgent que jamais.

Tout consiste donc à le mettre en pratique dans l’environnement qui est le nôtre : cet opuscule cherche à apporter une première idée des motivations de notre révolte et à concevoir des parcours que nous pouvons entreprendre au XXI^o siècle pour nous émanciper, dans la mesure du possible, de l’exploitation et des oppressions qui constituent notre quotidien et, dans le même temps, préparer l’avènement d’une société basée sur des mécanismes en cohérence avec nos aspirations libertaires et égalitaires.”

Monica Jornet
Editions du Monde Libertaire

Pédagogies critiques ?

Ce petit ouvrage coordonné par Laurence de Cock et Irène Peirera qui seules d'ailleurs apparaissent en couverture est de fait un ouvrage collectif. On peut d'ailleurs regretter que les noms des auteur-e-s ne soient pas mentionner en tête des différents chapitres du livre même si une courte présentation en fin d'ouvrage permet de les situer. Quant au titre, il eut été souhaitable de ne pas se limiter à *pédagogies critiques* et de mentionner critiques et émancipatrices. En effet, la droite et la droite fascisante ne se gênent pas pour développer des pédagogies « critiques » ou pour clouer au pilori les pédagogies anti-autoritaires. Il suffit pour s'en persuader de lire les textes des réac-publicains et *la prose infâme d'un Finfielkraut et d'autres encore*. Certes, dès les premières pages les pédagogies critiques sont positionnées dans un « vaste mouvement d'éducation émancipatrice » (p.15) visant à la prise de conscience des oppressions et les auteures précisent que Paolo Freire fut à l'origine de cette appellation. Néanmoins, même si ces pédagogies se veulent critiques et en réaction au néolibéralisme en éducation un titre plus explicite eût été le bienvenu.

Le premier chapitre fait un rapide parallèle entre Freinet et Freire, utile rapprochement et proximité réelle dans les pratiques pédagogiques. En particulier, la dénonciation du « gavage » des élèves par le premier et la conception « bancaire » de l'éducation par l'autre. Il n'en reste pas moins que si les deux hommes avaient des points communs l'un était issu du courant social-chrétien

(même si sa grille d'analyse est marxienne) et l'autre de la tradition communiste, ce qui n'est pas précisé. Origines qui peut nous laisser penser que la démocratie évoquée par l'un et l'autre était probablement et sensiblement de nature différente. Au reste, il est vrai que tous deux étaient sans illusion sur la neutralité de l'éducation et que tous deux œuvraient à une réelle « compréhension sociale » (p 34) du monde par les apprenants eux-mêmes. Reprenant par là la grande idée de Pelloutier quant à la nécessité, pour s'engager sur le chemin de l'émancipation, de connaître la « science de son malheur ».

Le chapitre 2, nous entraîne dans un panorama des pédagogies critiques dont l'idée centrale n'est pas inintéressante, celle qui consiste à dire que ce ne sont pas les seuls opprimés qui doivent prendre conscience de leur situation mais aussi ceux et celles qui sont dans des positions sociales plus confortables afin de lutter contre les dominations éventuellement inconscientes de leur fait. Ce qui est par contre insupportable c'est d'oublier que ces derniers sont aussi souvent sujet de la domination et de considérer leur situation comme des « privilèges » (p. 38) est des plus réducteur. Suit une énumération des sous-catégories de la pédagogie intersectionnelle qui de fait n'apporte pas grand-chose à ceux et celles qui se sont engagés dans la pédagogie émancipatrice. En effet ses sous-catégories visent soit à « mettre en cause les savoirs élaborés depuis la position de domination » (pp.46-

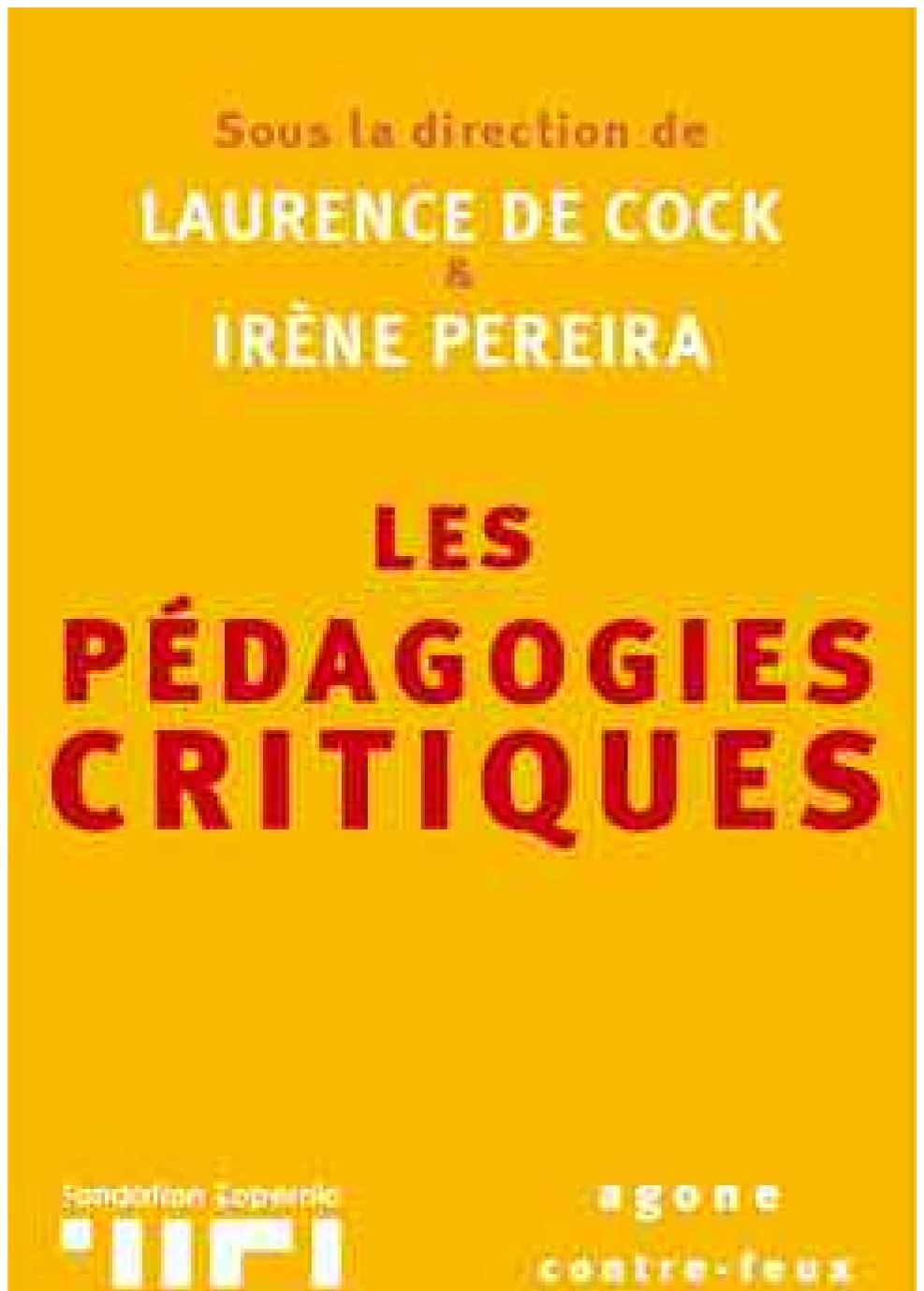
47), Ferrer le proposait déjà, soit « une critique de la reproduction des inégalités de classe sociale à l'école » (p.47), soit à « développer chez les élèves une conscience mondiale leur permettant de saisir les problèmes écologiques à un niveau systémique » (p.48-49). *De facto*, ce que font depuis un siècle les éducationnistes libertaires et anti-autoritaires.

Quant à la pédagogie féministe présentée dans le chapitre 3, on peut s'interroger sur le bien fondé de ce qualificatif même si des pratiques pédagogiques intéressantes sont ici évoquées. Il s'agit en fait de lutter contre les normes et les assignations de genres (p.61) imposées dans et par l'éducation et de mettre en place des stratégies pédagogiques afin de réaliser l'égalité, entre fille et garçon dans tous les domaines de la vie. En bref, le projet des éducateur-es libertaires. Le chapitre 4 nous amène sur un tout autre terrain, celui d'une pédagogie critique de l'histoire coloniale nationale. Là encore de saines intentions déjà partagées par de nombreux éducateur-es. A savoir « questionner la construction de récits historiques euro-péo-centrés » (p.67) et les catégories de pensée qu'ils induisent. En d'autres termes, il est essentiel de « questionner l'évidence des récits historiques dominants » (p.72). Tous les libertaires en sont conscients depuis longtemps, l'histoire des « maîtres » n'est pas la nôtre et tous ceux qui se sont essayés à l'enseigner ont toujours tenter une telle déconstruction à des fins de réappropriation de l'histoire par les opprimés eux-mêmes. Au reste et au regard d'un néo-colo-

nialisme culturel dominant, il est bon de rappeler qu'une « histoire nationale n'est possible que connectée au reste du monde » (p.83).

Le chapitre suivant met le lecteur en garde contre la récupération des pédagogies alternatives par les libéraux de l'OCDE et du MEDEF en rappelant que le capitalisme contemporain a besoin d'une main d'œuvre plus créative, plus participative voire plus critique... mais jusqu'à un certain point. Il ne s'agit pas là de mener à l'émancipation mais de conformer la main-d'œuvre à de nouvelles exigences de l'appareil de production. L'école de Ferry en d'autres temps n'avait pas d'autres objectifs. Néanmoins, restons vigilant et veillons à ce que nos pédagogies alternatives soient toujours articulées avec le souci de l'épanouissement des individus et avec notre projet politique libertaire et non assujetties à la production et à la plus-value sur le travail. Un dernier chapitre est consacré à l'Education populaire qu'il convient de se réapproprier et d'ancrer dans des pratiques collectives de conscientisation émancipatrice articulées à des actions concrètes visant à combattre les situations de domination et/ou d'exclusion (p.111). Rien de bien nouveau donc si ce n'est une illustration intéressante, celle de City life/Vida urbana aux USA et un rappel, peut-être essentiel, l'Educ-pop devrait avoir pour finalité des actions effective « pour transformer la société » (p.102) et non pas se contenter d'être un vecteur culturel.

Certes, il s'agit bien de lutter contre toutes les formes de domination (de genre, de « race », de classes...) et de « faire valoir sans prescrire » (p.123) en valorisant le collectif et en refusant la sur-héroïsation de tel-le ou tel-le, Louise Michel y compris. N'est-ce pas là la vieille ambition, toujours re-



nouvelée des éducationnistes anarchistes ?

En résumé, malgré quelques bonnes idées et parfois des analyses pertinentes, un livre un peu fourre-tout où le saucissonnage pédagogique n'apporte pas vraiment un renouveau de la pensée éducative et peut-être risque de la renfermée sur des logiques « identitaires », sectorielles, rendant par-là l'émancipation collective problématique.

Hugues Lenoir
Groupe Commune de Paris

Cock L ; (de) et Peirera I. et alii, 2019, *Les pédagogies critiques*, Marseille, Agone, en vente à Publico, 12 euros.



Les **Éditions du Monde Libertaire**, œuvre de la Fédération Anarchiste, participent à la diffusion des idées et des projets libertaires au plus grand nombre.

Les **Éditions du Monde Libertaire** sont un secrétariat qui fonctionne de manière autonome. Le (la) secrétaire, mandaté(e) en congrès, est seul(e) responsable devant le Congrès de la Fédération anarchiste. Son rôle est d'organiser l'édition de textes importants pour l'anarchisme, en assurer la promotion et la diffusion.

Les bénéfices des ventes sont intégralement investis dans la réalisation de futures publications.

Les **EdML** veulent contribuer à fournir des outils pour l'action dans la lutte sociale.

Yves Lopez a beau être proviseur honoraire et président honoraire de la Fédération française pour l'UNESCO (FFPU), il a oublié d'être chef ! Dans « Rita et Hilario (Genêts d'exil, Durruti toujours) », il exalte l'anarchisme de son père, militant de la FAI ibérique et de la CNT, insoumis en 1926 sous la monarchie puis engagé volontaire aux Asturies contre le putsch des généraux de 1936 qui déclenchera la guerre d'Espagne (1936-1939) suivie de la dictature franquiste. Et nous fait vivre de l'intérieur, grâce à un récit autobiographique empathique et attachant, l'exil de tant de compagnons et le destin de leur famille.



Pour mieux présenter le livre qui paraît aux Editions du Monde Libertaire en ce mois de mars, tel la brise douce, légère et parfumée du printemps, j'ai souhaité publier la lettre que son auteur a envoyée à editions@federation-anarchiste.org en y joignant son tapuscrit :

« *Queridos Compañeros*

Ainsi aurait commencé mon père !

Mon père Hilario LOPEZ SANCHEZ était un militant anarchiste, adhérent de la Confederacion Nacional del Trabajo (CNT) et de la Federacion Anarquista Iberica (FAI).

Guerre civile, exil... sa vie entière a été marquée par la fidélité aux idéaux qu'il portait au cœur.

Ma mère, Rita GONZALEZ FERNANDEZ, avec discrétion mais une conviction tout aussi grande, a accompagné tous les combats de mon père.

La chance de ma vie est d'être le fils de ces deux-là.

J'ai d'abord voulu écrire leur livre, me limiter à être leur plume afin de leur permettre de raconter l'aventure de leur vie. Enfants d'une Espagne misérable,

l'un et l'autre avaient été privés d'école dès l'âge de 9 ans.

Me laissant aller à l'illusion du temps, je n'ai pas écrit leur livre ; il me restait alors à écrire « mon livre ».

Mal ou bien, c'est chose faite, pour les miens et moi-même.

Au-delà de ce cercle, ce livre pourrait-il être de quelque intérêt ? Peut-être.

Bien sûr, il y aurait quelque cohérence à ce que ce livre, s'il devait être publié, le soit par des éditions libertaires.

Salutations fraternelles. »

La réponse des EdML est oui. En voici l'édition enrichie par les articles de presse de la CNT Languedoc (France) et de la CNT Candás (Espagne) en hommage à Hilario López.

228 pages. Format 13 x 20. 12 euros. En vente dans toutes les librairies le 28 mars.

A commander à la Librairie Publico. 145 Amelot. Paris XIe 01 48 05 34 08

Monica Jornet
EdML

Coagulation

Au cours d'un entretien avec des journalistes, Emmanuel Macron s'est livré, fin janvier, à une analyse du mouvement des Gilets jaunes : « *L'ultra-gauche, dès le début, veut la coagulation des luttes* » (LCI, 1^{er} février 2019). Dans ce contexte, cette expression est employée par le président de la République dans un sens similaire à celui de la « *convergence des luttes* » utilisée dans les milieux contestataires avec une connotation plutôt favorable – on parle plus rarement de « *coalescence* » à ce propos. C'est à dessein que le locataire de l'Élysée se réfère, dans le même temps, à une « *ultra-gauche* » aux contours flous puisqu'elle engloberait, selon lui, des personnalités comme les députés de La France insoumise (LFI) Jean-Luc Mélenchon et François Ruffin.

Jusqu'à une période récente, le mot « *coagulation* » demeurait principalement cantonné dans la sphère biologique ou médicale pour rendre compte des phénomènes liés au lait et surtout au sang. Mais on trouvait, au cours des siècles précédents, quelques emplois de ce terme dans le domaine politico-social. Par exemple, après l'écrasement de la Commune de Paris, un conservateur anonyme appelait à « *coaguler les forces éparses du parti de l'ordre* » (*Le Figaro*, 3 juillet 1877).

À la Libération, on peut déceler une nouvelle dynamique du côté du champ universitaire. Le philosophe Maurice Pradines mettait en lumière le rôle de la magie comme « *force de coagulation sociale* » (*Traité de psychologie générale*, 1948) tandis que le juriste Ernest Teillac mentionnait la « *fonction de coagulation* » de l'État (*Études*, avril-mai-juin 1948) et que son confrère Maurice Duverger soulignait la « *coagulation des énergies parlementaires* » (*Les partis politiques*, 1951).

Ce détournement devait ensuite toucher plus largement le champ médiatique. En effet, le journaliste Jean

Créac'h parlait du nationalisme comme d'un « *agent de coagulation* » en Espagne (*Le Monde*, 13 avril 1950) alors que l'intellectuel Jean-Marie Domenach évoquait la « *coagulation du sentiment national* » en Allemagne (*Le Monde*, 4 novembre 1953) et que le général Pierre Rondot présentait les Frères musulmans comme pouvant « *coaguler une opposition conservatrice latente* » (*Le Monde diplomatique*, octobre 1965).

Avec la fusion des champs politique et médiatique, ce terme devait accompagner les luttes de classes en France. Après la grève générale de mai 1968, Jean Cornec, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, évoquait la « *coagulation d'hostilités jusque-là peureuses et diffuses* » (*Le Monde*, 4 décembre 1968). Il fut suivi par le journaliste Pierre Viansson-Ponté qui évoquait les « *mécontentements en voie de coagulation* » (*Le Monde*, 19 janvier 1972).

Or, il faut attendre un autre mouvement social d'ampleur pour trouver la « *coagulation anémique de peurs* » sous la plume du socio-économiste Bernard Perret (*Le Monde*, 17 décembre 1995) ou « *la coagulation des mécontentements* », dix ans plus tard, dans la bouche du ministre de l'Industrie Patrick Devedjian (*France Inter*, 6 février 2005). Le registre demeure péjoratif dans la plupart des cas, à droite comme à « *gauche* ». Au cours d'un dîner avec l'association de la presse présidentielle, François Hollande déclara, au sujet du mouvement contre la réforme des retraites : « *En fait, on a eu un mois de mai animé mais qui n'a pas été la coagulation de tous les mécontentements* » (*Le Monde*, 19 juillet 2013). Là encore, l'association des termes reste négative, sans équivoque possible.

Or, en appelant à un « *grand déferlement* » contre la politique d'Emmanuel Macron, les dirigeants LFI ont pensé,

à l'instar de Manuel Bompard, que la marche du 23 septembre contribuerait « *à la coagulation des oppositions* » (*Le Monde*, 22 septembre 2017). Quelques mois plus tard, Bruno Roger-Petit, porte-parole de la présidence de la République assurait pourtant : « *Nous n'avons pas plus d'inquiétude aujourd'hui qu'à l'automne, quand on spéculait déjà sur une possible coagulation sociale* » (*Le Monde*, 19 mars 2018).

Lors d'un entretien, Emmanuel Macron contestait « *une logique de coagulation des mécontentements* » au sujet des mouvements sociaux (BFMTV-Mediapart, 15 avril 2018). Camille Bernard, enseignante, répondait à cette déclaration : « *Pour moi, la convergence a tout son sens, mais Macron a parlé de "coagulation", qu'il juge illégitime* » (*Le Monde*, 19 avril 2018). Ses propos semblaient faire écho à ceux du porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste, Olivier Besançon, qui disait « *croire à la coagulation des colères* » (*France Info*, 16 avril 2018) ou à ceux de la responsable LFI Charlotte Girard : « *Il manque au mouvement social la coagulation, comme l'a dit le président, même si nous préférons parler de convergences et de cristallisations* » (*Regards*, 16 avril 2018). Nous nous approchons de la « *coagulation des luttes* » telle que consacrée par l'éditorialiste Stéphane Lauer (*Le Monde*, 30 avril 2018). Pussions-nous fédérer autre chose que des colères, mécontentements ou peurs.

Nedjib SIDI MOUSSA



ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci
d'écrire à la
Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011
PARIS

02 AISNE

- Groupe Kropotkine C/O Athénée libertaire 8 rue
Fouquerolles 02000 MERLIEUX
ou kropotkine02@riseup.net

04 ALPES DE HAUTE PROVENCE

- Liaison Metchnikoff metchnikoff@federation-
anarchiste.org

07 ARDECHE

- Groupe d'Aubenas. fa-groupe-daubenas@federa-
tion-anarchiste.org

09 ARIEGE

- Liaison Ariège ariege@federation-anarchiste.org

12 AVEYRON

- Liaison Ségala Aveyron segala-aveyron@federa-
tion-anarchiste.org
- Liaison Sud Aveyron sud-aveyron@federation-
anarchiste.org
- Liaison Millau jrv@riseup.net

13 BOUCHES DU RHONE

- Groupe Germinal. germinal@federation-anar-
chiste.org
- Liaison La Ciotat. la-ciotat@federation-anar-
chiste.org

14 CALVADOS

- Groupe Sanguin de Caen
groupesanguinfa14@laposte.net

16 CHARENTE

- Liaison Charente charente@federation-anar-
chiste.org

17 CHARENTE MARITIME

- Groupe « Nous Autres » 35 Allée de l'angle
Chaucre 17190 St Georges d'Oléron ou
nous-autres@federation-anarchiste.org

20 CORSE

- Liaison Corsica corsica@federation-anar-
chiste.org

21 COTE D'OR

- Groupe « La Mistoufle » Maison des Associa-
tions Les Voix sans Maître Boîte BB8 2, rue des
Corroyeurs,
21 068 DIJON Cedex ou lamistoufle@federation-
anarchiste.org

22 COTES D'ARMOR

- Liaison Jean Souvenance souvenance@no-
log.org

23 CREUSE

- Liaison Granite liaison-granite@federation-anar-
chiste.org

24 DORDOGNE

- Groupe Emma Goldman – Périgueux peri-
gueux@federation-anarchiste.org

25 DOUBS

- Groupe Proudhon c/o CESL BP 121 25014 Be-
sançon Cedex
ou groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
- Groupe anarchiste solidaire c/o CESL BP 121
25014 Besançon Cedex ou
groupe-anarchiste-solidaire@federation-anar-
chiste.org
- Liaison Nord-Doubs liaison-nord-doubs@federa-
tion-anarchiste.org

26 DROME

- Groupe « la rue râlè » la-rue-rale@federation-
anarchiste.org

28 EURE ET LOIR

- Groupe Le Raffût fa.chartres@gmail.com

29 FINISTÈRE

- Groupe Le Ferment leferment@federation-anar-
chiste.org

30 GARD

- Groupe Gard-Vaucluse groupe-du-gard@federa-
tion-anarchiste.org

31 HAUTE GARONNE

- Groupe de Toulouse toulouse@federation-anar-
chiste.org

32 GERS

- Liaison Anartiste 32 anartiste32@federation-
anarchiste.org

33 GIRONDE

- Cercle Barrué c/o Athénée libertaire 7 rue du
Muguet 33 000 Bordeaux
Ou cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
- Groupe Nathalie Le Mel nathalie-le-mel@federa-
tion-anarchiste.org

34 HERAULT

Groupe Montpellier-Hérault montpellier@federa-
tion-anarchiste.org

35 ILLE ET VILAINE

- Groupe La Sociale. c/o local « La Commune »,
17 rue de châteaudun 35000 rennes
ou contact@falasociale.org
- Liaison Vie A liaison-viea@federation-anar-
chiste.org
- Liaison Redon redon@federation-anarchiste.org

37 INDRE ET LOIRE

- Liaison Libertalia libertalia@federation-anar-
chiste.org

38 ISERE

- Groupe de Grenoble fagrenoble@riseup.net

40 LANDES

- Groupe Euskal Herria – Bayonne euskal-her-
ria@federation-anarchiste.org

42 LOIRE

- Groupe Makhno Bourse du Travail Salle 15 bis
Cours Victor Hugo 42028 Saint Etienne cedex 1
ou groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE ATLANTIQUE

- Liaison de Saint-Nazaire saint-nazaire@federa-
tion-anarchiste.org
- Groupe Déjacque dejacque@federation-anar-
chiste.org

45 LOIRET

- Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute@gmail.com

46 LOT

- Liaison Lot-Aveyron liaison-lot-aveyron@federa-
tion-anarchiste.org
Actif dans la région de Figeac (Lot)/Villefranche
de Rouergue (Aveyron)/ Decazeville (Aveyron)
/Mauris (Cantal)

49 MAINE ET LOIRE

- Liaison Francisco Ferrer angers@federation-anarchiste.org

50 MANCHE

- Groupe de Cherbourg cherbourg@federation-anarchiste.org ou facherbourg@riseup.net

51 MARNE

- Liaison Reims reims@federation-anarchiste.org

53 MAYENNE

- Liaison Stilgar stilgar@federation-anarchiste.org

54 MEURTHE ET MOSELLE

- Groupe Emma Goldman de Nancy emma-goldman@federation-anarchiste.org

56 MORBIHAN

- Groupe Lochu Ferrer. c/o Maison des associations 31, rue Guillaume Le Bartz 56000 VANNES ou groupe.lochu@riseup.net

57 MOSELLE

- Groupe de Metz c/o Association Culturelle Libertaire BP 16 57645 Noisseville ou groupe-demetz@federation-anarchiste.org
- Groupe Jacques Turbin – Thionville jacques-turbin@federation-anarchiste.org
- Liaison Sarrebourg stirmer-sarrebourg@federation-anarchiste.org

60 OISE

- Liaison Beauvais scalp60@free.fr

62 PAS DE CALAIS

- Groupe Lucy Parsons in the Sky bethune-arras@federation-anarchiste.org

63 PUY DE DÔME

- Groupe Spartacus spartacus@federation-anarchiste.org
- Groupe « Mauvaise Graine » mauvaisegraine@federation-anarchiste.org

66 PYRENEES ORIENTALES

- Groupe John Cage john-cage@federation-anarchiste.org
- Liaison Pierre-Ruff pierre.ruff@federation-anarchiste.org

67 BAS RHIN

- Liaison Bas-Rhin liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org
- Groupe de Strasbourg. groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org

68 HAUT RHIN

- Groupe du Haut Rhin. groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org
- Liaison Colmar - Maria Nikiforova colmar@federation-anarchiste.org (Entre Colmar et Mulhouse)

69 RHONE

- Groupe Graine d'anar. grainedanar@federation-anarchiste.org

anarchiste.org

- Groupe Kronstadt kronstadt@federation-anarchiste.org

- Liaison « Juste une étincelle noire » letincelle-noire@riseup.net

71 SAONE ET LOIRE

- Liaison « La vache noire » vachenoire@federation-anarchiste.org

73 SAVOIE

- Groupe de Chambéry c/o La salamandre – Maison des associations 67 Rue St François de Sales boîte X/33 73000 Chambéry ou fa73@no-log.org

74 HAUTE SAVOIE

- Liaison Haute Savoie haute-savoie@federation-anarchiste.org

75 PARIS

- Liaison William Morris william-morris@federation-anarchiste.org
- Groupe Anartiste anartiste@sfr.fr
- Groupe Berneri Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou jacques.de-la-haye@wanadoo.fr
- Groupe Salvador Segui groupe-salvadorsegui@gmail.com
- Groupe Botul Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
- Groupe Orage Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou groupe.orage@gmail.com
- Groupe « Commune de Paris » Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou commune-de-paris@federation-anarchiste.org
- Groupe Louise Michel Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
- Groupe La Révolte Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou la-revolte@federation-anarchiste.org
- Groupe no name. no-name@federation-anarchiste.org
- Groupe Pierre Besnard. groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org ou pierrebesnard@laposte.net

76 SEINE MARITIME

- Groupe de Rouen. c/o Librairie l'Insoumise 128 rue St Hilaire 76000 Rouen ou rouen@federation-anarchiste.org

78 YVELINES

- Groupe Gaston Leval gaston-leval@federation-anarchiste.org

79 DEUX SEVRES

- Liaison Bakounine plexdor@gmail.com

80 SOMME

- Groupe Georges Morel. amiens@federation-anarchiste.org

81 TARN

- Groupe les ELAF elaf@federation-anarchiste.org

84 VAUCLUSE

- Groupe Gard-Vaucluse fa.30.84@gmail.com

85 VENDEE

- Groupe Henri Laborit henri-laborit@federation-anarchiste.org

86 VIENNE

- Liaison Poitiers poitiers@federation-anarchiste.org

87 HAUTE VIENNE

- Groupe Armand Beaura armand-beaura@federation-anarchiste.org

92 HAUTS DE SEINE

- Groupe Fresnes-Antony fresnes-antony@federation-anarchiste.org

93 SEINE SAINT DENIS

- Groupe Henri Poulaille c/o La Dionysité 4 Place Paul Langevin 93200 - SAINT-DENIS ou groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL DE MARNE

- Groupe Elisée Reclus Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou faivry@no-log.org ou laurent.fouillard221@orange.fr

95 VAL D'OISE

- Liaison 95 liaison95@federation-anarchiste.org

97 GUADELOUPE

- Liaison Guadeloupe Caraïbes liaison-guadeloupe-caraibes@federation-anarchiste.org

98 NOUVELLE CALEDONIE

- Individuel Albert nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

BELGIQUE

-Groupe Ici et Maintenant. groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org

SUISSE

-Fédération Libertaire des Montagnes (FLM) rue du Soleil 9 2300 La Chaux-de Fonds Suisse ou flm@federation-anarchiste.org

ANGLETERRE

-Liaison Coventry liaison-coventry@federation-anarchiste.org

Une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités : Le site de La Fédération anarchiste à la page suivante https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes

Yves Lopez

RITA ET HILARIO

Genêts d'exil, Durruti toujours

EDITIONS
DU MONDE
LIBERTAIRE

YVES LOPEZ - RITA ET HILARIO - Genêts d'exil, Durruti toujours



Yves Lopez rend un vibrant hommage à l'anarchisme de son père, combattant de la guerre d'Espagne (1936-1939), nous faisant vivre, grâce à un récit autobiographique empathique et attachant, l'exil de tant de compagnons et le destin de leur famille.

ISBN 9782369044103

12€

